

FRANCE — LFI, UN ÉPOUVANTAIL
COMMUNE **MEXIQUE** — NARCOS:
LA GUERRE EST DÉCLARÉE



AMAZONIE
SUR LES TRACES
DES TRIBUS ISOLÉES



**Courrier
international**

N° 1843 du 26 février au 4 mars 2026
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,60 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,50 \$ CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,50 €, Grande-Bretagne
5,50 €, Grèce 6 €, Italie 5,90 €,
Japon 14,00 ¥, Maroc 5,20 DH,
Pays-Bas 6,40 €, Portugal 6,50 €,
Sénégal 3 800 XOF, Suisse 7,50 CHF,
TOM 1200 XPF, Tunisie 6 DT,
Autres pays 3 800 F CFA

DATA CENTERS L'HEURE DE LA RÉVOLTE

*Partout dans le monde, les centres de données se multiplient
pour répondre aux besoins du numérique. Face à ces mastodontes,
voraces en eau et en énergie, la résistance s'organise.*



M 03183 - 1843 - F: 5,20 €





GOVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

**Airbags
défectueux
= danger**



RAPPEL CONSO

1 Je vérifie si mon véhicule est concerné

2 Je prends rendez-vous chez un réparateur/garagiste de la marque pour remplacer rapidement et gratuitement mes airbags



PLUS D'INFORMATIONS SUR
ecologie.gouv.fr/rappel-airbag-takata



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Data centers, l'heure de la révolte

Chaque semaine, dans ce making of, nous expliquons nos choix éditoriaux. Pourquoi privilégier un sujet en particulier en couverture du magazine, pourquoi telle source plutôt que telle autre. Les arbitrages ne sont pas toujours simples, et la sélection d'articles est source de nombreuses discussions en interne. Et puis parfois il y a plus que des évidences, des coups de cœur. Des textes particulièrement inspirants que nous nous réjouissons de traduire pour les partager avec nos lecteurs. Petite sélection des "pépites" du magazine de cette semaine. Il y a d'abord cet article du **Financial Times** qui clôt

notre dossier de couverture consacré aux data centers. Il est signé du spécialiste architecture et design du quotidien des affaires et, à lui seul, il résume, avec une subtilité jubilatoire, toutes les questions que l'on peut se poser face à la multiplication des centres de données, des mastodontes informes et sinistres, partout dans le monde. "Chaque période, écrit-il, possède son type de bâtiment caractéristique. Le XIX^e siècle était celui des gares de chemin de fer, le XX^e siècle avait ses gratte-ciel. Le XXI^e siècle aura semble-t-il les centres de données. Nous vivons une époque formidable." Comme si, dans la désolation de cette architecture posthumaine, Edwin Heathcote décelait d'abord celle de ses créateurs, les géants du numérique, et "leurs rêves mégalomanes". "Les anciens construisaient d'immenses temples pour les dieux qu'ils voulaient satisfaire et apaiser, pour leur faire des

sacrifices et des offrandes. Dans la foulée, ils ont créé l'architecture. D'une certaine manière, s'afflige-t-il, nous allons dans la direction opposée, en créant les dieux qui pourraient nous détruire tout en les hébergeant dans les bâtiments les plus quelconques qu'on puisse imaginer." Tout est dit. Face à ce phénomène, légitimé par les besoins du numérique et de l'intelligence artificielle, la résistance commence à s'organiser. Aux États-Unis, la colère monte, notamment dans de petites localités comme Sand Springs, dans l'Oklahoma, explique un journaliste du **Washington Post**. Et les blocages ou reports de projets se multiplient. Ailleurs dans le monde, de l'Espagne aux Philippines en passant par la France, mêmes causes, mêmes effets : les promesses de créations d'emplois et de croissance ne suffisent plus à faire accepter la construction anarchique de data centers bruyants, polluants, voraces en eau

et en énergie. Et qui ne font que renforcer les inégalités. À suivre. Bien loin de cette agitation, un journaliste du quotidien **Folha de São Paulo** a suivi une expédition scientifique menée par des "indigénistes", sortes de détectives de l'Amazonie qui décèlent dans les traces laissées dans la nature la présence de tribus non contactées ou en isolement volontaire. "À l'image de notre guide, écrit Leão Serva, ces spécialistes des communautés 'indigènes' en sont souvent issus eux-mêmes : ils décodent sans difficulté tous ces indices, tout comme ils identifient sans mal les traces de pas, qu'elles soient humaines ou animales, et leur ancienneté. Pour eux, tout est porteur de sens." "Le mateiro (fin connaisseur de la mata, la forêt) s'emploie à trouver la présence dans l'absence", nous apprend encore l'article. Un récit passionnant traduit du brésilien, à lire absolument. Pour terminer, en ces temps politiques troublés, un dernier

article immanquable à découvrir dans ce numéro : l'interview de Hartmut Rosa parue dans **Der Spiegel** à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage, *Situation und Konstellation* (pas encore traduit en français). Au nom du progrès, dénonce le sociologue allemand, "les règles censées nous libérer nous ont emprisonnés". Avec l'importance croissante des normes, des directives et des algorithmes, "nous avons perdu notre capacité d'agir" et nous nous sentons impuissants face à la marche du monde. Or "les êtres humains sont heureux lorsqu'ils se trouvent dans une situation dans laquelle ils peuvent agir, lorsqu'ils peuvent mobiliser leur capacité de jugement, leur sens du discernement et leur sensibilité". Toute une philosophie de vie.

En couverture :
Data centers : dessin de Nishant Choksi, Royaume-Uni.
Amazonie : photo Rogério Assis/Pulitzer Center



Sommaire



DESSIN DE BALABAN, LUXEMBOURG

MEXIQUE p.6

Les narcos décapités

"El Mencho", à la tête du cartel le plus puissant du pays, a été tué par l'armée, le 22 février. Une victoire pour Claudia Sheinbaum, la présidente, qui renoue ainsi avec la méthode forte, souligne **El País México**.

ETHNOLOGIE p.38

Sur les traces des tribus brésiliennes isolées

Folha de São Paulo est parti en expédition avec les détectives de l'Amazonie, qui décèlent dans la nature les traces de tribus.

ÉCONOMIE p.34

Droits de douane : Trump persiste et signe

Après le désaveu de la Cour suprême sur sa politique douanière, le président américain a décidé d'imposer des surtaxes de 10 % au reste du monde. Pas forcément une bonne nouvelle pour l'économie américaine, estime **The Wall Street Journal**.



DESSIN D'ARES, CUBA

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Folha de São Paulo** São Paulo, quotidien.
- Green & Blue** (greenandblue.it) Rome, en ligne.
- The Hindu** Madras, quotidien.
- The Londoner** Londres (the-londoner.co.uk), en ligne.
- Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne.
- The New Statesman** Londres, hebdomadaire.
- El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne.
- El País México** (elpais.com/mexico) Mexico, en ligne.
- Politico Europe** Bruxelles, hebdomadaire.
- Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire.
- The Straits Times** Singapour, quotidien.
- The Sydney Morning Herald** Sydney, quotidien.
- Tama Media** Dakar (tamamedia.com) en ligne.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Die Welt** Berlin, quotidien.

FRANCE p.10

LFI, un épouvantail bien commode

Depuis la mort de Quentin Deranque, le RN prétend ériger un "cordon sanitaire" contre le parti de Jean-Luc Mélenchon. Une stratégie qu'analyse **Politico Europe**.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Mexique.** Les narcos décapités

D'un continent à l'autre

10. **France.** LFI, un épouvantail bien commode13. **Moyen-Orient.** Pourquoi

l'Iran mise sur la guerre

16. **Cuba.** "Nous sommes un peuple malade jusque dans l'âme"18. **Irlande.** Les Healy-Rae, porte-voix rural face à Dublin20. **Royaume-Uni.** Vive les files d'attente!22. **Sahel.** Une nouvelle ère pour le djihadisme24. **Népal.** Un rappeur Premier ministre ?25. **Indonésie.** La danse sulfureuse qui choque les religieux

À la une

26. **Data centers.** L'heure de la révolte

Transversales

34. **Économie.** Trump persiste et signe sur les droits de douane36. **Sciences.** Faire taire les acouphènes37. **Environnement.** En Méditerranée, l'invasion silencieuse du poisson-lézard 360°38. **Ethnologie.** Sur les traces des tribus brésiliennes isolées42. **Idées.** "Nous avons perdu la capacité d'agir"44. **Culture.** Reuben Kaye et ses flamboyants numéros46. **Histoire.** Les aventuriers du reliquaire perdu

SUR NOTRE SITE

Iran. Jusqu'où iront les États-Unis ?

Dix-sept navires de guerre américains, dont deux porte-avions, croisent au large de l'Iran. Une véritable "armada", selon le terme employé par Trump lui-même. La pression s'accroît sur le régime des mollahs, malgré les réticences de l'état-major américain au sujet d'une intervention militaire de grande ampleur.

La France vue de l'étranger. Besançon, capitale du compostage

La cité franc-comtoise est parvenue à réduire ses déchets organiques de plus de 40 % grâce à diverses politiques et à une bonne dose de persévérance, rapporte ce journaliste britannique dans **Reasons to Be Cheerful**. Un article à lire dans notre série consacrée aux enjeux des municipales en France.

Société. Comment je me suis mise à envoyer des vocaux, ces insupportables monologues

Le texto est vieillot et le coup de fil archaïque : l'ère est aux notes vocales, ou "vocaux", qu'on s'échange comme autant de logorrhées confuses. D'abord agacée, cette journaliste du quotidien britannique **The Independent** s'est pourtant laissée convaincre. À lire dès samedi dans notre édition Week-end.

L Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE

En un an à la Maison-Blanche,
Donald Trump
a sapé les fondements
de la démocratie américaine.

Courrier
international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de ~~253 €~~*
 1 AN (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **175 €** au lieu de ~~306,40 €~~*

RCO26BO01

Madame Monsieur

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

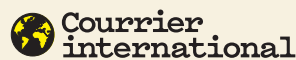
CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://www.courrierinternational.com/abos/2026/ours>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures
 et le samedi de 9 heures à 17 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2026 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.

Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.
 Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'accès en illimité à tous les contenus du site et de l'application : articles, vidéos, stories, chroniques...
- Plus de trente ans d'archives
- Le Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
 directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
 Actionnaire : La Société éditrice du Monde
 Président du directoire, directeur de la publication :
 François-Xavier Devaux
 Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
 Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
 Dépôt légal Février 2026. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coisplet, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Sasha Mitchell (chef de service adjoint, Royaume-Uni, Irlande), Étienne Bouche (Russie), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), Beniamino Morante (Italie), Carole Lyon (Belgique, Pays-Bas), Héléne Bienvenu (Pologne), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Sandrine Morel (chef de service, Amérique latine), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Margot de Groot (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechâi (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service Informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Marine Cugler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélouil (chef de service Informations, 1732), Hugo Florent, Ouméma Nechi, Eloïse Duval (Stories) HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Mélanie Chenouard (chef de service), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Étienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Camille Miloua Giraudeau (vidéo Stories), Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Solal Abèles, Françoise Hérold, Julie Martin, Jean-Daniel Mougout, Anne Romefort DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Erriehello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mougout AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Diane Perpère (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE Maury, 45330 Malaherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Christophe Alexandre, Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Lucie Aubourg, Marie Bellot, Jean-Baptiste Bor, Maxime Bourdier, Mélina Bourgoïn, Emmanuelle Brunet, Swann Deseigne, Corinne Duqueyroy, Maria Fernandez, Claire Fleux, Dorian Gallais, Philippe Godefroy, Anna Kerautret, Shania Mintchev, Valentine Morizot, Basile Richard, Clémentine Soupard-Lejeune, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio, Aruzhan Yeralityeva

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68) Directrice déléguée Mickaëlle Goffaux Directrice commerciale Barbara Bleuse Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) Gestion Mathilde Bannier (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude ADJOINT À LA DIRECTION DES VENTES Romain Galdeano Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin Chef de produits Valentin Moreau Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Soudemont, Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeai, Camille Lefaix, Mynn-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS
 number 013-465, is published
 weekly 6 times per year (triple
 issue in Aug and in Dec), by
 Courrier International SA
 c/o Distribution Grid, at
 900 Castle Rd, Secaucus,
 NJ 07094, USA. Periodicals
 Postage paid at Secaucus,
 NJ and at additional mailing
 offices. POSTMASTER: Send
 address changes to Courrier
 international, c/o ExpressMag,
 8275, avenue Marco-Polo,
 Montréal, QC H7K 7K1, Canada.



Certifié PEFC
 Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
 10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier :
 Allemagne,
 100% de fibres
 recyclées. Ce maga-
 zine est imprimé
 chez MAURY
 certifié PEFC.
 Eutrophisation :
 Ptot = 0,0083 kg/
 tonne de papier.
 Papier issu de forêts
 gérées durablement
 et de sources
 contrôlées. Ouvrage
 imprimé à 100%
 avec des encres
 conformes à la
 norme Blue Angel.



FIFDH

06-15.03.26

GENÈVE

FIFDH.ORG

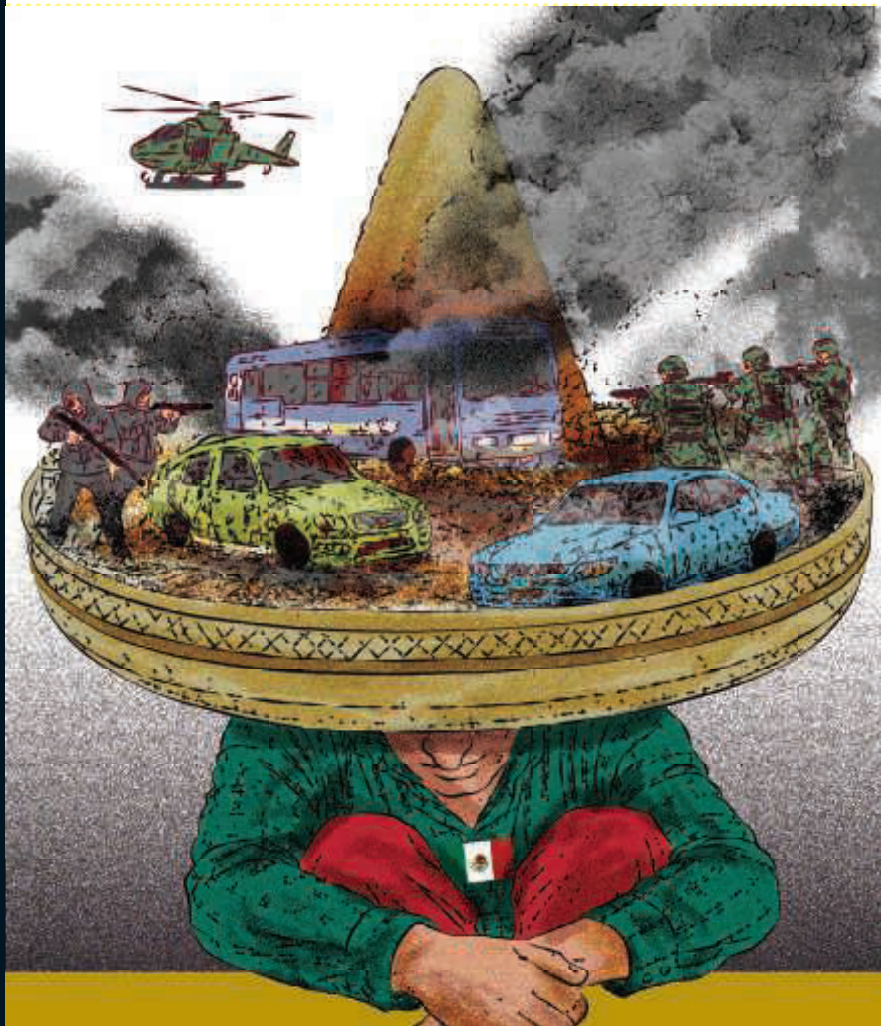


En partenariat avec  **Courrier international**

FESTIVAL DU FILM
ET FORUM INTERNATIONAL
SUR LES DROITS HUMAINS

Mexique. Les narcos décapités

“El Mencho”, à la tête du cartel le plus puissant du pays, a été tué par l’armée mexicaine, le 22 février. Une victoire pour la présidente, Claudia Sheinbaum, qui renoue ainsi avec la méthode forte.



CARTOON MOVEMENT

↳ Dessin de Thiago Lucas, Brésil.

ou “El O9” – ou de Caro Quintero, la sensation générale était celle d’une espèce de laisser-faire pour les cartels.

Le CJNG est l’organisation criminelle la plus puissante du Mexique, surtout depuis la guerre intestine au sein du cartel de Sinaloa et son affaiblissement. Présent sur presque tout le territoire national, avec des tentacules dans plus de 40 pays, il a connu un processus d’expansion très agressif pendant

crimes graves. Par ailleurs, depuis le lancement de l’opération Frontière nord il y a un an, le gouvernement mexicain publie tous les trois jours des statistiques sur les arrestations, les saisies d’armes à feu et de drogue le long de sa frontière avec les États-Unis.

On ignore ce qui se passera dans les prochains mois, puisque ces coups de filet s’accompagnent généralement de bouleversements sur l’échiquier criminel. Privé de son chef, le CJNG va entrer dans une guerre de succession qui risque d’être meurtrière. Par ailleurs, ses concurrents voudront sans doute profiter de sa faiblesse et de sa désorganisation pour s’emparer de ses territoires.

Tout le monde a en tête l’exemple de la guerre meurtrière qui fait rage pour le contrôle du cartel de Sinaloa entre les fils d’“El Chapo” et les successeurs d’Ismael Zambada, surnommé “El Mayo” [depuis l’arrestation de ce dernier en juillet 2024]. Depuis, le Sinaloa est en proie à de violents affrontements entre narcotrafiants, qui font des centaines de morts et de disparus, et le gouvernement peine à trouver une stratégie pour enrayer cette violence.

— Carlos Carabaña, publié le 23 février

“Par rapport au mandat [d’Andrés Manuel López Obrador], les balles ont remplacé les câlins.”

Erubiel Tirado, COORDINATEUR À L’UNIVERSITÉ IBÉRO-AMÉRICAINE

la dernière décennie. L’agence fédérale américaine de lutte contre le trafic de drogue (la DEA) le définit comme l’une des organisations criminelles “les plus puissantes, les plus influentes et les plus impitoyables”. Contrairement à ce qui se passe dans d’autres groupes, qui ont plus d’un leader, “El Mencho” était le chef incontesté de son cartel. L’élimination du narcotrafiant, qui était entouré d’un cordon de sécurité complexe, constitue une victoire pour la stratégie de sécurité mexicaine.

“La grande différence entre les deux stratégies, c’est la priorité donnée à l’action, affirme Erubiel Tirado, coordinateur du programme de sécurité nationale et de démocratie de l’Université ibéro-américaine, à Mexico. Il y a des actions concrètes menées contre le crime organisé, ses dirigeants sont directement visés, et, par rapport au mandat précédent, les balles ont remplacé les câlins.” Pour Tirado, cette opération est une victoire triomphale, aussi bien en matière de politique intérieure qu’en politique extérieure. Elle permet au Mexique d’envoyer un signal fort à la communauté internationale, à l’approche de l’ouverture de la Coupe du monde de football 2026 [que le pays organise conjointement avec les États-Unis et le Canada] : il maîtrise sa sécurité.

Soucieuse de ne pas trop s’éloigner du discours de son prédécesseur, la présidente Sheinbaum évoque la nécessité de s’attaquer aux causes profondes de la violence, dans la continuité de López Obrador, mais elle met davantage l’accent sur le renseignement et le travail d’enquête. Elle affirme ainsi reproduire la stratégie mise en œuvre lorsqu’elle était maire de Mexico, entre 2019 et 2023, avec García Harfuch comme chef de la police. Pour l’instant, cette approche se traduit par un nombre record de saisies de drogue et d’arrestations. Depuis le début de son mandat, García Harfuch se targue d’avoir interpellé plus de 40 000 personnes pour

À la une



“LIQUIDÉ”

C’est ce qu’annonce **El Heraldo de México**, le 23 février, au lendemain de la mort d’“El Mencho”, chef du Cártel de Jalisco Nueva Generación, au cours d’une opération militaire à Tapalpa, dans l’État de Jalisco. Un premier bilan faisait état de 73 morts, dont 25 membres de la garde nationale. “El Mencho”, 59 ans, était considéré comme le dernier des grands parrains depuis l’arrestation des fondateurs du cartel de Sinaloa. Sa disparition “ferme un cycle de violence extrême, mais en ouvre un autre tout aussi délicat”, analyse **El Heraldo** : la question est de savoir “si l’État pourra empêcher la recomposition opérationnelle, financière et territoriale de son organisation”.

— El País México, extraits (Mexico)

Nemesio Oseguera Cervantes, dit “El Mencho”, chef du Cártel de Jalisco Nueva Generación (CJNG), était le narcotrafiant le plus recherché du Mexique. Sa mort est non seulement le coup le plus dur que le Mexique a porté au narcotrafic ces dernières années, mais c’est aussi la plus grande réussite, en à peine plus d’un an, de la nouvelle stratégie de sécurité du gouvernement de Claudia Sheinbaum et de son ministre de la Sécurité et de la Protection citoyenne, Omar García Harfuch.

“El Mencho” se jouait depuis des années des forces de sécurité. Sa chute s’est produite après une opération dans la sierra de l’État de Jalisco, menée par les autorités

mexicaines avec l’appui du renseignement américain. Un gage de la bonne relation qu’entretiennent cette année les deux gouvernements, avec beaucoup de bonne volonté du côté mexicain.

Tentacules. La stratégie de sécurité du gouvernement Sheinbaum, conduite par García Harfuch, est l’un des domaines où la présidente se démarque le plus de son prédécesseur et mentor, Andrés Manuel López Obrador. Pendant son mandat, celui-ci a mené une politique de non-confrontation avec les groupes criminels, dite d’“abrazos, no balazos” [“Des câlins, pas des fusillades”]. Et même s’il y a eu quelques captures importantes, comme celles d’Ovidio Guzmán – “El Ratón” –, de Néstor Isidro Pérez Salas – “El Nini”

LE DESSIN
DE LA SEMAINE



✍ Dessin de Sini,
Autriche.

Une guerre sans fin



UKRAÏNE — Quatre ans de guerre. Près de 2 millions de morts, de disparus et de blessés, selon une étude du Center for Strategic and International Studies parue à la fin du mois de janvier. Et toujours aucun espoir de paix, comme le croque le dessinateur autrichien Sini. “Une nouvelle série de pourparlers entre les délégations ukrainienne et russe aura lieu dans les trois semaines à venir et pourrait déboucher sur un sommet au plus haut niveau”, veut quand même croire le média ukrainien **Ukrinform**. En attendant, les bombes continuent de tuer et de mutiler.

FRANCE

Les crues, une “nouvelle réalité”

Après des pluies record, une grande partie du pays est sous les eaux. Un phénomène appelé à se répéter.

Avec près de quarante jours de précipitations, la France a enregistré “sa plus longue série de jours de pluie consécutifs depuis le début des relevés, en 1959”, note la **Neue Zürcher Zeitung** (NZZ), “avec des précipitations environ 30 % supérieures à la moyenne” en janvier. Et si, depuis le 20 février, le ciel semble plus clément, la fin des problèmes n’est pas en vue : “Les sols sont bien souvent saturés d’eau et ne peuvent quasiment plus rien absorber.”

Un tel phénomène est appelé à se répéter, avertissent les climatologues. “Avec la hausse des températures, l’atmosphère se

charge d’humidité, ce qui favorise les épisodes de fortes précipitations”, explique ainsi le journal zurichois. Évoquant le nombre record de tempêtes qui ont balayé ces derniers mois le sud de l’Europe, une éditorialiste du **Guardian** estime même qu’il s’agit de la “nouvelle réalité” du continent : “détrempé l’hiver, desséché l’été”.

Ces inondations coïncident en outre avec la publication, le 17 février, d’un rapport de l’European Scientific Advisory Board on Climate Change. Les experts de ce groupe indépendant y exhortent l’Europe “à se préparer à un monde plus chaud de 3 °C d’ici à la fin du siècle – soit le double du niveau de réchauffement climatique que les dirigeants mondiaux se sont engagés à atteindre dans le cadre de l’accord de Paris de 2015 – et à tester la résistance à des scénarios encore plus extrêmes”, relate le journal britannique.

Les crues françaises constituent un “avertissement alarmant”, estime pour sa part le journal suédois **Dagens Nyheter**. Elles mettent aussi en évidence “les besoins encore urgents en matière de prévention, d’aménagement du territoire et de protection contre les crues”, insiste la NZZ.

— **Courrier international**

Carton plein



JO — “30 sur 30 avec les félicitations du jury”, titre **Il Messaggero** le 23 février, au lendemain de la clôture des Jeux olympiques de Milan-Cortina. Une référence au système de notation dans l’enseignement italien et au nombre de médailles que les Transalpins ont décroché cette année : 30, dont 10 en or. Au-delà des succès sportifs, le journal romain salue la réussite de l’événement. Parmi les éléments de satisfaction, les 1,3 million de billets vendus, “avec un taux de remplissage des enceintes de 88 %”. Mais aussi le succès d’une édition organisée sur plusieurs sites, huit au total : “À l’avenir, tout le monde nous copiera.”

Sanglantes représailles

PAKISTAN-AFGHANISTAN — À la suite d’une série d’attentats sur le sol pakistanais, dont un au début de février dans une mosquée chiite d’Islamabad attribué à l’État islamique au Khorasan (EI-K) et d’autres au Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), “une riposte semblait imminente”, raconte le quotidien pakistanais **Dawn**. Elle a été menée dans la soirée du 21 février sous la forme de frappes aériennes sur des camps “terroristes” situés en Afghanistan. “Selon des sources sécuritaires, au moins 80 terroristes ont été tués”, précise le journal. “Le régime taliban affirme qu’il répliquera de manière ‘appropriée’.”

À perpétuité



CORÉE DU SUD — “Instigateur d’un coup d’État.” C’est avec cette désignation

que le tribunal du district central de Séoul a condamné en première instance, le 19 février, l’ancien président Yoon Suk-yeol à la réclusion criminelle à perpétuité. C’est ce qu’annonce à la une le lendemain le journal conservateur **Donga Ilbo**. Après avoir décrété la loi martiale le 3 décembre 2024, Yoon Suk-yeol a été destitué le 4 avril suivant puis incarcéré. La peine de mort avait été requise par le procureur, alors que le pays ne procède plus à aucune exécution depuis la fin de 1997.

Démonstration de force

GABON — “La sentence est tombée, sèche, administrative, implacable”, commente **Gabon Review**. La Haute Autorité de la communication a annoncé, le 17 février, “la suspension immédiate des réseaux sociaux sur le territoire gabonais jusqu’à nouvel ordre”. Sont notamment visés TikTok, Facebook et YouTube, “accusés d’héberger des contenus diffamatoires”, précise **Gabon Review**, qui voit dans cette mesure une “démonstration de force”. Le président Brice Oligui Nguema est en effet depuis décembre aux prises avec une vague de contestation menée par les enseignants en grève.

2948

MILLIARDS DE YENS, ou 16 milliards d’euros : c’est ce que pèsera, en 2026, l’économie liée aux chats au Japon, selon les calculs de l’économiste Katsuhiko Miyamoto repris par la presse nipponne le 22 février, Jour du chat. Ce secteur, qui comprend l’entretien des petits félins et tous les produits dérivés, a même son propre nom : **nekonomics**, néologisme forgé à partir de **neko** (“chat” en japonais) et d’**economics** (“économie” en anglais). Mais, annonce l’**Asahi Shimbun**, “le **nekonomics** va bientôt atteindre son apogée”, alors que le nombre de chats domestiques – 9 millions aujourd’hui – a commencé à décliner.

↳ Dessin de De Angelis,
Italie.

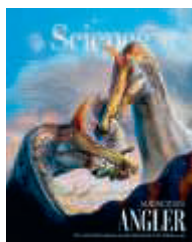
Fermeture définitive



SYRIE — Situé dans l'extrême nord-est du pays, près de la frontière avec l'Irak, le camp d'Al-Hol abritait depuis 2019 le plus grand nombre de proches de djihadistes – syriens et étrangers – du groupe État islamique (EI). Les autorités de Damas, qui en ont récemment pris le contrôle aux dépens des combattants kurdes, ont annoncé sa fermeture le 22 février. Il y a encore peu de temps, quelque 24 000 personnes y vivaient toujours, mais beaucoup ont fui à la faveur des combats entre l'armée syrienne et les forces kurdes. La grande majorité des 8 000 personnes encore présentes a été transférée dans d'autres camps, dont celui d'Akhtarine, dans la région d'Alep, raconte le journal syrien **Enab Baladi**.

Des dinos les pieds dans l'eau

PALÉONTOLOGIE — Deux gigantesques dinosaures à crête se disputent un coelacanth. La scène se situe dans ce qui est aujourd'hui le désert du Sahara, au Niger, il y a 95 millions d'années. Si la revue scientifique hebdomadaire **Science** a choisi de mettre cette vue d'artiste à la une de son édition datée du 19 février, avec le titre "Pêcheur audacieux", c'est pour clore un débat sur les spinosauridés : ces animaux chassaient leurs proies les pieds dans l'eau, tels des échassiers.



C'est en tout cas ce que suggère la découverte d'une nouvelle espèce, baptisée *Spinosaurus mirabilis*.

ROYAUME-UNI

En finir avec le concept de "famille royale"

Depuis le placement en garde à vue l'ex-prince Andrew dans le cadre d'une enquête liée à l'affaire Epstein, la presse britannique réclame une réforme de la monarchie.

Un nom revient avec insistance dans les colonnes de la presse britannique depuis l'arrestation de l'ex-prince Andrew, le 19 février : celui de Walter Bagehot, illustre journaliste britannique du XIX^e siècle. Le "charme" de la royauté, écrivait le directeur de l'hebdomadaire *The Economist* en 1867, réside dans son "mystère". "Nous ne devons pas laisser la lumière du jour profaner cette magie", ajoutait-il dans *La Constitution anglaise*, texte de référence outre-Manche. Les onze heures d'interrogatoire du frère cadet de Charles III, dans le cadre d'une enquête pour faute dans l'exercice de fonctions officielles, ont fait voler en éclats ce principe, "celui qui justifie depuis cent cinquante ans le secret dans lequel se drape la monarchie", souligne **The Sunday Times**. Le testament de la reine Élisabeth II n'a par exemple jamais été dévoilé, depuis sa mort, en 2022. "Le monarque est aussi exempté d'environ 160 lois, en matière de droit du travail ou de fiscalité", complète le journal dominical.

Cette culture de l'opacité, "Andrew lui-même en a bénéficié pendant des années, avec la cécité et la surdité volontaires de son entourage" au sujet de sa proximité avec le pédocriminel Jeffrey Epstein, accuse le

Daily Mirror. "Le fait que Buckingham lui ait retiré ses titres et annonce aujourd'hui coopérer avec la police ne dupe personne."

La garde à vue du fils d'Élisabeth II, soupçonné d'avoir transmis des documents sensibles au milliardaire américain, marque donc un tournant majeur dans l'histoire de la monarchie. Huit cents ans après la signature de la Grande Charte (Magna Carta), premier texte à "avoir soumis le roi au pouvoir de la loi", l'autorité légale britannique "est enfin venue s'appliquer



REVUE
DE PRESSE

dans l'enceinte du palais", commente l'hebdomadaire conservateur **The Spectator**. "Le message est désormais clair pour l'institution : renoncez à vos privilèges et vous pourrez survivre."

Toutes tendances politiques confondues, une grande partie de la presse britannique – y compris monarchiste – s'accorde à réclamer une réforme en profondeur de l'institution. "Dans le sillage de l'affaire Epstein, le grand public n'acceptera plus le manque de transparence, lance le tabloïd royaliste **The Sun**. Le vieux mantra selon lequel la famille royale 'ne se justifie jamais' est mort." Comprendre : la lumière du jour doit désormais inonder chaque recoin du palais de Buckingham.

"Il faut en finir avec le concept de 'famille royale'", ose même le **Sunday Times**. "Un monarque et ses enfants suffisent largement." Et "si cela veut dire que certains membres



À la une



"LA CHUTE"

Le v
d'
Mount
Winds
av
|

ar

l

jour

Dont

pl

Daily Mail.

"à chute", as

La

l

v

p

p

de

du

quot

J

r

en

et

depuis

en 1647.

de la famille perdent leur gagne-pain, ils n'ont qu'à chercher un travail", renchérit l'hebdomadaire **The Observer**, partisan d'une "monarchie à bicyclette, comme en Scandinavie". Premier pas vers ce rabougrissement de la famille royale : sur proposition du gouvernement travailliste, Andrew devrait bientôt perdre sa place dans la ligne de succession – il demeurerait en huitième position malgré le retrait de son statut de prince. "Les implications d'une telle manœuvre seraient cataclysmiques, glisse **The New Statesman**. Le principe héréditaire se retrouverait supplanté par le principe démocratique." La Constitution britannique, à défaut de s'effondrer, "se fracture devant nos yeux", estime le magazine de gauche, favorable à l'abolition de la monarchie.

"L'institution constitue un pilier de l'identité britannique et nous sert avec brio depuis près de mille ans", tempère le tabloïd **Daily Mail**. Les derniers sondages en date ne montrent d'ailleurs qu'une légère baisse de la popularité de la famille royale (47 % d'opinions favorables) et une hausse sensible de l'appétit pour une république britannique (environ 23 % des sondés). Andrew Mountbatten-Windsor ne coulera probablement pas la monarchie, conclut le **Spectator**. "Mais on se souviendra sans doute de lui comme celui qui a contraint l'institution à prouver sa légitimité aux yeux du monde." Et à abandonner, pour de bon, le "charme" de son "mystère".

— **Courrier international**

SOURCE, DE VITALITÉ LOCALE

En tant que **banque coopérative et locale**, nous nous sommes engagés sur tous les territoires en 2025.

5,2 MILLIONS

de sociétaires
participent
au rayonnement
de nos territoires.

+ DE 5 000

structures
associatives
soutenues partout
en France.

DEPUIS 1878

l'épargne que nous
collectons contribue
à financer les projets
sur nos territoires.

6 098

collaborateurs
recrutés
dans tous nos
territoires.

1^{RE}

banque des entreprises*
près d'une PME sur deux
en France est cliente*
de Banque Populaire.

138 340

crédits immobiliers
accordés en 2025
soit 1 toutes
les 3 minutes.

2,6

milliards d'euros
dédiés à des projets
de transition
environnementale.

1500

clubs de voile et leurs 400
écoles ainsi que 200 clubs
de surf accompagnés et
soutenus partout en France.

BANQUE
POPULAIRE



la réussite est en vous

d'un
continent
à l'autre.

france



Moyen-Orient...	13
Amériques.....	16
Europe.....	18
Afrique.....	22
Asie.....	24

Politique. LFI, un épouvantail bien commode

Depuis la mort de Quentin Deranque, le RN prétend ériger un "cordon sanitaire" contre le parti de Jean-Luc Mélenchon. Une stratégie qui pourrait payer lors des municipales où le jeu des alliances sera crucial, analyse ce journal européen.

—Politico Europe
(Bruxelles)

La vie politique française s'est trouvé un nouveau croque-mitaine. Jean-Luc Mélenchon est la cible d'une avalanche de critiques après la mort d'un militant d'extrême droite à Lyon en février, ce qui pourrait mettre en péril les ambitions électorales de son parti.

Mélenchon et son parti anticapitaliste La France insoumise (LFI) ont certes rappelé que leur mouvement était fondamentalement non violent, et continuent de rejeter toute responsabilité dans la mort de Quentin Deranque, 23 ans. Mais à l'approche des élections municipales cruciales [de mars] et de la présidentielle de 2027, le Rassemblement national (RN) – et dans une moindre mesure Les Républicains – ont sauté sur l'occasion pour présenter Mélenchon comme un dangereux populiste.

Des centristes comme le président Emmanuel Macron et le Premier ministre Sébastien Lecornu ont quant à eux appelé

LFI à "faire le ménage" dans ses rangs et à tempérer son discours.

Mais faire le procès de Mélenchon profite surtout au RN, qui depuis des années cherche à devenir respectable et à convaincre ses électeurs qu'il n'a plus rien à voir avec son fondateur, Jean-Marie Le Pen, et ses propos révisionnistes. "La diabolisation de LFI n'a qu'un sens : légitimer une prise de pouvoir identitaire", affirme ainsi l'ancien Premier ministre de droite – et sans doute candidat à la présidentielle 2027 – Dominique de Villepin.

Pourtant, la stratégie du RN pour faire de LFI le nouvel ennemi public numéro un a l'air de fonctionner : d'après un sondage réalisé après la mort de Quentin Deranque par l'institut de sondage indépendant Odoxa, 11 %

"La diabolisation de LFI n'a qu'un sens : légitimer une prise de pouvoir identitaire."

Dominique de Villepin,
ANCIEN PREMIER MINISTRE

seulement des personnes interrogées estimaient que Jean-Luc Mélenchon avait "bien réagi" à l'affaire, et 61 % des sondés se disaient prêts à faire "un vote de barrage anti-LFI" aux municipales de mars prochain. Exactement comme de nombreux électeurs de gauche avaient pris l'habitude de le faire contre l'extrême droite.

Stratégie victimaire. Alors que les tensions s'intensifiaient, le président du RN, Jordan Bardella, a appelé la semaine dernière à "mettre en place un cordon sanitaire" contre La France insoumise. Ensuite, il a demandé aux membres du RN de ne pas participer aux rassemblements en hommage à Quentin Deranque par crainte de débordements violents.

Sa stratégie est limpide. Bardella et ses alliés essaient de présenter leur parti comme la victime d'une gauche politique violente qui se radicalise alors que le RN devient respectable. "La France insoumise va dans une direction complètement opposée [à la nôtre]", a déclaré l'eurodéputé

du RN Pierre-Romain Thionnet, proche de Bardella.

L'idée que la France serait sous l'emprise d'une gauche de plus en plus dangereuse est clairement en train de gagner du terrain, même si, historiquement, la plupart des violences politiques en France ont été commises par l'extrême droite. "Nous condamnons aussi bien les agissements violents de l'extrême gauche que ceux de l'extrême droite, assure un responsable du gouvernement qui a requis l'anonymat pour s'exprimer

librement sur ce sujet sensible. Mais en France, il y a une certaine complaisance à l'égard de l'extrême gauche, une sorte de vision romantique de la gauche radicale, qui est dangereuse."

Mélenchon est depuis longtemps une figure controversée de la vie politique française, et son refus de condamner immédiatement l'attaque menée par le Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, n'avait pas arrangé les choses. Ces derniers jours, Mélenchon a multiplié

Contexte

●●● Étudiant de 23 ans et militant d'extrême droite, Quentin Deranque est mort des suites de ses blessures, le 14 février, après une rixe avec des militants antifascistes survenue deux jours plus tôt, à Lyon. Le 19 février, six personnes ont été mises en examen pour homicide volontaire.

Jacques-Élie Favrot, l'assistant du député Insoumis Raphaël Arnault, est également poursuivi pour complicité. À l'approche des élections municipales, qui auront lieu les 15 et 22 mars, cet événement exacerbe les tensions sur la scène politique française.



➤ Dessin de Balaban,
Luxembourg.



les prises de position conflictuelles : il a fait l'éloge de l'esprit de "résistance" de la Jeune Garde, groupe antifasciste désormais dissous cofondé par un député de La France insoumise [Raphaël Arnault] et accusé d'être impliqué dans le passage à tabac ; il a rejeté la faute sur les autorités en dénonçant la "responsabilité de la puissance publique", et il s'en est pris à la présidente de l'Assemblée nationale après la suspension de l'assistant parlementaire qui fait maintenant l'objet d'une enquête pour son rôle dans cette affaire.

Mélenchon a finalement condamné les violences et déclaré : "Rien ne justifie que le jeune Quentin ait été ramené mort à ses parents", mais le ton combatif de La France insoumise après la mort de Quentin Deranque et les machinations qui ont suivi au Rassemblement national ont placé les autres partis de gauche dans une situation délicate.

Les élections municipales se déroulent en deux tours [les 15 et 22 mars], et tous les candidats

qui obtiennent plus de 10 % des voix au premier tour accèdent au second tour. Ainsi, la victoire repose souvent sur des alliances stratégiques et sur la capacité d'un candidat à convaincre un adversaire du même bord politique de ravalier son orgueil et d'accepter une alliance.

Mais avec la mort de Quentin Deranque, conclure des accords avec LFI pourrait être risqué. Le Parti socialiste dit avoir rompu tout lien avec Mélenchon et ses équipes depuis la tragédie, mais il va sans doute avoir besoin des voix de l'extrême gauche au second tour contre la droite ou l'extrême droite.

Marginalisation. "Dans des grandes villes comme Paris et Marseille, le choix des électeurs LFI sera sans doute décisif, confirme Mathieu Gallard, directeur d'études chez Ipsos. Mais avec la diabolisation de La France insoumise mise en œuvre par le Rassemblement national, la droite et certains soutiens d'Emmanuel Macron, les socialistes peuvent-ils vraiment faire des alliances avec l'extrême gauche?"

Selon un responsable du Parti socialiste, à plus d'un an de la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon n'a pas dit son dernier mot. D'autant que le Rassemblement national, avec Jordan Bardella ou Marine Le Pen, est en tête des sondages. "Jean-Luc Mélenchon est un homme très intelligent, très méthodique dans sa stratégie politique, poursuit le responsable, qui a requis l'anonymat. Il adopte une stratégie qui le pousse vers une position plus marginale sur l'échiquier politique... mais il nourrit aussi l'ambition de prendre la tête de la gauche."

—Clea Caulcutt, publié le 23 février

SOURCE



POLITICO EUROPE

Bruxelles politico.eu Lancé en 2015 dans le but avoué de "secouer" la couverture journalistique de l'UE, Politico Europe s'est imposé au fil des ans comme une source d'information incontournable à Bruxelles et au-delà.

L'extrême droite en voie de normalisation

Couverture médiatique nationale de l'hommage rendu à Quentin Deranque à Lyon, minute de silence à l'Assemblée : autant de signes de la banalisation de l'extrême droite, s'inquiète ce journaliste suédois.

—Dagens Nyheter, extraits (Stockholm)

Samedi dernier, près de 3 200 personnes ont défilé à Lyon, où Quentin Deranque est mort une semaine auparavant. Selon les journalistes sur place, plusieurs représentants d'organisations d'extrême droite, très présentes dans cette ville, y ont participé. Nombre d'entre eux étaient vêtus de noir, portaient des masques et des lunettes de soleil. Une personne a été interpellée pour port d'arme blanche. Plusieurs autres auraient effectué le salut nazi.

L'Assemblée a offert à l'extrême droite sa plus belle opération de relations publiques depuis 1945.

Les médias français ont couvert cette affaire en continu, avant et après la marche. De grandes chaînes d'information comme BFMTV ou la chaîne ultraconservatrice CNews ont usé de dénominations floues à propos de l'appartenance politique du jeune homme, le qualifiant de militant "identitaire" ou "nationaliste".

Le 17 février, une minute de silence a été respectée dans l'enceinte de l'Assemblée nationale en l'honneur du jeune homme de 23 ans. "Personne ne devrait mourir pour ses idées, a déclaré la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, membre du parti Renaissance [...]. Mes chers collègues, en hommage au jeune Quentin, je vous demande d'observer une minute de silence."

Alors ils se sont tenus là – des centaines de députés de différents partis du centre et de droite – silencieux, rendant hommage à un jeune homme qui, selon toute vraisemblance, était animé par

des idées que la grande majorité des Français jugeraient incompatibles avec les principes de la République. Difficile d'imaginer une image plus frappante pour parler de la banalisation de l'extrême droite et de sa violence aujourd'hui en France.

La raison est claire : sur la dizaine de personnes interpellées dans le cadre de la mort de Quentin Deranque, au moins deux sont des collaborateurs du député de La France insoumise Raphaël Arnault. Voilà qui mérite d'être regardé de plus près par les journalistes, notamment parce que cela pourrait conduire à stigmatiser et à isoler durablement le dirigeant de gauche Jean-Luc Mélenchon.

La minute de silence était certainement une façon de prendre ses distances. Le problème étant que, ce faisant, on a offert à l'extrême droite sa plus belle opération de relations publiques depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce qui n'était pas nécessaire.

Mouvement néonazi. Quentin Deranque est mort des suites des blessures qu'il a reçues lors d'une bagarre de rue, la semaine précédente. Deux bandes se sont affrontées dans un carrefour de la ville. À en juger par les vidéos, les deux bandes semblaient déterminées à user de violence contre leurs adversaires. Plusieurs témoins disent avoir eu l'impression que ces bandes s'étaient "donné rendez-vous".

Ce genre d'échauffourée n'est pas rare à Lyon. Depuis quelques années, la ville est devenue un nouveau bastion de l'extrême droite et les bagarres de rue avec des militants antifascistes de gauche sont fréquentes.

Quentin Deranque était membre de plusieurs groupes d'extrême droite. Parmi eux,

l'Action française, organisation ultraconservatrice, antisémite et royaliste, fondée en 1899 en pleine affaire Dreyfus et qui a soutenu le régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. Selon Mediapart, Deranque était aussi membre d'un mouvement récemment créé et présent lors d'un rassemblement néonazi à Paris en mai 2025.

En France, la violence d'extrême droite a coûté la vie à 59 personnes depuis 1986, observe l'historien Nicolas Lebourg. Sur la même période, l'extrême gauche a été responsable de la mort de six personnes. Autrement dit, l'extrême droite a tué dix fois plus de personnes que la gauche radicale au cours des quarante dernières années.

Pourtant ces derniers jours, plusieurs grands médias se sont exclusivement concentrés sur la violence des militants antifascistes.

Le député Raphaël Arnault est cofondateur du groupe antifasciste la Jeune Garde, interdit l'an dernier. Ils sont nombreux à réclamer sa démission, mais son parti refuse.

Mélenchon, Arnault et leurs alliés font la une des journaux qui titrent "Les nouveaux antifascistes" (Marianne) ou "LFI danger public" (L'Express).

Les "anciens" et authentiques fascistes n'ont pas disparu pour autant, ainsi qu'on a pu le constater pendant la marche de samedi à Lyon. Nombre de ces responsables d'extrême droite ont entretenu des liens plus ou moins étroits avec la famille Le Pen et le Rassemblement national, actuellement en tête des sondages pour l'élection présidentielle de l'année prochaine.

—Erik de la Reguera, publié le 21 février



ÉDITO

SOURCE



DAGENS NYHETER

Stockholm, Suède Quotidien dn.se Fondé en 1864, c'est le grand quotidien libéral du matin. Sa page 6 est célèbre pour les grands débats d'actualité. "Les Nouvelles du jour" appartient au groupe multimédia suédois Bonnier.

↳ Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.



“La classe politique doit apporter des réponses”

Ce qui se passe en France n'est pas sans rappeler les heures sombres des années de plomb, observe Stefano Montefiori, correspondant à Paris du quotidien italien *Corriere della Sera*.

COURRIER INTERNATIONAL : Vous qui observez l'actualité politique française depuis des années, quelle a été votre réaction quand vous avez appris la mort de ce jeune militant d'extrême droite ?

STEFANO MONTEFIORI : J'ai tout de suite pensé qu'il s'agissait d'un événement très grave et qui était malheureusement le résultat d'un climat politique de plus en plus radicalisé et violent en France. J'étais choqué mais pas surpris. Ce n'est pas un simple épisode mais quelque chose qui doit alerter la classe politique, qui doit apporter des solutions et des réponses.

J'ai peur que cette agression mortelle ne soit que la partie émergée d'un iceberg de violences. Depuis quelques années, la société française est de plus en plus polarisée. Et avec l'élection présidentielle de l'année prochaine, la radicalité sera un risque à prendre en considération.

On a de plus en plus l'impression qu'il existe un centre droit et un centre gauche qui seraient le centre autoproclamé de la raison,

avec des extrêmes de plus en plus polarisés dont certaines franges s'affrontent dans la rue. Cette situation fait courir le risque d'avoir un débat politique qui n'est plus audible par les électeurs parce qu'il est limité par le fait que de nombreuses positions sont considérées comme illégitimes. On risque de voir le débat sortir du Parlement et devenir plus violent.

Comment a été perçu le meurtre de Quentin Deranque en Italie ?

Les journaux italiens en ont beaucoup parlé ces derniers jours. C'est évident que cet événement résonne avec notre histoire. En particulier celle des années 1970, les années de plomb, durant lesquelles c'était fréquent, presque quotidien, d'avoir des affrontements dans la rue et parfois même des morts, tantôt dans le camp de l'extrême gauche, tantôt dans celui de l'extrême droite.

Mais ce n'est pas seulement lié à ces années-là. Malheureusement en Italie, comme en France et dans le reste de l'Europe, on

observe une nouvelle radicalisation. L'extrême gauche et l'extrême droite en partagent la responsabilité. On a de plus en plus de bagarres entre des militants des deux camps. Il y a quelques semaines à Turin, il y a eu de violents affrontements avec la police lors d'une manifestation du centre social d'extrême gauche Askatasuna.

Mais on a aussi Casapound, mouvement d'extrême droite qui agresse des militants d'extrême gauche, ainsi que des néofascistes qui crient régulièrement leur adoration de Mussolini. Alors quand quelque chose de grave comme ce qui s'est passé à Lyon se produit, ça réveille des fantômes du passé mais interroge aussi sur la situation actuelle dans notre pays.

Après les années 1970, la situation s'est finalement apaisée. Comment la classe politique italienne est-elle parvenue à calmer le jeu ?

D'abord la situation économique s'est améliorée dans les années 1980. Et puis l'horreur des années de plomb a été telle que les Italiens en ont eu assez. Les militants politiques ont aussi compris que la violence ne fonctionnait pas. Les Brigades rouges ont été dissoutes, cela a mis un coup d'arrêt à cette forme de lutte politique. Il faut aussi reconnaître le rôle du Parti communiste italien (PCI) qui, dans les années 1970, a pris ses distances avec les extrémistes de gauche. Il a toujours condamné la lutte armée et s'est désolidarisé des terroristes.

CARTOON MOVEMENT

En France, après la mort de Quentin Deranque, c'est La France insoumise (LFI) qui est pointée du doigt pour ses accointances avec une extrême gauche violente. Qu'est-ce que cela annonce pour le mouvement de Jean-Luc Mélenchon ? C'est une situation critique pour La France insoumise, mais c'est aussi une occasion de clarifier les choses et de sortir de l'ambiguïté en prenant véritablement ses distances avec les franges les plus radicales.

Évidemment, on peut toujours dire que ceux qui ont tué Quentin Deranque n'étaient pas membres de LFI. C'est possible et même probable. Toutefois, cela ne l'empêche pas d'avoir une responsabilité morale en raison de la porosité qui existe entre le mouvement et ces groupuscules radicaux. Il faut avoir le même niveau d'exigence démocratique avec LFI que celui que l'on demande, à raison, au Rassemblement national (RN). La France insoumise doit comprendre pourquoi on l'accuse et saisir l'occasion de clarifier sa ligne vis-à-vis de la violence politique.



INTERVIEW

Est-ce que la mort de Quentin Deranque va susciter une prise de conscience ?

Difficile à dire. J'espère que sa mort servira d'alerte. On pourrait prendre l'exemple de l'Italie pour voir à quoi amène la violence politique comme ça a été le cas dans les années 1970. C'est-à-dire un désastre, avec aucune retombée positive dans un camp comme dans l'autre.

—Propos recueillis par Courrier international



Un “moment Charlie Kirk”

Pour l'extrême droite, Quentin Deranque et Charlie Kirk seraient tous deux les victimes d'une extrême gauche violente par nature.

En France, l'extrême droite tient son martyr”, écrit le magazine américain de gauche **Jacobin**. À l'approche des municipales, de nombreuses voix à droite et à l'extrême droite ont profité de la mort de Quentin Deranque pour dénoncer une extrême gauche violente et pointer du doigt LFI. Une rhétorique comparée par la presse étrangère au traitement politico-médiatique de l'assassinat de Charlie Kirk l'an dernier aux États-Unis.

Die Zeit l'assure : “La France vit son moment Kirk.” Si, contrairement au militant ultraconservateur américain, le jeune Français était inconnu du grand public avant sa mort, le récit construit autour de sa mort présente des similitudes. “Depuis quelques jours, le RN brandit le meurtre de Quentin Deranque, 23 ans, à Lyon, comme une preuve que le parti populiste serait victime d'une gauche de plus en plus radicale, un peu comme l'avait fait la droite Maga aux États-Unis après l'assassinat de Charlie Kirk l'an dernier”, relève **Politico Europe**. Lors d'une conférence de presse, Jordan Bardella a fait l'analogie avec un acte de terrorisme, “comme l'avait fait le président américain après la mort de Charlie Kirk”, rappelle le média installé à Bruxelles.

“L'empire médiatique du milliardaire Vincent Bolloré a surenchéri avec des déclarations outrancières sur une gauche prétendument violente”, note **Die Zeit**. “Ce crime alimente un débat latent : la gauche radicale est-elle aujourd'hui aussi dangereuse que l'extrême droite ? Nombreux sont les commentateurs qui l'affirment, observe le média de Hambourg, malgré des statistiques qui suggèrent le contraire.”

—Courrier international



Géopolitique. Pourquoi l'Iran mise sur la guerre

Estimant que les concessions exigées par les États-Unis signeraient son arrêt de mort, le régime pourrait prendre le risque d'un conflit pour négocier en position de force, écrit l'un des meilleurs spécialistes de l'Iran dans cette tribune.

— **Financial Times**
(Londres)

Les États-Unis semblent sur le point de lancer une offensive militaire de grande envergure en Iran. La dernière série de négociations qui s'est tenue entre les deux pays [le 17 février] était l'occasion pour l'Iran d'éviter la guerre, or Téhéran s'est montré avare de concessions envers Washington.

Et ce n'est pas parce que les dirigeants iraniens seraient trop obtus ou prisonniers de raisonnements datés, mais plutôt parce qu'ils accordent peu d'importance à la diplomatie et qu'ils jugent qu'une guerre est de plus en plus inéluctable. À leurs yeux, les négociations tiennent davantage du piège que de la solution, et ils donnent l'impression de juger qu'une guerre inexorable serait plus cathartique qu'un accord lacunaire. Téhéran se focalise dès lors sur la meilleure manière de gérer le conflit – et de le tourner à son avantage.

Le guide suprême du pays, l'ayatollah Ali Khamenei, n'a aucune confiance dans le président américain. C'est Donald Trump en effet qui a enterré l'accord nucléaire de 2015 et imposé des sanctions punitives, provoquant la crise monétaire qui, selon Téhéran, est à l'origine des troubles qui secouent actuellement le pays. L'été dernier, il a ensuite donné son aval à Israël pour attaquer l'Iran, en pléines négociations sur

le nucléaire, avant de bombarder les installations nucléaires iraniennes.

Quand les manifestants sont descendus dans la rue en décembre et en janvier, Trump les a encouragés à renverser la République islamique, leur promettant pour ce faire le soutien militaire des États-Unis.



OPINION

Le gouvernement iranien a réprimé ces manifestations dans la violence afin d'éviter une mise à bas du régime. Au lendemain de la répression, les États-Unis ont réclamé un nouvel accord sur le nucléaire. Les dirigeants de Téhéran ne sont donc pas convaincus que Donald Trump souhaite sérieusement un accord et craignent qu'il ne cherche toujours à les faire tomber.

Pour Téhéran, ces négociations et tout accord ultérieur doivent impérativement garantir que l'Iran ne sera pas attaqué, que les États-Unis se conformeront aux termes de l'accord, lèveront les sanctions, et n'insisteront pas pour que l'Iran renonce à son droit d'enrichir de l'uranium à des fins civiles. Or, aucun de ces compromis ne semble avoir été mis sur la table au cours des deux dernières séries de négociations. Au contraire, les États-Unis veulent que l'Iran renonce non seulement à son programme nucléaire, mais également à ses missiles et à ses relais dans la région.

Accéder à ces exigences accroîtrait la probabilité d'un changement de régime. En résumé, les États-Unis tentent d'obtenir le désarmement complet de l'Iran sans sortir le pays de l'ornière dans laquelle il se trouve emporté, entre des tensions considérables sur le plan économique et la menace continue d'une guerre.

Rien à gagner. Le gouvernement iranien craint de connaître soit un effondrement rapide, soit une mort lente – comme ce fut le cas de l'Irak de Saddam [Husseïne] après la première guerre du Golfe. L'objectif de la diplomatie iranienne n'est pas simplement d'éviter une guerre, mais de sortir parallèlement le pays de la situation → 14

Contexte

Un accord ou la guerre : l'ultimatum de Trump approche

Frappe limitée ou vaste campagne pour renverser le régime : Washington envisage plusieurs scénarios.

Le 18 février, le président américain, Donald Trump, indiquait qu'il se donnait un délai de "dix [à] quinze jours" pour décider de recourir à la force ou non contre l'Iran en cas d'échec des négociations sur le programme nucléaire iranien. Ce délai expire à la fin du mois. Avec le porte-avions USS *Gerald R. Ford*, Washington a déployé l'une de ses plus importantes forces militaires au Moyen-Orient depuis la guerre d'Irak, en 2003. Une "armada" face à laquelle le locataire de la Maison-Blanche s'étonne que Téhéran n'ait pas "capitulé", a expliqué à **Fox News** Steve Witkoff, l'émissaire de Trump dans la région, le 21 février. Alors, pour forcer la main des dirigeants iraniens, le président américain envisagerait de lancer une "frappe limitée" avant

de passer, si Téhéran refusait toujours de céder, à "une vaste campagne [...] dans le but potentiel de renverser le régime", écrit **The Wall Street Journal**. Même si, selon la presse américaine, le chef d'état-major états-unien, Dan Caine, aurait exprimé des réserves sur une intervention militaire contre l'Iran – ce que Donald Trump a démenti. Toute attaque américaine, y compris une "frappe limitée", serait considérée comme un "acte d'agression" et pousserait l'Iran à riposter "avec férocité", a déclaré lundi 23 février le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei. Dans cette perspective, le guide suprême, Ali Khamenei, aurait chargé Ali Larjani, chef du Conseil suprême de la sécurité nationale, de veiller à ce que la République islamique survive "non seulement aux bombardements américains et israéliens, mais aussi à toute tentative d'assassinat visant ses dirigeants", selon **The New York Times**.

Malgré les tensions, Téhéran joue officiellement la carte des négociations. Il y a "de bonnes chances de parvenir à une solution diplomatique sur un mode gagnant-gagnant", a déclaré le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, à la chaîne américaine **CBS**.

À l'heure où nous mettons sous presse, les Iraniens devaient remettre aux médiateurs une proposition d'accord, et un troisième round de pourparlers devait se tenir ce 26 février à Genève.



↑ Dessin de De Angelis, Italie.



L'armada des États-Unis met l'Iran sous pression



13 ← actuelle. Le consensus qui est en train d'émerger à Téhéran est que l'Iran n'a rien à gagner à rester à la table des négociations. Et qu'il faudra donc accepter la guerre, se préparer à la gérer, et espérer que le conflit débouchera sur l'évolution recherchée – en épuisant les États-Unis au point qu'ils renoncent à toute nouvelle agression et acceptent un accord plus favorable sur le nucléaire.

Le soulèvement national et sa répression dans la violence ont creusé un fossé béant entre la République islamique et une population à bout – ce qui entre également dans les calculs du régime. Les États-Unis s'attendent à ce que les Iraniens s'insurgent à nouveau et renversent leurs dirigeants. Les dirigeants iraniens espèrent l'inverse : que la guerre ravive la flamme patriotique et que le sentiment nationaliste l'emporte sur le reste.

Dos Miser sur la guerre est risqué, et les dirigeants iraniens risquent de se fourvoyer dans leur diagnostic de la situation. Mais un régime qui a le dos au mur est plus enclin à risquer gros.

Pour Téhéran, la "guerre des douze jours" de l'année dernière

ne fut pas une défaite : elle a permis de conduire de puissantes armées à un cessez-le-feu sans qu'elles aient eu le temps de mener à bien l'ensemble de leurs objectifs militaires. Nonobstant le choc initial, l'Iran a été capable d'absorber les coups dévastateurs infligés par Israël, et même de répliquer. Au bout du compte, ce sont les États-Unis qui ont appelé au cessez-le-feu.

Si les Gardiens de la révolution islamique [l'armée idéologique du régime] n'étaient pas favorables à l'arrêt du conflit à ce stade, c'est parce qu'ils estimaient que Téhéran pourrait tirer profit d'une guerre au long cours et donc de l'épuisement des défenses israéliennes, qui aurait causé des pertes supplémentaires dans les rangs israéliens.

Cette fois-ci, l'Iran se prépare à une guerre longue et coûteuse qui aura des répercussions sur les alliés comme sur les intérêts des États-Unis dans l'ensemble de la région. Même si Washington lance une offensive

Pour Téhéran, la "guerre des douze jours" de l'année dernière ne fut pas une défaite.

de grande envergure et parvient à empêcher l'Iran de riposter contre les forces américaines ou contre Israël, Téhéran aura toujours la capacité de se servir de ses relais régionaux et de cibler des infrastructures pétrolières et des réseaux d'approvisionnement en énergie. L'Iran pourrait même décider de mobiliser le gros de son arsenal contre les États-Unis et leurs alliés avant que ceux-ci ne soient capables de le détruire, entraînant une escalade rapide des hostilités.

Téhéran pourrait se dire que, plus la guerre durera et plus les enjeux seront de taille, plus les États-Unis seront enclins à chercher des moyens d'y mettre un terme. Les négociations pourraient alors déboucher sur un résultat tout autre – et plus souhaitable – pour l'Iran que celui d'aujourd'hui. Beaucoup, à l'Ouest, verront dans ce raisonnement une grossière erreur de calcul, susceptible de conduire à la destruction de l'Iran et à la chute de la République islamique. Ce n'en serait pas moins une erreur de l'écartier.

—Vali Nasr,
publié le 19 février

L'auteur

VALI NASR

Le chercheur et historien américano-iranien Vali Nasr est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de l'Iran et du Moyen-Orient. Né à Téhéran en 1960 et fils d'un érudit religieux, il quitte l'Iran avec sa famille après la révolution islamique de 1979 pour les États-Unis, où il poursuit une brillante carrière universitaire. Contributeur régulier dans les médias américains et internationaux, il entre au Conseil de politique étrangère du département d'État américain, dans lequel il siège entre 2011 et 2016.

Aujourd'hui professeur à la prestigieuse université John-Hopkins et membre du groupe de réflexion Council on Foreign Relations, Vali Nasr a publié en 2025 *Iran's Grand Strategy* par les éditions Princeton University Press.

Danser sur les tombes pour défier les mollahs

Quarante jours après la répression dans le sang du mouvement de révolte, les proches des manifestants tués ont organisé des cérémonies festives pour exprimer leur douleur et leur rejet du pouvoir.

—Mi
extraits (Londres)

Le 17 février, des cérémonies ont été organisées aux quatre coins de l'Iran pour rendre hommage aux victimes de la violente répression des manifestations contre le régime qui ont eu lieu dans tout le pays [à la fin du mois de décembre et au début de janvier]. Dans plusieurs villes, des affrontements ont éclaté entre les proches des défunts, la police antiémeute et les Gardiens de la révolution [l'armée idéologique de la République islamique], mais lors d'autres cérémonies, les familles des victimes ont dansé et applaudi.

La commémoration du quarantième jour après la mort est une tradition ancestrale appelée "Chehellom" en Iran. Pendant la révolution islamique de 1979, des cérémonies comparables ont été organisées pour les manifestants tués par les forces de sécurité et l'armée du chah. Ces dernières années, cette tradition est devenue une stratégie contestataire contre les dirigeants actuels de l'Iran. Mais cette année, c'est la façon dont les personnes pleurent leurs morts qui est singulière. Dans les cimetières, certaines ont joué de la musique pour les défunts et d'autres ont dansé sur les nouvelles tombes. Ces expressions festives du chagrin sont à l'opposé du discours autocratique du régime sur le type et la forme des funérailles religieuses.

À l'approche du quarantième jour suivant le massacre de manifestants les 8 et 9 janvier, les médias officiels ont annoncé que le gouvernement avait décidé d'organiser une cérémonie commémorative, révélant ainsi que l'ampleur de la tuerie de milliers de personnes descendues dans la rue était telle qu'elle ne

pouvait pas être cachée sous le tapis. "Notre société est blessée et, si elle n'est pas soignée, cette blessure englobera la société tout entière", a ainsi souligné le président iranien, Masoud Pezeshkian.

Le bilan officiel divulgué est de 3117 morts. Ce chiffre ne peut pas être confirmé de façon indépendante, mais le 16 février l'agence de presse Hrana, de [l'organisation de] défense des droits humains [HRA], établie aux États-Unis, a recensé la mort de 6508 manifestants pendant les semaines de mobilisations.

Voilà Alors même que l'État a annoncé des cérémonies officielles pour Chehellom, les commémorations se sont accompagnées dans plusieurs villes d'une forte présence policière dans les cimetières, de très nombreux postes de contrôle des milices bassidjis et même



✎ Dessin de Heidari, Iran.

d'affrontements avec des personnes venues pleurer leurs défunts, à Abdanan ou encore à Machhad.

Des témoins ont affirmé à *Middle East Eye* que Behesht-e Zahra, le cimetière principal de Téhéran, était très fréquenté le 17 février. Beaucoup des personnes présentes n'avaient pas perdu de proches, mais tenaient à apporter leur soutien aux familles endeuillées. Dans les zones 322 et 323 [du cimetière], de très nombreuses personnes en noir sont venues pleurer leurs morts. Pourtant, parallèlement aux sanglots et aux silences, des groupes de jeunes ont diffusé de la musique sur leurs téléphones et ont dansé autour des tombes. "À côté d'une des tombes où il n'y avait qu'un nom et des dates, mais pas encore de stèle, plusieurs jeunes jouaient une musique joyeuse et dansaient, en larmes. Ils avaient l'air d'avoir perdu un ami proche", a ajouté le témoin. Cette personne a précisé que d'autres tapaient dans leurs mains près d'autres tombes et chantaient "cette fleur s'est épanouie et a été sacrifiée pour la nation".

Un autre témoin raconte qu'une voiture décorée pour un mariage avait traversé le cimetière au pas. Le véhicule était orné comme toute voiture utilisée pour un mariage en Iran, mais tous les rubans étaient noirs

en signe de deuil. "[Elle diffusait] de la musique très fort, comme pour un mariage, mais au volant, le conducteur pleurait en conduisant dans les allées du cimetière", raconte un second témoin.

Après la révolution [islamique] de 1979, la danse et certains types de musique ont été interdits par le régime. Si les restrictions sur la musique ont été en partie levées, la danse, elle, reste prohibée. En janvier, lorsque les premières

“À l’heure où la vie compte si peu, nous dansons pour accueillir l’éternité.”

MESSAGE POSTÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

familles ont pu récupérer les corps de leurs proches tués pendant des manifestations, elles n'ont été autorisées à organiser des funérailles qu'à condition de ne pas y associer de slogans hostiles au régime. Certaines ont alors choisi de danser en signe de protestation.

Danser autour d'une tombe est une vieille tradition de l'ouest de l'Iran, généralement pratiquée lorsqu'une personne meurt avant un mariage. Par le passé, cette coutume était limitée à quelques petites communautés. Ces dernières semaines toutefois, elle a pris une tout autre signification.

L'une des premières vidéos montrant ces danses, devenue virale en janvier, a été tournée à l'occasion des funérailles du manifestant Reza Asadi. On y voit son père, un portrait de Reza entre les mains, s'adressant à la foule endeuillée autour de la tombe : "Mes amis ! Voici mon Reza, [mort] pour la patrie !" Puis il commence à taper des mains et à esquiver quelques pas de danse traditionnelle, appelant les gens à se joindre à lui.

Dans une autre vidéo, une famille endeuillée du nord de l'Iran invite des jeunes au centre du groupe et leur demande de jouer de la musique et de danser. "Danser autour d'une tombe n'est pas une expression de joie, c'est un acte d'ultime résistance. À l'heure où la vie compte si peu, nous dansons pour accueillir l'éternité", écrit la personne qui a posté la vidéo sur les réseaux sociaux.

D'autres vidéos ont circulé au cours des quarante derniers jours, notamment celles des cérémonies organisées pour Surena Golgoon et Eilia Ojaghlo, 18 ans tous les deux, tués pendant la répression.

Exécutions. Les autorités n'ont pas annoncé de condamnation à mort de manifestants ayant participé au mouvement, mais les pendaisons se poursuivent. Selon l'organisation norvégienne Iranian Human Rights, neuf personnes au moins ont été exécutées le 17 février à Ispahan, Kachan, Tabriz, Qom et Nichapur. Au moins 26 prisonniers ont été pendus durant le week-end [du 15 au 16 février], rapporte de son côté Hrana. Les autorités affirment qu'il s'agissait de criminels liés à des meurtres et au trafic de drogue.

Autre sujet de vive inquiétude : les enfants détenus. Selon le Conseil syndical de coordination des enseignants iraniens, au moins 200 mineurs ont été tués pendant les manifestations. Si des responsables du régime ont affirmé que tous les enfants avaient été libérés, aucune confirmation indépendante n'est venue clarifier leur statut légal.

Quarante jours après la répression, de nombreux Iraniens ressentent un profond sentiment de perte et d'impuissance.

— **Correspondant,** publié le 18 février

En bref

Les étudiants reprennent la contestation

●●● Depuis le 21 février, jour de la rentrée universitaire dans le pays, "des étudiants de toutes les universités iraniennes ont envahi leurs campus en nombre" pour les premières manifestations en place publique contre la République islamique depuis la répression sanglante du mouvement de contestation de décembre. Et ce "pour protester contre le meurtre de manifestants et ce qu'ils perçoivent comme une tentative du gouvernement de faire croire que tout est revenu à la normale", écrit le site d'opposition **IranWire**. Ainsi, dans les plus prestigieuses universités de Téhéran, mais aussi à Mechhed (dans le nord-est du pays) et à Ispahan (dans le centre), on s'est rassemblé pour scander des slogans contre le régime et le guide suprême, Ali Khamenei. Des slogans comme "Mort au dictateur!", "Ni Gaza ni le Liban, ma vie pour l'Iran", "Vive le chah!", en référence à Reza Pahlavi, le fils du monarque renversé lors de la révolution de 1979, ou même "Femme, vie, liberté", le slogan du mouvement de contestation de 2022. Ces manifestations dans les universités "se distinguent par leur pluralisme", souligne **IranWire**. "Les slogans vont d'appels à une république laïque à des demandes de rétablissement de la monarchie, témoignant d'un large front uni contre le régime actuel malgré des visions divergentes." Une "nouvelle vague de militantisme étudiant" grâce, notamment, à l'impulsion de clubs étudiants baptisés "Lion et Soleil", en référence au symbole de la monarchie renversée des Pahlavi, qui fleurissent dans les universités, explique la chaîne de télévision en langue persane **Iran International**,

établie à Londres. Ces groupes "demandent une gouvernance laïque, l'intégrité territoriale [du pays] et des élections libres, et expriment leur soutien au prince en exil Reza Pahlavi en tant que figure de transition". À l'université de technologie de Sharif, située à Téhéran, des étudiants opposés au régime ont fait un "geste rare" en hissant le drapeau d'avant la révolution islamique, rapporte la correspondante du **Financial Times** dans la capitale. La veille, explique cette dernière, des étudiants favorables au régime de la même université avaient brandi le drapeau de la République islamique en scandant des slogans, criant "À bas le chah!" et brûlant des drapeaux américains et israéliens dans des scènes abondamment relayées par les médias proches des Gardiens de la révolution. Des échauffourées entre étudiants anti- et pro-régime – dont certains seraient affiliés aux bassidjis, les membres de la force paramilitaire au service du pouvoir – ont eu lieu à l'université de Sharif, ainsi que sur d'autres campus de Téhéran et du pays. Fouilles de dortoirs, interdictions d'accès, menaces de sanctions, arrestations : face à l'expansion du mouvement, les autorités universitaires ont annoncé qu'elles allaient agir contre les étudiants qui manifestent. Ceux-ci "ont naturellement le droit de manifester", a déclaré Fatemeh Mohajerani, la porte-parole du gouvernement. Mais il y a "des lignes rouges à protéger et à ne pas franchir, même au plus fort de la colère", a-t-elle ajouté, citant "les lieux sacrés et le drapeau" de la République islamique.





amériques

— El País América, extraits (Mexico)

Ma tante D. a commencé à perdre la mémoire et appelle “petit-fils” son cousin et “neveu” son frère, au mépris de tout ce qui est sacré. Elle est fâchée avec le vendeur de pain, qui le lundi lui donnait un sac [de pain] pour 320 pesos cubains [environ 10 euros] et le mercredi le lui proposait pour 350 [environ 12 euros]. Une différence que ma tante remarque malgré sa léthargie parce que, dans notre famille, le seul autel qui ait compté est celui de la nourriture. Elle ne nous a jamais manqué, même dans les pires années de la “période spéciale” [la crise économique qui a suivi l’effondrement du bloc soviétique, dans les années 1990], où mon père et ses frères se sont débrouillés de mille façons pour que la table soit garnie. Nous n’étions pas une famille dissidente à proprement parler, encore moins communiste, et la seule politique à laquelle nous croyions était celle du ventre plein.

Il y a trois ans, faute de pouvoir émigrer, ma tante a quitté le pays dans sa tête. L’exil de la mémoire est devenu pour elle la seule manière de survivre. On pourrait dire que ma cousine ressent un certain soulagement à savoir que sa mère n’est pas consciente de ce qui se passe en ce moment à Cuba, qu’elle ne soupçonne pas dans quel genre de pays elle va mourir.

Réfrigérateur vide. Un soir, elles sont allées toutes les deux se coucher, et le lendemain, à leur réveil, tout était de 300 à 1 000 pesos plus cher : le paquet de poulet, le chauffeur de la voiture de location. Et ces temps-ci, il y a d’autres annonces terribles : l’électricité, qui a été coupée pendant dix heures alors que nous étions en train de bavarder; le voisin, qui n’a ni électricité ni gaz et peut seulement cuisiner au charbon; l’odeur qu’on sent de quartier en quartier, parce que la nouvelle grande crise cubaine sent le charbon; le fils, à qui on a réduit ses cours au lycée à une seule journée par semaine, ce qui fait dire à ma cousine qu’il ne va pas beaucoup apprendre, ou presque rien; ou le centre où elle travaille, qui a baissé le salaire de ses employés de presque 60%. Et malgré cela, il n’y a rien qui la préoccupe davantage que le réfrigérateur vide.

Nous autres Cubains avons connu une vie si précaire, nos besoins ont été si peu satisfaits, que certains ont fini par voir en la nourriture la seule chose qui vaille. Mon père, dans d’autres périodes de crise, en est venu à penser que si le réfrigérateur était plein, il n’y avait rien à Cuba qu’il ne puisse supporter. Tout était digérable dans la mesure où il pouvait nous alimenter : l’insolence des dirigeants, la perte des illusions, l’escroquerie de la révolution.



Cuba. “Nous sommes un peuple malade jusque dans l’âme”

Pénurie de nourriture et de médicaments, coupures d’électricité, émigration... La souffrance des Cubains ne date pas d’hier, rappelle, dans ce texte très intime, cette journaliste installée aux États-Unis. La fin des livraisons de carburant à l’île ouvre une nouvelle ère, plus dangereuse. Mais elle réveille aussi l’espoir d’un changement.

✎ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

Mon père s’est débrouillé pour élever des cochons, des poules et des canards dans la cour, et il est parti de Cuba, à contre-cœur, uniquement parce que presque tous étaient déjà partis. Il y a cinq ans, les gens ont commencé à s’exiler, presque par contagion. À Playa Baracoa, le village de pêcheurs où nous vivons, à l’ouest de La Havane, les habitants ont mis un cadenas à leurs portes et ont traversé en canot le détroit de Floride. D’autres ont parcouru la route des volcans, après un billet direct jusqu’au Nicaragua [en 2022, Managua a dispensé les Cubains de visa, devenant l’une des principales routes pour émigrer].

Le pays, à cette époque, était déjà un territoire ravagé par la pandémie de coronavirus, la forte diminution du tourisme ou encore l’effondrement des hôpitaux. La population a fui en masse vers d’autres horizons, comme si chacun avait peur

À chaque fois que nous nous sommes dit que ce n’était plus supportable, le peuple a supporté encore plus la faim, l’abandon.

d’être le dernier Cubain des Caraïbes. On a touché le fond, disaient-ils. Les gens pensaient la même chose dans les années 1990. À chaque fois que nous nous sommes dit que ce n’était plus supportable, le peuple a supporté encore plus la faim, l’abandon, la vulnérabilité.

Le président, Miguel Díaz-Canel, vient d’annoncer que des temps plus difficiles étaient en vue. À croire que le drame cubain a commencé hier. Ainsi, il écourte l’histoire, comme si la situation de Cuba avait empiré du jour où Donald Trump a décrété une “urgence nationale” [le 29 janvier, le président des États-Unis a signé un décret lui permettant d’imposer des droits de douane à tout pays livrant du carburant à l’île]. La pression de Washington a beau nous faire entrer dans une autre dimension, bien plus dangereuse et incertaine, il y a des gens à Cuba qui pensent que ce dernier mois n’est pas très différent de ce que l’on vivait il y a trois ans ou trois décennies.

Certains d’entre nous n’ont vécu que dans une Cuba en crise. Moi, qui suis née en 1990, un an avant la chute du camp socialiste, je n’ai connu que les pénuries. Ensuite, nous avons grandi, nous avons fréquenté l’université, le pays a fait de nous des professionnels, nous préparant ainsi, sans le savoir, à un avenir ailleurs. Je suis partie. Nous avons foutu le camp. Nous n’avions pas d’autre solution.

Mais d’autres ne sont jamais partis, comme les parents d’A., mon meilleur ami d’enfance, par exemple. Un jour, A. et moi avons discuté des raisons pour

Contexte

Dans la capitale, le temps suspendu

●●● À La Havane, l'ambiance ressemble au temps arrêté qui précède l'arrivée d'un cyclone, assure **14ymedio**. Dans les rues désertées et jonchées d'ordures déambulent des vieillards faisant la manche. Les étals des boutiques sont presque vides, et les vendeurs de rue disent au revoir à leurs clients, ne sachant pas s'ils reviendront le lendemain, car les transports sont paralysés, faute de carburant. Lorsque Donald Trump a annoncé des sanctions douanières contre tout pays qui fournirait du pétrole à Cuba, le 29 janvier, les analystes ont calculé que l'île ne disposait de réserves que

pour une vingtaine de jours, comme le rapportait alors **Diario de Cuba**. La production cubaine de pétrole ne couvre que 40 % des besoins. Les vingt jours se sont écoulés, et le pays s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la crise... En attendant une éventuelle issue. Selon le site d'information **Axios**, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, aurait maintenu des "conversations secrètes" avec Raúl Guillermo Rodríguez Castro, petit-fils de Raúl Castro. Mais combien de temps et au prix de quel drame humanitaire la population peut-elle attendre la fin du cauchemar qu'est devenue Cuba ?

lesquelles nous étions des enfants révolutionnaires, comme on le disait. Dans mon cas, j'étais animée d'une véritable fougue tapageuse. À l'école, mes maîtres m'avaient demandé de réciter des slogans et des poèmes patriotiques et je m'y étais consacrée avec ardeur. Pourtant, la révolution n'a pas façonné ma famille, elle ne nous a pas sortis de la misère ni n'a amélioré notre condition. Tandis qu'elle l'a fait pour sa famille à lui. La maison de sa grand-mère, dans le centre de La Havane, lui avait été donnée par la révolution, et ses parents se sentaient donc redevables envers le régime.

Il y a quelques jours, A. a appelé ses parents et leur a fait savoir qu'il leur avait acheté deux billets sur un vol de la compagnie Air China, qui partira dans quelques jours de La Havane pour Madrid, et il leur a indiqué qu'ils vivraient dans un appartement à Pampelune [en Navarre, dans le nord de l'Espagne]. Ce n'était pas une annonce, c'était un ordre, comme peuvent se permettre d'en donner les enfants qui émigrent et commencent, très tôt, à s'occuper de la vie de leurs parents.

Le drame cubain nous a poussés à partir pour envoyer à nos aînés la paie du mois, la recharge du forfait de téléphone, le panneau solaire ou la batterie pour surmonter les coupures de courant, ou encore l'argent pour se nourrir. En ce qui nous concerne,

la révolution nous avait confisqué trop de choses : elle nous a dépossédés de notre pays bien trop tôt, et obligés à grandir seuls, loin de notre famille.

Le message d'A. annonçait que ses castroistes de parents quittaient Cuba sans date de retour, car si le pays tombait, asphyxié par Trump, cela ne se passerait pas en leur présence. Leurs deux valises sont prêtes. Fuir Cuba charriera aussi son lot de tristesse : voir ses parents émigrer à la fin de leur vie, privés de retraite ; observer, de loin, leur difficulté à comprendre le lieu où ils ont atterri, eux qui viennent d'un endroit où ils n'ont pas été préparés à gérer l'argent, les rendez-vous médicaux en ligne, l'assurance-maladie. Une vie à laquelle ils n'étaient pas destinés.

La tragédie cubaine ne se limite pas aux frontières du pays, elle poursuit ceux qui partent.

La tragédie cubaine ne se limite pas aux frontières du pays, elle poursuit ceux qui partent. Désormais, tout le monde vit dans la crainte des informations qui nous parviennent : une amie raconte que l'hôpital Covadonga ne dispose plus d'eau stérile pour les opérations, et qu'elle a entendu les cris des patients, sans médicaments

pour calmer leur douleur. "Ils ont peur de mourir", conclut-elle.

La mère de V. vient d'être expulsée des États-Unis par le dernier vol envoyé ce mois-ci par l'administration Trump vers La Havane. Elle n'a pas réussi à se procurer du carburant pour qu'un taxi l'amène de l'aéroport jusque chez elle, à Camagüey, dans le centre de l'île. Les gens sont éreintés. "L'être humain a besoin de sommeil, m'a dit quelqu'un depuis Holguín. *Le Cubain dort deux ou trois heures par jour, c'est mauvais pour la santé, nous sommes un peuple malade jusque dans l'âme.*"

Rêve d'un retour. Le temps de survie du pays se compte en quantité de carburant disponible. La lumière et la nourriture sont rares, mais, parmi toutes les conséquences des restrictions imposées par le gouvernement Trump, le poison mortel pourrait ne pas venir de la faim, dans un pays qui la connaît bien, ni même des coupures de courant, dans un territoire accoutumé à l'obscurité. Il pourrait bien provenir du repeuplement de Cuba, puisqu'il n'y a plus d'émigration. Car il est désormais impossible pour les Cubains de se rendre aux États-Unis, à cause de la fermeture des frontières et de la fin des politiques de regroupement familial. Fini, également, le voyage au Nicaragua comme échappatoire vers le continent [le 9 février, Managua a supprimé le "libre visa" pour les Cubains].

Certains pensent que la liberté se gagnera par la rue, à l'image des manifestations monstres qui ont éclaté le 11 juillet 2021 et qui, en réalité, n'ont jamais pris fin, dans la mesure où aucune des revendications n'a abouti.

La possibilité d'un changement radical à Cuba agirait comme un baume apaisant pour ses exilés. Certains, à l'étranger, se sont pris à rêver d'un retour. J'ai entendu mon père au téléphone avec mes oncles – émigrés lors du dernier grand exode pour un départ définitif qu'ils n'ont jamais souhaité – discuter de leur retour dans le pays qui les a vus naître. Le désir de mon père de ne pas voir sa famille mourir de faim à Cuba est tout aussi fort que celui de rentrer chez soi et planter du manioc et des haricots dans la terre qu'il a préparée pour que nous ne manquions jamais de rien.

Il a 67 ans, l'âge de la révolution, et il ne reste déjà plus rien de ce fait d'armes dans lequel croire et se reconnaître. Mon

père et la révolution ont tous les deux atteint ce point de non-retour, d'écroulement total. Après avoir vu mon père vieillir à la vitesse grand V ces trois dernières années, depuis son arrivée à Miami, j'ai ressenti une certaine joie à le voir récupérer son enthousiasme à l'idée d'une Cuba débarrassée des Castro. Ce qui, pour lui, se traduit par un pays où se trouvent sa maison et tout ce qu'il a construit.

Je suis donc entrée dans son jeu, pour prolonger un peu le bonheur qui ne se lit que très rarement sur son visage. Je lui ai dit oui, nous irons à la mer, nous construirons, nous sèmerons, nous pourrions même ouvrir un petit commerce. Il adore cette idée, qui lui arrache un sourire. Mais le doute se lit invariablement dans son regard, celui de quelqu'un qui a tout vécu, a surmonté toutes les crises et sait pertinemment que, depuis des décennies, Cuba ne lui a rien offert qui vaille. Parfois, mon père se dit qu'il va mourir sans connaître autre chose. Ces derniers jours, pourtant, les lignes ont commencé à bouger.

— **Carla Gloria Colomé,**
publié le 16 février



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

À Cuba, la répression ne connaît pas la crise

Alors que Cuba s'effondre sous le poids d'une crise économique aggravée par l'arrêt des livraisons de pétrole vénézuélien et mexicain, seul l'appareil répressif semble rester intact. Les arrestations et les intimidations se multiplient contre les dissidents, faisant craindre, à l'issue de la crise, une ouverture économique sans changements politiques.

Une revue de presse à lire sur notre site.

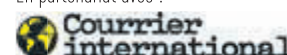
ILS REFONT LA FRANCE

Vincent PARIZOT

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec :



© FRANCIS HELENS/RTL



europe

Irlande. Les Healy-Rae, porte-voix rural face à Dublin

Les frères Healy-Rae règnent sans partage sur le comté de Kerry, dans l'extrême sud-ouest de l'Irlande. Moqués à Dublin pour leurs frasques et leurs sorties tonitruantes, ils cultivent une image rustique et bravache.



—The New Statesman
(Londres)

Chaque classe politique a ses bouffons. En Irlande, ce sont les Healy-Rae, un clan originaire du comté de Kerry, dans le sud-ouest de l'île. Ils organisent des processions où des mottes de tourbe enflammées sont brandies sur des fourches, dansent dans les rues de Dublin, et militent pour que les habitants des régions rurales n'aient plus à choisir entre boire et conduire. L'accent truculent et les frasques politiques inoubliables des deux frères, Danny et Michael – sans étiquette –, leur valent régulièrement les honneurs des médias, dont ils savent généralement tirer profit pour détourner habilement l'attention. Et leur attirance aussi le mépris de bon nombre d'électeurs : dans les pubs de Dublin, les allusions aux deux frères

déclenchent rires et moqueries. Mais rira bien qui rira le dernier.

La famille Healy-Rae occupe actuellement trois sièges au conseil du comté de Kerry, deux à l'Assemblée et n'a jamais perdu une élection. *“Aux législatives de 2016, Michael a été [ré]élu avec l'un des meilleurs scores jamais enregistrés dans le pays”*, rappelle Liam Weeks, directeur du département de sciences politiques à l'University College Cork et auteur d'un ouvrage sur la place des indépendants dans la vie politique irlandaise.

Abordables. *“C'est une victoire remarquable pour les indépendants, qui, après avoir été élus une première fois, perdent souvent le soutien des électeurs lorsqu'ils remettent leur siège en jeu, faute d'avoir répondu aux espoirs suscités par leurs promesses populistes.”* Mais ces candidats apportent

aussi aux électeurs ce qu'ils recherchent, nuance-t-il : *“Un élu qui répond au téléphone, ne s'embarrasse pas de tracasseries administratives et agit. Avec eux, pas de snobisme, mais, en réalité, leur programme n'est généralement pas si différent de celui des candidats des partis. Ils le font juste mieux, la plupart du temps.”*

La légende des Healy-Rae commence avec le patriarche, Jackie. Né John Patrick Healy en 1931, il quitte l'école à 13 ans pour travailler dans la ferme familiale avant de rejoindre les rangs du Fianna Fáil peu avant la législative partielle de la circonscription de Sud-Kerry tenue en 1966. Rebaptisé “Jackie Healy-Rae” – une idée de sa femme, qui serait aussi l'une de ses lointaines cousines, pour se démarquer des autres John Healy de la région, avec un clin d'œil à son hameau natal, Reascalsleach – il se fait connaître par son goût pour les

rassemblements pyrotechniques. Les cortèges d'électeurs brandissant des mottes de tourbe enflammées sur des fourches deviennent sa marque de fabrique.

Ses fils Michael (59 ans) et Danny (71 ans) rejoignent l'aventure familiale à la fin des années 1990. Mais ils baignent déjà dans le milieu de la politique depuis leur plus tendre enfance et sont habitués à répondre au téléphone et à faire passer des messages pour le compte de leur père. Comme lui, ils ont compris l'importance de faire jouer ses réseaux pour remporter les scrutins.

“Chez les Healy-Rae, le premier commandement est : tu n'éteindras point ton téléphone portable”, écrit le journaliste local Donal Hickey (Jackie était tellement attaché au sien qu'il a été enterré avec à sa mort, en 2014.) C'est l'un des piliers de l'image provinciale devenue le fonds de commerce du clan Healy-Rae. Ils font en outre preuve d'un tel zèle dans la fréquentation des funérailles qu'on les a déjà soupçonnés d'avoir recours à des clones pour les représenter (d'après *The Irish Times*, ils viendraient aux cérémonies avec leurs propres stylos, parfois verts, souvent rouges, afin que leurs noms se détachent du lot sur les registres de condoléances).

En octobre 2025, tandis que les Irlandais élistaient Catherine Connolly, leur nouvelle présidente (socialiste), Danny Healy-Rae, *“trop occupé”* pour se rendre à la cérémonie d'investiture, organisait une rencontre avec ses électeurs pour recueillir leurs doléances, critiquait le nouveau programme de soutien financier aux éleveurs bovins, assistait à des obsèques, et portait secours à une famille dont les 160 moutons avaient été enlevés en l'espace de deux nuits. Lorsqu'on lui demande à combien de funérailles il se rend chaque année, il se dit *“incapable de quantifier ce genre de choses”*. Quant aux

“Il y a des choses que je soutiens, d'autres non, et je suis ravi de parler des unes comme des autres.”

Danny Healy-Rae,
DÉPUTÉ IRLANDAIS

↳ De gauche à droite : Michael et Danny Healy-Rae, après leur élection au Parlement, à Dublin (Irlande), le 10 mars 2016.

Photo Paul Faith/AFIP

moutons, *“on va les retrouver”*, assure-t-il avec un sourire.

Planté devant la machine à café de la cantine du Dáil [le Parlement national] – un double cappuccino et trois Canderel, payés en

liquide –, il explique se sentir à l'aise avec l'exercice de l'interview. *“Je parle à tout le monde. Il y a des choses que je soutiens, d'autres non, et je suis ravi de parler des unes comme des autres.”* (Michael,

dont beaucoup affirment qu'il s'agit du cerveau de la bande, a refusé notre demande d'entretien, pour motif personnel.)



PORTRAIT

Bain de foule. Traverser Leinster House [le siège du Parlement] en compagnie de Danny Healy-Rae s'apparente à un bain de foule avec un Kennedy. Tout le monde le salue, des poignées de main par dizaines, et son téléphone – un Nokia 2310 tenu par un morceau de scotch et un élastique à cheveux – ne cesse de sonner tout du long. Son répertoire ne contient aucun numéro enregistré, explique-t-il. Il préfère retenir les plus importants dans un coin de sa tête. *“La batterie est excellente, se défend-il en apercevant mon coup d'œil à l'engin. Je n'ai pas le temps de scroller pour voir ce que je passe dans le monde entier... Je préfère m'intéresser à ce qui se passe ici.”*

Les habitants du comté de Kerry savent bien ce que l'on pense d'eux dans la capitale – des bouseux, des rustres, des ignares. (Après tout, ils organisent chaque année la Puck Fair, une fête traditionnelle au cours de laquelle une chèvre est enfermée dans une cage perchée sur un échafaudage pendant trois jours, et le festival de la Rose de Tralee [bâti autour d'un concours de beauté]). La péninsule a pourtant vu naître son lot de grands esprits, parmi lesquels le dramaturge John B. Keane [1928-2002], l'explorateur polaire Tom Crean [1877-1938] et l'actrice Jessie Buckley [née en 1989].

Même dans leur propre circonscription, les deux députés sont loin de faire l'unanimité. "Certains les adorent, d'autres les détestent, explique un journaliste local sous le couvert de l'anonymat. Certains les accusent de faire ça pour l'argent, d'autres assurent que si vous avez besoin de quoi que ce soit, ils vous l'obtiendront. Et on peut difficilement dire le contraire." La seule chose sur laquelle admirateurs et détracteurs semblent s'entendre, c'est la montagne de travail fournie par les deux frères. Au moment de notre entretien, Danny est déjà à pied d'œuvre depuis douze heures. Il est parti de chez lui à 2 h 50 du matin pour arriver à Dublin à 7 heures. Les Healy-Rae sont du reste tellement efficaces pour résoudre les problèmes de leurs concitoyens que les sollicitations commencent à arriver d'autres circonscriptions. "Une femme de Wexford [sur la pointe sud-est de l'île] m'a appelé en début de semaine, raconte Danny, un sourire aux lèvres. Elle avait un problème, je l'ai ajouté à ma liste de choses à régler."

"Ce sont des politiciens rusés. Michael, surtout, est une machine à engranger les votes."

UN JOURNALISTE POLITIQUE

Les conseillers en communication accusent régulièrement les deux frères de chercher à se donner un genre. "Ils veulent sans doute cultiver une image de types simples, rustiques, estime un journaliste politique. Mais ce sont des politiciens intelligents, rusés. Michael, surtout, est une machine à engranger les votes." Derrière la "façade de péquenaud sympathique" se cache un agriculteur et homme d'affaires fortuné, affirmait déjà en 2015 un document d'orientation stratégique du Fine Gael, dont le contenu avait fuité dans la presse. Un candidat "imbattable", selon le parti [de centre droit]. Il en va plus ou moins de même pour Danny, dont les dernières polémiques en date incluent des positions climatosceptiques, l'organisation supposée d'une fête de mariage dans le pub familial en pleine crise du Covid-19, la proposition d'instaurer un permis permettant



de "boire et conduire" dans les régions rurales d'Irlande, et, pas plus tard qu'en septembre dernier, des questionnements quant à la hausse du nombre de diagnostics de troubles autistiques – seraient-ils liés à une "carence en certaines vitamines"? (Il s'est depuis excusé pour ses déclarations sur le changement climatique.)

En raison notamment de ces sorties de route, les Irlandais ont tendance à sous-estimer les Healy-Rae, malgré leurs nombreuses victoires électorales, avec des scores record. Mais cela ne semble pas déranger les principaux intéressés. "Je ne me sous-estime pas", assure Danny. Il marque une pause, puis reprend : "Beaucoup de gens oublient [d'où ils viennent] en arrivant ici [à Leinster House]. Ils sont élus, et ensuite, que se passe-t-il?" demande-t-il dans un haussement d'épaules.

Diverses personnes – six à ce stade de la conversation – viennent régulièrement nous accoster pour échanger quelques mots avec Danny. Entre deux interruptions, il se confie sur sa façon de penser et sa franchise. "Je n'ai pas peur [de parler des choses] quand j'ai des convictions. Je sais que tout le monde n'est pas d'accord avec moi sur le réchauffement climatique, et c'est très bien comme ça, mais j'ai autant le droit qu'eux de penser ce que je veux." Après un bref silence, il ajoute : "On sait que le climat a changé depuis le commencement du monde. Mais qu'est-ce qui change aujourd'hui? Il y avait déjà des événements [climatiques] graves autrefois, à une époque où on ne parlait pas encore de combustibles

fossiles. En 1740, les Irlandais ont connu une famine bien plus terrible que celle du siècle suivant. Deux années de mauvais temps, ils mourraient de froid. Les gens nient cette réalité, très bien, mais ce sont des faits historiques."

Fortune personnelle. Danny Healy-Rae m'apparaît comme un homme affable, attentif à ses interlocuteurs. S'agirait-il d'un simple masque? "Je ne joue pas de rôle, m'assure-t-il, d'un ton ferme. Bon ou mauvais, je suis comme ça." Il s'interrompt à nouveau, sollicité par un membre du personnel. "Je ne cherche pas à faire fortune, reprend-il. Si j'ai assez pour vivre, ça me suffit. Je dis souvent que c'est moi qui coûte le moins cher ici, parce que je suis taxé à 51 ou 52 %." (D'après le magazine spécialisé *Business Plus*, les bénéfices cumulés de son entreprise d'engins de chantier ne cessent d'augmenter, de plus de 3,6 millions d'euros en 2021 à près de 4,8 millions en 2024.)

Avant de prendre congé par une poignée de main – comme plusieurs dizaines d'autres personnes avant moi ce jour-là –, je ne peux m'empêcher de lui poser une dernière question : quel serait son conseil pour quelqu'un qui rêverait de se lancer en politique? Un sourire illumine son visage. "Avant toute chose, être prêt à travailler dur. Et bien avoir conscience qu'il n'y a pas de quoi faire fortune." Et le député de conclure, en me regardant droit dans les yeux : "En politique, c'est sûr, tout se joue à l'échelle locale."

—Kate Demolder,

publié le 27 décembre 2025

SOURCE



THE NEW STATESMAN

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
newstatesman.com

Depuis sa création, en 1913, cette revue politique, réputée aussi bien pour le sérieux de ses analyses que pour la férocité de ses commentaires, est le forum de la gauche indépendante. Le titre est le journal de référence de l'intelligentsia de gauche, mais ses colonnes sont ouvertes à un large éventail d'opinions.

NOTRE SÉLECTION



Pour commander, scannez le code QR

Ou rendez-vous sur notre site :

<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/104-hors-series>



Parution : décembre 2025 - janvier 2026

Les plus beaux récits de 2025

Découvrez les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2025 et 11 pages de jeux en partenariat avec l'Éléphant.



Parution : février - mars 2026

Goodbye America

En un an à la Maison-Blanche, Donald Trump a sapé les fondements de la **démocratie américaine**. Une dérive autoritaire accompagnée d'une révolution culturelle qui bouleverse les États-Unis.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2026, dans la limite des stocks disponibles.
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.
Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

ROYAUME-UNI

Vive les files d'attente!

L'art de la file d'attente occupe une place d'honneur au panthéon national. Ces dernières années, patienter en rang d'oignons est même devenu une fin en soi à Londres, s'étonne ce site local.



IKON IMAGES

—The Londoner, extraits (Londres)

Je passais dans le centre de Londres récemment quand j'ai remarqué une file de dizaines de personnes qui avançait patiemment, millimètre par millimètre, comme dans un aéroport, devant Swiss Butter, un restaurant de viande fondé au Liban. En tête se tenait un agent de sécurité, le fil de l'oreillette serpentant hors de son col comme une vipère, le sourcil froncé et la mine sévère. Il était manifestement le seul à savoir qu'il y aurait un carnage s'il n'était pas là.

À ma connaissance, ce restaurant n'a rien d'unique, que ce soit dans le concept ou dans l'apparence. Les restaurants de viande

se comptent par centaines en ville et rien n'indique pourquoi certains sont prêts à attendre sous une pluie battante pour entrer dans l'un d'entre eux. Pourtant, la file d'attente qui se tient devant Swiss Butter n'a rien d'extraordinaire non plus. Promenez-vous dans le quartier de Soho un jour de semaine et vous en verrez au moins une demi-douzaine.

On fait la queue pour n'importe quoi : restaurant de pâtes, boutique éphémère, nouvelles chaussures de sport et même les cabines téléphoniques rouges près de Big Ben. Mais en général, c'est pour manger. Peu importe la cuisine, le lieu et le prix, la liste des établissements pour lesquels il faut faire la queue pendant une heure pourrait elle-même s'étendre sur

plusieurs hectomètres. On dirait que la file d'attente n'est plus une corvée par laquelle il faut passer pour accéder aux restaurants, mais un élément de l'expérience à part entière. Mais alors, comment fait-on une bonne file d'attente? Et pourquoi tout le monde s'y met-il?

On trouvera peut-être un élément de réponse à la rubrique Collabs du site de Swiss Butter, lequel se vante de comptabiliser "plus d'un million de commentaires en ligne" et demande aux "créateurs de contenu" de prendre contact avec son équipe. Tik Tok contient des centaines de vidéos sur l'établissement consacrées à la file d'attente, qui chronomètrent combien de temps il faut pour entrer. C'est un peu le serpent qui se mord la queue : les influenceurs font venir les gens en masse, et cette affluence fournit du grain supplémentaire au moulin à contenu. Si on a une file d'attente, c'est qu'on est dans le coup, c'est un lieu où il faut être vu.

Convivialité. Il paraît que le Royaume-Uni est un pays de champions de la file d'attente : "Les Britanniques sont réputés pour faire la queue de façon imperturbable, ordonnée", affirme Debretts [bible de l'étiquette britannique], même si cette image a été fabriquée pendant la Seconde Guerre mondiale par un gouvernement qui craignait que le rationnement ne provoque le chaos. Ville la plus peuplée et à la densité de population la plus forte du pays, Londres a peut-être toujours été la Mecque de la file d'attente : on fait la queue pour prendre le métro, pour acheter des places de théâtre de dernière minute, pour aller à la piscine quand il fait chaud.

La file d'attente de Wimbledon – certains arrivent dès 4 heures du matin et patientent pendant des heures pour obtenir des billets – grandit en taille et en renommée chaque année. Elle comporte des stands où acheter de quoi manger et des toilettes. Elle est réputée pour être un moment convivial où les gens discutent les uns avec les autres et les familles pique-niquent sur l'herbe râpée.

L'autre file d'attente la plus importante de la capitale est sans aucun doute celle formée en 2022 par les personnes qui

souhaitaient se recueillir devant la dépouille mortelle de la reine Élisabeth II. Le fait qu'elle ait été simplement surnommée "La Queue" témoigne de son emprise sur l'imagination culturelle. Elle a atteint jusqu'à 16 kilomètres, au point de devenir un spectacle pour les Londoniens.

Cependant, si on veut comprendre la genèse de cette explosion de files d'attente à Londres, il faut regarder du côté de Dishoom, une chaîne de restaurants indiens de prix moyen, qui a ouvert à Covent Garden en 2010. La queue fait partie intégrante de la tradition Dishoom : il est pratiquement impossible de lire un article sur ces établissements sans y trouver des allusions à la file d'attente.

Mais si la file d'attente est le meilleur moyen de créer du buzz sur son restaurant, une question se pose : n'y aurait-il pas quelqu'un qui les fabriquerait de toutes pièces? Aucune des personnes à qui j'ai parlé pour cet article ne me l'a confirmé, mais une responsable de la restauration dans l'une des plus grosses agences de communication de Londres m'a confié que la file d'attente figurait souvent en tête de la liste des demandes des établissements.

Qui pourrait les en blâmer? Montée en épingle par les influenceurs, dont le toujours enthousiaste TopJaw (955 000 followers sur Instagram) et l'adepte de la graisse Eating with Tod (2,3 millions de followers sur Instagram), la file d'attente est une publicité

La file d'attente est une publicité en soi, un certificat de qualité qui attire les passants.

en soi, un certificat de qualité, d'authenticité et d'exclusivité qui attire les passants.

Cependant, avec la hype viennent les problèmes. Je discute avec Jack Macrae, le fondateur du Cafe Mondo, une boutique de sandwiches à emporter du sud-est de Londres. Tatoué, moustachu, il a le même look que les jeunes hommes qui viennent en masse se fournir chez lui. "Il faut être rapide; les gens comptent récupérer leur commande en une dizaine de minutes", confie-t-il.

↳ Dessin de Sunnu Rebecca Choi, Corée du Sud.

Quand son commerce, qui avait à l'époque deux mois seulement, est apparu chez TopJaw en janvier 2025, il s'attendait à avoir plus de monde qu'avant, mais la réaction a dépassé tout ce qu'il aurait pu imaginer. "Le lendemain, presque tout de suite, ça a été le chaos." C'était trop pour une affaire qui commençait à peine à trouver ses marques. "On a dû prendre quelqu'un pour gérer la file d'attente, un genre de videur, quoi." Il y a toujours la queue devant Mondo les jours de semaine, mais elle avance assez vite maintenant.

Pâtisserie. Même son de cloche à TOAD, la boulangerie d'à côté. Je discute avec Rebecca et Oliver, les propriétaires, autour d'une petite table métallique près de la route. Il n'y a pas de sièges à l'intérieur de la boulangerie. La file d'attente la plus longue qu'ils aient eue faisait "environ une heure et dix minutes". Une chose est évidente dans ce phénomène : les files d'attente les plus extrêmes touchent les boulangeries, peut-être parce qu'il est très facile de rendre une pâtisserie appétissante à l'écran et que le prix est bien plus bas que celui d'un restaurant.

Entre Mondo et TOAD, toute la rue est un lieu d'attente et de désir. Rebecca et Oliver ont des sentiments partagés à cet égard. "Personnellement, j'essaie de ne pas y faire attention, déclare Oliver. Certains commerçants filment [la file d'attente], mais ce n'est pas vraiment un truc dont on est fiers." Et puis tout le monde ne peut pas faire la queue, les personnes avec enfants ou celles qui sont handicapées par exemple.

La file d'attente présente cependant un aspect plus positif : "C'est un moment collectif rare qui réunit des gens autour d'un intérêt qui n'a rien à voir avec la boisson", explique Oliver. À l'heure où la ville est de plus en plus connectée, où les gens connaissent rarement leurs voisins les plus proches, peut-être qu'il est agréable de sentir qu'on fait partie de quelque chose, même si c'est juste l'attente pour un bon croissant. Comme le dit Rebecca : "Ça m'éclate de voir des gens rencontrer leurs amis dans la queue."

—Hannah Williams, publié le 25 janvier

Jeudi 05/03

Cacher l'œuf en chocolat de cette pub, ça valait pas le coup.

En revanche
payer ses Œufs
Dubai Style

-20%



3.99€ ~~4.99€~~

169 g (1 kg = 23,61 €)
avec Lidl Plus au lieu de
4,99 € (1 kg = 29,53 €)

ça vaut le coup.



Ça vaut le coup.

Année 2026 - Photos non contractuelles - Sauf erreurs typographiques - LIDL RCS Nanterre 343 262 622

Pour votre santé, évitez de grignoter entre les repas. www.mangerbouger.fr



afrique

—Tama Media,
extraits (Dakar)

Dans la nuit du 28 au 29 janvier 2026, Niamey dort encore lorsque des détonations déchirent le silence autour de l'aéroport international Diori-Hamani. Pendant trente minutes, selon les autorités nigériennes, une trentaine d'hommes à moto, phares éteints, prennent d'assaut la base aérienne 101.

Cette base avait accueilli les forces françaises déployées au Niger avant leur expulsion en novembre 2023. Depuis le départ des Français, l'installation abrite l'armée nigérienne et sa flotte aérienne, mais aussi des soldats russes ainsi que le commandement de la force conjointe créée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger dans le cadre de l'AES [Alliance des États du Sahel].

Dans les heures qui suivent l'attaque de l'aéroport de Niamey, le chef du régime nigérien, le général Abdourahamane Tiani, accuse nommément les chefs d'État français, Emmanuel Macron, ivoirien, Alassane Ouattara, et béninois, Patrice Talon, d'être des "sponsors" des djihadistes à l'origine de l'assaut, mais sans en apporter les preuves publiquement.

Comme pour battre en brèche [ses] affirmations, l'État islamique (EI) a initialement revendiqué l'opération le 30 janvier, avant d'y revenir avec plus de détails le 1^{er} février.

D'après le groupe djihadiste, c'est sa branche sahélienne (État islamique au Sahel, EI-S) qui en est l'auteur. Mais derrière cette revendication de l'EI-S se cache une réalité jugée plus inquiétante par plusieurs fins connaisseurs des mouvements djihadistes : l'implication déterminante de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap, acronyme anglais), installé dans le Nord-Est nigérian, à plus de 1 000 kilomètres de Niamey.

Le 1^{er} février, Amaq, l'agence de propagande de l'État islamique, diffuse une vidéo de revendication de moins de deux minutes. Les images montrent des combattants lourdement armés évoluant dans l'enceinte de l'aéroport, des explosions, des infrastructures en flammes.

On [y] entend des djihadistes s'exprimer en haoussa



Sahel. Une nouvelle ère pour le djihadisme

L'attaque de l'aéroport de Niamey, fin janvier, constitue une rupture et une accélération de la stratégie de l'État islamique dans le Sahel et au Nigeria.

et en kanuri, langues parlées principalement dans le nord-est du Nigeria et le bassin du lac Tchad. La présence de locuteurs de ces deux langues peut laisser entendre une signature implicite linguistique d'Iswap.

Coordination. Même si, dans ses différentes revendications suivant l'assaut, la branche mère de l'État islamique n'a pas mentionné la participation de "Nigériens" et que ces langues sont également parlées au Niger voisin.

"Il y a des djihadistes qui s'expriment dans la vidéo de l'EI,

revendiquant l'attaque, en haoussa et en kanuri. Ce qui laisse croire qu'il y a eu un engagement d'Iswap", note Abdallah (nom d'emprunt), spécialiste des groupes djihadistes au Sahel.

Sollicité par Tama Media, l'historien belge Pieter Van Ostaeyen, spécialiste reconnu pour son expertise sur l'État islamique, est quant à lui catégorique : l'offensive "a été coordonnée entre l'Iswap et l'ISSP (acronyme anglais de l'État islamique au Sahel, EI-S)". Pour le chercheur, il s'agit là d'"une évolution très importante et inquiétante".

Pour comprendre comment Iswap, qui opère principalement au Nigeria, s'est retrouvé impliqué à Niamey, il faut remonter à septembre 2025 et se déplacer à plusieurs centaines de kilomètres au Sud-Est nigérian, dans la région nigérienne de Sokoto, dans le nord-ouest du Nigeria. Où le mouvement tente de progresser.

Selon nos sources, Khatab, émir de l'État islamique au Sahel pour les zones orientales, en ce mois de septembre, se trouvait alors "au cœur des discussions pour la validation de

la nomination du Wali (chef)"

Abou al Bara Al-Sahraoui, qui a succédé à Adnan Abou Walid Al-Sahraoui après la mort de ce dernier en août 2021, dans une opération de l'armée française au sud de Ménaka, dans le septentrion malien.

Mais surtout c'est à Sokoto, au Nigeria, qu'il rencontre "des éléments nigériens d'Iswap venus de Borno", le fief historique du groupe djihadiste dans le nord-est du Nigeria.

Ces combattants aguerris, rompus aux attaques contre les installations militaires après des années de conflit contre l'armée nigérienne, vont être "amenés au Sahel, dans la zone d'Andéramboukane, dans le sud de Ménaka", cette région frontalière entre le Mali et le Niger devenue un sanctuaire pour l'EI-S.

Un déploiement qui ne surprend pas les spécialistes, compte tenu des relations qu'entretiennent les deux filiales depuis plusieurs années. Avant 2025, les deux groupes travaillent déjà main dans la main.

✍ Dessin de Falco,
Cuba.

“L’intensification de la coordination remonte à 2022 où depuis, un groupe d’Iswap est actif avec l’EI-S”, précise Abdallah, notre spécialiste des groupes djihadistes. C’est donc cette alliance discrète, tissée pendant près de quatre ans, qui aurait permis la planification de l’attaque complexe contre l’aéroport de Niamey, à en croire Abdallah.

Sanctuaire. Cependant, d’autres sources n’écartent pas la possibilité que l’attaque soit l’œuvre exclusive de l’EI-S. Selon le rapport des experts des Nations unies, publié en juillet 2025, l’EI-S était en train de consolider un sanctuaire au nord de Niamey pour mener des incursions plus profondes au Niger. Le même rapport indiquait que l’expansion du groupe au Nigeria lui permettait d’élargir sa base de recrutement, en particulier parmi les communautés locales de langue haoussa, situées dans le nord-ouest du pays, lui permettant de renforcer son influence et de favoriser des liens plus étroits avec Iswap.

Du point de vue tactique, l’attaque de l’aéroport de Niamey est jugée audacieuse. “Il ne s’agissait pas d’*inghimassi*”, souligne notre source, Abdallah, au sujet des auteurs. Les *inghimassiyin*, ou “immersionnistes”, désignent ces petits commandos suicides de quinze combattants maximum, portant des ceintures d’explosifs, qui s’infiltrèrent généralement à pied. “Or ici, c’était une trentaine de personnes venues à moto”, poursuit-il.

Cette configuration rappelle davantage les modes opératoires d’Iswap dans le bassin du lac Tchad : des effectifs plus nombreux, une mobilité accrue par l’usage de motocyclettes, une puissance de feu supérieure.

Le communiqué diffusé par Amaq (l’agence de propagande de l’État islamique) le 1^{er} février est assez détaillé sur le sujet. Il évoque “une force de l’État islamique, équipée de moyens de combat appropriés” ayant mené “une attaque large et coordonnée”.

Le report de l’attaque djihadiste témoigne d’une patience et d’une planification méticuleuses.

Surtout, il précise que “les combattants, au nombre de dizaines, ont envahi l’aéroport après avoir franchi ses fortifications terrestres sans rencontrer de résistance notable”.

[Selon] l’hebdomadaire du groupe djihadiste, *Al-Naba*, qui signifie “la nouvelle” ou “le bulletin” en arabe, dans une édition publiée le 5 février, “les unités d’assaut se sont déplacées vers une porte fermée et négligée située à l’est de l’aéroport, identifiée comme une faille de surveillance des forces de garde. Les moudjahidines (les djihadistes) ont écarté l’option de faire exploser la porte afin de ne pas attirer l’attention de l’ennemi. L’un d’eux,

CA. Cameroun, BÉ. Bénin, BF Burkina Faso



choisi pour sa légèreté, a escaladé le mur, ouvert la porte de l’intérieur, et la phase d’assaut a alors commencé”, rapporte l’hebdomadaire djihadiste dans sa propagande.

Cette pénétration ainsi décrite par les djihadistes soulève des questionnements. Comment une trentaine d’hommes à moto ont-ils pu accéder à l’une des infrastructures les mieux gardées du Niger ?

Une révélation de l’agence de propagande de l’EI intrigue particulièrement : “L’attaque était initialement prévue pour être menée au début de l’année écoulée (2025), mais elle a été reportée pour des raisons sécuritaires et opérationnelles sur le terrain.” Un report d’un an qui témoigne d’une patience et d’une planification méticuleuses, loin de l’image d’actions opportunistes souvent associée aux groupes djihadistes sahéliens.

Au-delà du bilan humain et matériel, le choix des cibles révèle une stratégie politique claire. “Le choix de frapper l’aéroport et la BA (base aérienne) 101, où sont concentrés avions, drones et

moyens de surveillance, montre une volonté de neutraliser les capacités de projection et de renseignement qui ont infligé des pertes significatives aux groupes armés terroristes en 2025”, analyse, pour *Tama Media*, un expert d’Amanar-Advisor, entreprise française d’intelligence économique.

La base aérienne 101 abrite notamment des drones turcs TB2, devenus l’épine dans le pied de l’EI-S. En frappant ce site, les djihadistes visent aussi un objectif symbolique : “Ces derniers cherchent désormais directement à affaiblir les juntes au pouvoir en démontrant leurs vulnérabilités et à contester la crédibilité des nouveaux partenaires russes, en ciblant précisément un site où leur présence est symboliquement et opérationnellement centrale”, poursuit l’analyse.

Pour Amanar-Advisor, “cette coopération opérationnelle” entre l’EI-S et Iswap “traduit un degré plus élevé d’intégration entre provinces de l’État islamique en Afrique, permettant la mutualisation de compétences, la circulation de cadres, et une montée en gamme des attaques contre des cibles à haute valeur stratégique”.

À moyen terme, poursuit cet expert, cette alliance “augmente la probabilité d’opérations urbaines ou périurbaines spectaculaires, mêlant infiltration locale grâce aux réseaux de l’EI-S et savoir-faire technique importé par l’Iswap, dans un couloir situé entre le lac Tchad et la frontière nigéro-burkinabé à l’ouest et le Liptako malo-nigérien au nord”.

“Concurrence”. Le cabinet d’expertise note par ailleurs : “Cet attaque s’inscrit aussi dans une dynamique de concurrence entre les deux mouvements islamistes présents au Sahel, le Jnim, lié à Al-Qaida, et l’IS-S [EI-S], représentant la province sahélienne de l’État islamique.”

“On peut s’attendre à plus d’attaques au Niger et au Mali. Notamment contre le camp de Tahoua, qui abrite les drones TB2 utilisés par les FAN (Forces armées nigériennes) pour frapper les zones sous contrôle de l’EI-S”, prévient Abdallah. Tahoua, située à 450 kilomètres au nord de la capitale, Niamey, concentre en effet une partie importante des moyens aériens nigériens.

Pour saisir l’ampleur de cette coordination, il faut rappeler les

trajectoires parallèles de ces deux branches africaines de l’État islamique, le groupe en compte six sur le continent noir. L’EI-S, alors appelé “EIGS” (État islamique dans le Grand Sahara), naît en 2015 sous la houlette d’un dissident du mouvement djihadiste Al-Mourabitoune, Adnan Abou Walid Al-Sahraoui. Mais

“On peut s’attendre à plus d’attaques au Niger et au Mali.”

Abdal SPÉCIALISTE DES GROUPES DJIHADISTES

ce n’est qu’en mars 2022, après une série de massacres dans l’Est malien, qu’il obtient le statut de province de l’État islamique.

Entre-temps, Iswap monte en puissance dans le nord-est du Nigeria. Notamment après la mort d’Abubakar Shekau, chef de Boko Haram, en mai 2021 dans la forêt de Sambisa, acculé par Iswap après son éviction en 2016 au profit d’un fils de Mohamed Yusuf (fondateur de Boko Haram au début des années 2000, mort en 2009). Fort de cette victoire, Iswap devient le groupe djihadiste dominant au Nigeria. Même si des fidèles de Shekau, conduits par Ibrahim Bakura, lui tiennent tête.

C’est précisément à partir de 2022, année de la reconnaissance officielle de l’EI-S comme province et de la consolidation d’Iswap au Nigeria, que la coordination s’intensifie. Quatre ans plus tard, elle produit l’attaque de Niamey.

L’attaque du 28 janvier marque, selon nos interlocuteurs, “une rupture stratégique dans la trajectoire de l’État islamique au Sahel, tant par son audace que par les signaux envoyés sur la reconfiguration sécuritaire au Niger et dans la région.”

Cette capacité à projeter la violence jusqu’au cœur d’une capitale, avec l’appui technique et humain d’une province de l’État islamique située à plus de 1 000 kilomètres, redéfinit la menace djihadiste au Sahel. Elle témoigne d’une maturité opérationnelle et d’une intégration régionale qui dépassent largement ce que les services de renseignement anticipaient.

—Sadibou Guèye, publié le 8 février

Un bien mystérieux stock d’uranium

●●● L’attaque de l’aéroport de Niamey a donné lieu à plusieurs spéculations en raison de la présence, près du site, d’environ 1 000 tonnes de concentré d’uranium. Selon *La Libre Belgique*, ce stock provient de la mine de la Somaïr, située dans la région d’Arlit, dans le nord du Niger, laquelle avait été nationalisée en juin 2025 par la junte au pouvoir, sur fond de revendication d’une souveraineté sur ses ressources et de tensions avec la France. La mine appartenait en effet au groupe français Orano, comme le rappelle *Afrik.com*. Les autorités nigériennes ont ensuite décidé d’acheminer cet uranium vers le port de Lomé, au Togo, affirme *La Libre Belgique*. Mais l’opération s’est révélée périlleuse en raison de l’insécurité qui mine le Sahel. Résultat : l’uranium était bloqué depuis plusieurs semaines à l’aéroport de Niamey lorsque l’attaque a eu lieu.

SOURCE



TAMA MEDIA

Dakar, Sénégal
tamamedia.com

Tama Media se présente comme “un collectif de journalistes africains qui propose une nouvelle offre de presse en ligne pour permettre aux opinions publiques africaines et à tous ceux qui s’intéressent au continent d’avoir accès à des informations et des analyses de qualité”. Résolution panafricain, le site propose des articles de qualité, analyses et reportages fouillés.



Népal. Un rappeur Premier ministre ?

Élu à la mairie de la capitale népalaise il y a trois ans, Balendra Shah, dit "Balen", est en lice pour les élections législatives du 5 mars.

—The Hindu, extraits (Madras)

Célèbre mais énigmatique... Voilà comment beaucoup de Népalais décrivent Balendra Shah, le maire en exercice de Katmandou, la capitale du pays. Connue sous le nom de "Balen", ce rappeur a officiellement fait ses premiers pas en politique à l'échelle nationale. Au début de janvier, il a rejoint le Rastriya Swatantra Party [RSP, Parti national indépendant], qui lui propose d'être son candidat au poste de Premier ministre pour les élections législatives du 5 mars.

Sa notoriété de rappeur se limitait à un cercle restreint, composé surtout de jeunes. Jusqu'à ce qu'il s'engage dans les municipales de 2022, afin d'accéder à la très convoitée mairie de Katmandou. Pauvres et opprimés se sont largement reconnus dans sa musique, dont les paroles égratignent souvent les partis et leurs dirigeants.

Balen réussit alors à capter une jeunesse népalaise déçue par la politique traditionnelle. "La victoire d'un outsider a été perçue comme un symbole de changement par les Népalais, fatigués de la politique partisane, éreintés par des années d'abus de pouvoir", explique le politologue Jhalak Subedi. Sa popularité est sans précédent." Et telle que, quelques mois après son élection, les bus pour Katmandou en provenance de districts éloignés se sont mis à afficher son portrait avec le message : "Direction : la ville de Balen".

Parole rare. Malgré cette notoriété, Balen demeure un dirigeant mystérieux. Ses discours sont rares, il évite les interviews et n'interagit jamais bien longtemps avec la foule. Il préfère communiquer presque exclusivement sur les réseaux sociaux.

Ce fut le cas en septembre 2023, lorsqu'un véhicule de son équipe a été arrêté lors d'un contrôle de

routine. Balen s'empressa alors d'écrire sur Facebook qu'il finirait par "brûler [le palais de] Singha Durbar", le centre névralgique du pouvoir népalais. Ce message suscita de vives critiques et un débat enflammé à l'égard de sa rhétorique. Il l'a ensuite supprimé sans donner plus d'explications.

Deux ans plus tard, au deuxième jour des mobilisations de la Gen Z, plusieurs bâtiments gouvernementaux – dont une partie du palais de Singha Durbar – ont été vandalisés puis incendiés. Il n'a pas fallu longtemps pour que ses détracteurs fassent le lien entre le message du jeune maire et les soulèvements qui ont eu lieu en 2025.

Dans un post Facebook publié avant le soulèvement, il a écrit soutenir la cause des manifestants, mais prévenu qu'il ne descendrait pas lui-même dans la rue, rappelant qu'il n'appartenait pas à la génération Z. C'est d'ailleurs lui qui a appelé les chefs

Le rappeur populaire et maire de Katmandou Balendra Shah (au centre), après la visite d'un temple, le 16 novembre 2022. Photo Saumya Khandelwal/The New York Times

du mouvement à ouvrir le dialogue avec l'armée, seule capable de chapeauter les négociations entre les représentants de la jeunesse et le président du pays, Ram Chandra Poudel.

Le 8 septembre, au premier jour des manifestations, 22 personnes ont perdu la vie. Le Premier ministre de l'époque, K. P. Sharma Oli, a démissionné le lendemain. C'est plus tard dans la journée que Balen s'est fendu d'une publication ambiguë sur Facebook : "La démission de votre meurtrier est enfin arrivée", écrivait-il. Avant d'appeler les manifestants à la "retenue". Il ajouta plus tard : "Tenez-vous prêts à tenir des pourparlers avec le chef de l'armée. Mais n'oubliez pas que le Parlement doit être dissous avant le début de toute négociation."

Alors que les manifestants ont organisé un vote en ligne pour élire un candidat capable de former un gouvernement civil, Balen a apporté son soutien à Sushila Karki, ancienne présidente de la Cour suprême. Nommée Première ministre le 12 septembre, elle dissout le Parlement juste après avoir prêté serment. "Je l'appelle 'mon fils', il me répond 'grande sœur'", glissait-elle à des journalistes en octobre. Avant d'ajouter qu'elle voit souvent Balen, mais qu'"il ne nous écoute pas".

"Au lendemain des manifestations de la jeunesse, c'est tout naturel que Balen vise plus haut."

Dambar Khatiwada, COMMENTATEUR POLITIQUE

Né à Katmandou d'un père médecin ayurvédique et d'une mère au foyer, Balen est titulaire d'un diplôme en génie civil. Après trois ans à la mairie de Katmandou, sa gestion commence à être contestée : ses détracteurs le trouvent autoritaire dans ses politiques envers les marchands ambulants et les squatteurs.

De plus, des services élémentaires comme la distribution de l'eau potable et la gestion des déchets ne sont toujours pas assurés pleinement. Pour autant, son équipe a amélioré l'accès à la santé et a créé un système de bourse qui permet à certains étudiants d'entrer dans des universités privées.

Le passage de Balen – symbole antisystème – à la politique nationale a rapidement paru inéluctable. La question était de savoir quand. Les manifestations de la Gen Z ont sans aucun doute accéléré le processus.

Son accord avec Rabi Lamichhane, le chef du RSP, surprend plus d'un Népalais. Les deux hommes sont aux antipodes l'un de l'autre : Balen reste secret, Rabi Lamichhane cherche la foule. Et le jeune maire s'est déjà déchaîné sur les réseaux sociaux contre tous les partis, dont le RSP, après les manifestations. "Il est jeune et impulsif, mais il semble se muer progressivement en politicien", détaille Jhalak Subedi. Et comme il ne s'est pas encore frotté à la politique traditionnelle, ses codes lui échappent."

Aura mystérieuse. La distance qu'entretient Balen finira-t-elle par le desservir ? La politique exige des représentants qu'ils interagissent avec l'opinion publique, qu'ils négocient et cherchent des compromis. Sa force, qui réside surtout dans le mystère qui l'entoure, pourrait s'estomper.

Pour le commentateur politique Dambar Khatiwada, l'ascension de Balen marque un tournant dans la politique népalaise. Il attribue largement sa victoire à l'augmentation du nombre de jeunes en âge de voter et à son utilisation finement calculée des réseaux sociaux, mais aussi à l'incapacité des grands partis à proposer des candidats convaincants. "En se hissant à la mairie de la capitale, il est devenu une figure incontournable du pays, analyse-t-il. Et au lendemain des manifestations de la jeunesse, c'est tout naturel qu'il vise plus haut encore."

Vainqueur sans étiquette, Balen n'avait pas de parti sur lequel s'appuyer, et créer une nouvelle formation à deux mois des élections aurait été une tâche herculéenne. Aussi, quand Rabi Lamichhane lui a proposé de rejoindre le RSP et d'en devenir le candidat au poste de Premier ministre, il n'a pu résister. "En surfant sur la popularité de Balen, le RSP pourrait donner du fil à retordre aux vieilles formations politiques", estime Dambar Khatiwada. Mais pour l'instant, derrière un visage pourtant familier, le mystère reste entier.

—Sanjeev Satginya, publié le 4 janvier

INDONÉSIE

La danse sulfureuse qui choque les religieux

Un concert de dangdut – genre musical très populaire – qui s’est déroulé à l’issue d’une cérémonie religieuse a suscité la controverse. Un test pour les limites de la liberté artistique.



← Dessin de Chiara Dattola, Italie.

—The Straits Times, extraits (Singapour)

Il n'a fallu qu'une chanson, une estrade et une banderole pour qu'un débat sur la frontière entre foi et divertissement enflamme toute l'Indonésie.

À Banyuwangi, une ville de la province de Java-Est, une scène avait été dressée pour la célébration de Lailat Al-Miraj, marquant le voyage du prophète Mahomet de La Mecque à la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem (*isra*), puis son ascension aux cieux (*miraj*). Un moment consacré aux sermons et aux prières. Le 16 janvier, à la célébration religieuse succède un spectacle d'un tout autre genre : une chanteuse de dangdut vêtue d'une robe moulante monte sur scène. Elle se déhanche au rythme de la musique et chante en osing [langue javanaise d'un peuple du même nom]. Un homme la rejoint sur scène et la danse prend un tour plus osé.

La séquence est filmée et, en quelques heures, la vidéo devient virale, provoquant des réactions outrées d'une partie du public. Si les célébrations du miracle sont codifiées et solennelles,

les performances de dangdut reposent, elles, sur l'intimité physique et les interactions entre l'artiste et le public. Ce jour-là, deux mondes sont entrés en collision.

Les organisateurs de l'événement insistent sur le fait qu'ils n'ont voulu manquer de respect à personne. Mouhammad Hadiyanto, président du comité local des organisateurs de la fête religieuse, explique que la cérémonie était terminée et que les religieux avaient quitté la salle avant que la musique ne démarre. Le concert et la danseuse étaient destinés à divertir les membres du comité, le temps du rangement. *«Je suis profondément désolé du malentendu.»*

Ses excuses n'ont pas atténué l'indignation générale. Les chefs religieux dénoncent une faillite morale, et les représentants politiques s'en font l'écho. Pour le député Singgih Januratomoko, cette affaire est emblématique du mauvais traitement de la sacralité de la religion par la société. *«Le fait que la performance se soit tenue après la cérémonie ne change rien. D'un point de vue religieux, le lieu, les symboles et le contexte de la journée ne peuvent pas être dissociés.»*

Si le public a d'abord dirigé sa colère contre la chanteuse, les membres du milieu artistique sont unanimes : les organisateurs sont responsables. *«Quand vous embauchez une chanteuse de dangdut, elle vient faire son travail et jouer sur scène. Ce n'est pas elle qu'il faut blâmer»*, estime Muhamad Said, directeur de l'agence artistique Koji Management. Les organisateurs doivent s'assurer que le concert soit adapté à l'événement et à son public. Pour une cérémonie sacrée, le directeur suggère de commander un dangdut plus religieux, où des percussionnistes de marawis [petits tambours] accompagnent sur des airs pieux des chanteuses vêtues de manière plus appropriée.

Percussions. Le dangdut, un des genres musicaux les plus populaires d'Indonésie, est bâti sur des rythmes hypnotiques. Il mêle percussions indiennes, mélodies malaises et phrasés arabes. Né dans les années 1930, il explose dans les années 1950, sous la présidence de Sukarno [premier président après l'indépendance du pays, en 1945]. Dans le cadre de ses politiques culturelles visant

à limiter l'influence occidentale, celui-ci restreint la diffusion des productions hollywoodiennes mais autorise l'importation de films hindis.

Dans les années 1960, des interprètes émergent, mais le dangdut demeure un divertissement villageois et associé aux classes populaires. Dans les années 1970, le «roi du dangdut» Rhoma Irama électrise le genre, en introduisant des influences rock venues de groupes comme Deep Purple. Le dangdut sort des campagnes. Rhoma Irama change le nom de son groupe, Soneta, pour l'appeler The Voice of the Moslem [«La Voix du musulman»]. Il introduit des thèmes islamiques, une séparation

entre les femmes et les hommes sur scène, et remplace certains éléments propres au rock par des performances religieuses. L'hostilité est au rendez-vous, puisqu'il reçoit des pierres et des sandales lors de ses premiers concerts. Le Conseil indonésien des oulémas juge dans un premier temps haram [illicite] la mise en chanson des versets coraniques, avant de se ranger derrière l'œuvre du chanteur légendaire.

Comme dans d'autres arts musicaux indonésiens (jaipongan, campursari), les paroles et les danses de dangdut sont devenues de plus en plus osées et suggestives. Une manière de tester les limites du plus grand pays musulman [du monde]. En 2003, la star Inul Daratista a déclenché une polémique avec un mouvement de danse baptisé «goyang ngebor», littéralement «mouvement de forage», un déhanchement qui a plus tard été interdit dans plusieurs provinces.

Dans les années 2010, la chanteuse Julia Perez – morte en 2017 – a continué sur cette lancée, avec des costumes et des paroles plus osées encore, qui lui ont valu d'être comparée à Lady

Gaga. Pour les musiciens traditionnels, de telles interprétations donnent une mauvaise image du genre et érodent les valeurs morales. Pourtant, ce style sulfureux demeure très populaire, preuve de la tension persistante entre normes conservatrices et liberté artistique.

Réseaux sociaux. Endo Suanda est un ethnomusicologue qui a longuement étudié ces arts traditionnels. Le problème réside, selon lui, dans le télescopage de performances perçues comme vulgaires, sensuelles ou érotiques avec des espaces religieux. *«Si cet art existe, c'est bien parce qu'il a un public. Ce n'est pas une question de goût, mais de lieu. Le dangdut lui-même n'est pas respectable, mais les organisateurs oui.»*

Ces derniers doivent comprendre les conséquences que ce genre d'erreur peut avoir à l'heure des réseaux sociaux. Des vidéos qui autrefois n'auraient pas circulé bien loin font désormais le tour du pays en quelques heures, sorties de leur contexte. Le directeur d'agence artistique Muhamad Said le rappelle : *«Aujourd'hui, tout le monde a un portable et tout peut finir sur Internet.»* Et le déchaînement en ligne ne reflète pas toujours l'opinion des spectateurs ayant assisté au concert, ajoute Endo Suanda. *«Attention, cela ne veut pas dire que personne sur place ne s'est senti offensé»*, précise-t-il. Et il ne faut pas condamner les artistes uniquement sur la base de ces vidéos virales, ajoute-t-il : *«Ils ne sont pas isolés du monde. Ils font partie de la société et répondent à la demande du public. C'est injuste de se focaliser sur eux sans se pencher sur le public et les organisateurs.»*

À Banyuwangi, la scène a été démontée, la banderole décrochée. Mais une question subsiste : si l'existence de cette musique n'est pas remise en cause, on se demande qui peut décider quand et où elle doit s'arrêter.

—Arlina Arshad, publié le 22 janvier

La Fabrique de l'information.

Le vendredi 14H–15H
François Saltiel

Le Magazine des grands récits médiatiques



Retrouvez chaque semaine la chronique des journalistes de

Courrier international



à la une

DATA CENTERS

L'HEURE DE LA RÉVOLTE

Des États-Unis à l'Asie en passant par l'Europe, au cœur même des villes, les data centers se multiplient, de plus en plus gigantesques et voraces en eau et en énergie. À tel point que les riverains qui voient émerger ces immenses centres de données construits par Google ou Amazon commencent à dire non. Mais peut-on résister longtemps à l'appât des investissements et à la croissance des besoins du numérique, intelligence artificielle en tête? La presse étrangère mène l'enquête.

➤ *Dessin de Doug Chayka paru dans The New York Times, États-Unis.*



L'Amérique rurale en première ligne

La colère monte aux États-Unis devant la prolifération des centres de données, notamment dans de petites localités comme Sand Springs, en Oklahoma. Cette opposition s'impose dans le débat politique.

—The Washington Post, extraits (Washington)

Une ombre planait cette année au-dessus de la parade de Noël, des guirlandes et autres joyeusetés de saison : celle d'un sinistre centre de traitement de données, avec ses lumières industrielles aveuglantes et son panache de fumée, dressé au-dessus d'une innocente maison en pain d'épices.

Voisine de Tulsa, en Oklahoma, la ville de Sand Springs est devenue l'un des nombreux théâtres des hostilités où des entreprises, désireuses d'installer d'immenses centres de données pour gagner la course à l'IA contre la Chine, se heurtent à la réalité politique du terrain. Les dirigeants de la municipalité ont été assaillis par des habitants en colère après avoir annexé plus de 330 hectares de terres agricoles en bordure de la ville et entamé des discussions dans le plus grand secret avec des géants de la tech pour y implanter un énorme centre de données. Des centaines de résidents ont exprimé leur indignation lors de réunions municipales, et une multitude de panneaux ont fleuri le long des routes pour dénoncer ce projet.

“On a juste l'impression d'être dans la ligne de mire de ces entreprises, confie Kyle Schmidt, président de la très récente Alliance pour la protection de Sand Springs. On se demande tous où sont passés les gens que nous avons élus et qui nous promettaient de nous défendre contre le rouleau compresseur des grosses sociétés. Ceux qui étaient censés résister et nous défendre, ils se sont aplatis et ils abdiquent.”

Outrecuidance. D'Archbald, en Pennsylvanie, à Page, en Arizona, les sociétés de la tech cherchent à installer des centres de données dans des lieux parfois incompatibles avec une telle activité industrielle, au sein de communes qui ne sont pas prêtes à les accueillir. Car ces infrastructures pharaoniques peuvent consommer plus d'énergie que des villes entières et épuiser les ressources locales en eau.

L'outrecuidance dont la Silicon Valley fait preuve aux yeux des populations locales est à présent l'objet d'un débat à l'échelle nationale et pourrait influencer sur le choix des électeurs, de tous les bords, à l'approche des élections de mi-mandat.

Bon nombre des habitants opposés au projet de centre de données à Sand Springs ont voté à trois reprises en faveur de Donald Trump et ont soutenu le gouverneur républicain, J. Kevin

Stitt, qui supplie les entreprises de la tech de s'implanter dans son État.

“Nous savons que Trump veut des centres de données et que Kevin Stitt veut des centres de données, mais ces projets ne les affectent pas eux, déclare Brian Ingram, partisan de Trump et résident de Sand Springs vivant désormais dans la hantise du centre de données. Alors que, vous voyez, ça nous concerne, nous.”

La contestation émerge autant de certains États profondément républicains que de groupes de gauche comme les Democratic Socialists of America, qui ont aidé des centaines d'habitants à participer à des réunions publiques en Arizona, dans l'Indiana et dans le Maryland.

Le ministre de l'Énergie, Chris Wright, a même lancé un avertissement aux promoteurs de centres de données, leur signifiant qu'ils étaient en train de perdre la bataille du discours. “Dans les zones

“Ceux qui étaient censés résister et nous défendre, ils se sont aplatis et ils abdiquent.”

Kyle Schmidt, PRÉSIDENT DE L'ALLIANCE POUR LA PROTECTION DE SAND SPRINGS

rurales où se construisent des centres de données, tous les habitants sont d'ores et déjà en colère à cause des prix de l'électricité qui se sont envolés”, a précisé le ministre à des patrons réunis à Washington à l'occasion du Forum nord-américain du gaz naturel, début décembre.

De nombreux élus locaux cèdent à la pression de leur base et s'opposent désormais à l'installation des centres de données. On a comptabilisé plus de blocages ou reports de projets entre avril et juin 2025 qu'au cours des deux années précédentes cumulées, indique le Data Center Watch, créé par le cabinet indépendant 10a Labs. Près de 98 milliards de dollars [82 milliards d'euros] d'investissements ont ainsi été suspendus au cours d'un trimestre.

En décembre 2025, un groupe de sénateurs démocrates a lancé une enquête pour étudier le rôle des centres de données dans l'augmentation des tarifs de l'électricité. Le sénateur indépendant du Vermont, Bernie Sanders, a demandé un moratoire sur la construction de nouveaux centres, arguant que les entreprises de la tech asséchaient des réserves limitées en eau et en énergie et répercutaient ces coûts sur

les ménages américains dans leur course à l'intelligence artificielle, qui menace de supprimer des millions d'emplois.

Ce à quoi David Sacks, conseiller spécial de la Maison-Blanche pour l'intelligence artificielle, a répondu sur X : “Il s'opposerait à de nouveaux centres de données même si les États les voulaient et s'ils produisaient leur propre électricité.”

Les craintes des habitants sont pourtant légitimes, assurent des organisations militantes. Mi-décembre, l'Association nationale pour la promotion des personnes de couleur (NAACP) a organisé à Washington une conférence, “Stop Dirty Data”, sur les effets du développement des IA pour les minorités et les communautés à faibles revenus. Au programme, une visite en bus dans la Data Center Alley, la plus grande concentration de centres de données du monde, située en Virginie du Nord.

Accord de confidentialité. Même le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, plaide pour l'instauration d'une “charte des droits” dans le domaine de l'IA, afin de sanctuariser le droit des autorités locales à s'opposer à la construction de centres de données et d'empêcher les services publics de répercuter les coûts d'infrastructure sur les résidents. C'est en partie à cause de son profond désaccord sur la construction éfrénée de centres de données que Marjorie Taylor Greene, ex-représentante républicaine de Géorgie, a fini par rompre avec Donald Trump.

Le secteur peine à dissiper les craintes. À Chandler, en Arizona, l'ancienne sénatrice indépendante Kyrsten Sinema, cofondatrice de la Coalition pour les infrastructures de l'IA, a supplié les représentants de la ville d'approuver un vaste projet plutôt que de risquer de se le faire imposer par le gouvernement fédéral sans avoir voix au chapitre. Le conseil municipal s'y est unanimement opposé.

Un peu plus tôt, le conseil municipal de Tucson avait rejeté un projet qui prévoyait d'annexer des terres sur le désert de Sonora désignées, jusqu'en juin 2025, comme zone de “propriétés rurales”. Certains électeurs ont découvert avec stupéfaction – et deux ans après les faits – que des représentants locaux avaient signé un accord de → 28

SOURCE 
THE WASHINGTON POST

Washington, États-Unis
Quotidien
washingtonpost.com
Traditionnellement au centre droit, The Washington Post doit sa réputation à son légendaire travail d'enquête dans l'affaire du Watergate. Depuis fin 2024, toutefois, le journal a été affaibli par plusieurs départs fracassants et la perte de nombreux abonnés à la suite d'ingérences de son propriétaire, Jeff Bezos, le patron d'Amazon. En février, la direction du journal a annoncé le renvoi de 300 de ses 800 journalistes. Un plan qui pourrait porter le coup de grâce au quotidien américain.

En bref

Musk accusé de polluer Memphis

●●● “Le bruit est assourdissant”, déclare au site **Mississippi Free Press** une habitante de Southaven. Dans cette banlieue de Memphis, la société d'Elon Musk xAI a installé des turbines au méthane pour alimenter Colossus 2, son second centre de données géant bâti dans l'agglomération qui se trouve à cheval sur le Tennessee et le Mississippi (Colossus 3 est en construction à Southaven). Ces turbines bruyantes rejettent des polluants atmosphériques, selon la NAACP, qui lui a notifié en février son intention de porter plainte. L'association de défense des droits civiques accuse xAI d'avoir fait tourner ses turbines sans permis, comme pour le premier Colossus, lancé en 2024. Des quartiers à forte population noire, déjà pollués, sont affectés. Des habitants et un médecin cités par le magazine **Time** rapportent de nombreux problèmes respiratoires.

27 ← confidentialité de cinq ans avec Amazon. Le fournisseur d'énergie qui devait alimenter le projet a suscité un tel mécontentement qu'il a finalement été écarté au profit d'une organisation à but non lucratif supervisée par la commune.

“Les gens demandent légitimement quel sera leur intérêt dans tout ça”, explique Chris Lehane, responsable des questions internationales chez OpenAI, qui a obtenu de premières autorisations locales pour certains des plus gros projets de centres de données dans le pays. Les entreprises doivent écouter les populations, dit-il, et veiller à partager les gains économiques. “Il faut aller sur place et avoir ces discussions. C'est tout un travail.” Dans certains endroits, de grandes entreprises de la tech se sont engagées par contrat à faire construire de nouvelles infrastructures électriques pour alimenter leurs centres de données, et à en faire bénéficier d'autres qu'eux.

“Du pipeau”. C'est en effet tout un travail, auquel certains responsables locaux sont prêts à participer, car ces projets seront générateurs d'emplois dans le bâtiment et de revenus pour les écoles. “On essaie de s'y retrouver”, explique Mike Carter, directeur municipal de Sand Springs. Ce sera probablement un des principaux employeurs de la ville. Ça représentera certainement l'essentiel de nos recettes fiscales.”

Il tente de rassurer les habitants, affirmant qu'ils auront des réponses à toutes leurs interrogations avant la prochaine réunion publique où il sera question de changer la désignation d'un immense périmètre de terres agricoles en zone industrielle. La ville, poursuit le représentant, a signé d'autres accords de confidentialité avec d'autres grandes entreprises, comme [la chaîne de restaurants] Olive Garden.

Selon le promoteur du projet, White Rose Partners, aucun des coûts liés à l'alimentation électrique du centre de données ne sera imputé aux résidents. Ce dernier devrait rapporter des millions de dollars pour les écoles et services locaux. Une maigre consolation pour bon nombre d'habitants, qui se sont installés ici pour les paysages et les ranchs, en passe d'être industrialisés.

“Ils essaient de nous faire avaler ce truc en disant ‘Regardez le beau gâteau. C'est du pipeau’, rétorque Rick Plummer, qui élève certains des meilleurs chevaux de rodéo du pays juste à côté du site prévu pour le centre de données.

De l'autre côté de Tulsa, un flot continu de pick-up s'arrête au bord de la route pour signer une pétition contre un autre projet de centre de données prévu dans la communauté rurale de Coweta. Une pancarte cible les accords de confidentialité, affirmant : “Secret = trahison”. La pétition réclame la démission d'un responsable municipal ayant signé un de ces accords de confidentialité. “On veut que ce fichu centre de données aille s'installer ailleurs”, explique Allen Prather, qui attire les signataires déguisé en père Noël. “Cette ville mérite mieux qu'un centre de données. Ils viennent s'installer dans des communes de plus en plus petites. Qu'ils nous laissent tranquilles.”

—Evan Halper, publié le 6 janvier

27
32

DES ÉLECTEURS

aux États-Unis ne sont pas opposés à ce qu'un centre de données soit bâti “à moins de 5 kilomètres de leur lieu de résidence”, selon un sondage réalisé en janvier pour **Politico**, contre 28 % qui y sont opposés. “En dépit de l'opposition qu'ils rencontrent, les géants de la tech à l'origine du déploiement rapide des data centers peuvent encore façonner l'opinion publique”, estime le magazine américain. Les sondés considèrent que la construction d'un centre de données apporte des emplois (37 %), alors que 29 % avancent “comme principal inconvénient la hausse des coûts de l'électricité”.

Des ambitions folles, mais des ressources limitées

Du Mexique à l'Arabie saoudite, en passant par l'Indonésie et le Portugal, les investissements dans les data centers se multiplient. Un axe stratégique pour certains États, qui veulent en faire une industrie de pointe. C'est oublier que les ressources en eau et en énergie ne sont pas extensibles.

L'Aragon, terre promise pour les géants du numérique

ESPAGNE — Les centres de données se multiplient dans la région autonome du nord de l'Espagne, riche en énergie renouvelable. Le sujet a fait débat lors des élections régionales du 8 février, selon **El Periódico de Aragón** : les énormes investissements promis impliquent de “puiser dans les ressources [...] énergétiques et hydriques”.

Tous les Aragonais n'y sont pas favorables, notamment à gauche. Saragosse a même accueilli en septembre “l'une des premières manifestations – certes modeste”, note le titre local, contre les data centers en Espagne. Le collectif espagnol Tu Nube Seca Mi Río (“Ton nuage assèche ma rivière”) y participait.

Les coupures d'eau et d'électricité se multiplient

MEXIQUE — L'eau et l'électricité doivent-elles être pour les data centers ou pour les Latino-Américains ? s'interroge, ironiquement, le Centre de recherche journalistique latino-américain (Clip) dans un long reportage étudiant les effets de l'industrie sur les populations les plus vulnérables du sous-continent. L'exemple le plus criant est celui de la ville de Querétaro, au Mexique, où les autorités locales et nationales ont lancé une stratégie visant à attirer des centres de données, malgré les avis



contraires de la Conagua, l'agence du ministère de l'Environnement chargée de réglementer l'utilisation de l'eau, explique le Clip sur son site. Et pour cause. En proie à des épisodes de sécheresse réguliers, cette zone est fragilisée quant à l'accès à l'eau potable, et les travailleurs agricoles peinent souvent à en obtenir assez pour irriguer leurs cultures. Ces cinq dernières années, Microsoft, Amazon et Google ont pourtant débarqué dans la région. “Les petites villes pauvres, qui avaient déjà des problèmes avec les services de base, ont commencé à connaître des pénuries d'eau plus longues et davantage de coupures d'électricité”, rapporte **The New York Times**. “Eux, ils ont de l'électricité, dit un habitant au journal new-yorkais. Et moi, je n'ai plus rien.”

Le pays du secret numérique ?

PORTUGAL — Porté par l'essor de l'IA, le secteur des centres de données s'impose comme un levier stratégique pour l'économie portugaise. Treize milliards d'euros d'investissements sont prévus d'ici à 2031, annonce **Expresso**, avec une contribution au PIB estimée à 3,7 milliards d'euros.

En effet, le pays dispose d'atouts rares en Europe : une forte production d'énergies renouvelables (rendant les données plus “vertes” et moins coûteuses) ; un réseau de fibre optique performant ; une connectivité internationale grâce aux câbles sous-marins entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques ; mais



IKON IMAGES

aussi une stabilité politique. Dans un contexte géopolitique où les États et les entreprises hésitent à confier des informations sensibles à certaines puissances, le Portugal apparaît comme fiable, neutre et crédible pour l'hébergement et le traitement de données critiques. Pour preuve : l'investissement de 10 milliards d'euros annoncé par Microsoft à Sines, un mégaprojet à deux heures de route au sud de Lisbonne, est un signal fort de cette attractivité.

Sur le site de **CNN Portugal**, le physicien Bernardo Mota Veiga va plus loin et estime que, comme la Suisse l'a fait autrefois avec le secret bancaire, le Portugal a l'occasion historique de transformer la confidentialité des données en avantage compétitif mondial.

À Amsterdam, on voit plus haut

PAYS-BAS — Le plus grand data center d'Amsterdam va voir le jour, et si ce monstre dont la consommation s'apparentera à celle d'une petite ville a été autorisé, c'est parce qu'il "contourne" une des deux règles du moratoire censé empêcher la construction de nouveaux "hyperscales", explique **NRC**. Il dépassera, certes, la puissance maximale autorisée (78 mégawatts au lieu de 70) mais pas la surface maximale (100 000 m²). Tout simplement parce qu'il sera construit en hauteur : trois tours de 85 mètres de hauteur, pour une surface au sol de "seulement" 23 000 m². Dans une ville où des constructions d'écoles

↑ Dessin de **Matt Kenyon**, Royaume-Uni.

ou de logements sont retardées faute de capacité suffisante du réseau électrique, le projet indigné une partie du Parlement. Surtout depuis qu'on a appris que le seul concessionnaire serait Microsoft, alors que, dans toute l'Europe, on s'inquiète de la "mainmise américaine sur la gestion des données".

Le graal de la transition économique

ARABIE SAOUDITE — "La première pierre du plus grand centre de données gouvernemental du monde" a été posée le 31 décembre dernier. Situé près de Riyad, la capitale, le chantier est chiffré à quelque 2,3 milliards d'euros et doit servir de levier pour faire "de l'Arabie saoudite un centre international" dans le domaine de l'intelligence artificielle, rapporte la chaîne d'information saoudienne **Al-Arabiya**. Le pays a en effet pour ambition d'héberger 70 % des centres de données du Moyen-Orient, indique le site local **Sabq**.

Riyad semble convaincu d'y avoir trouvé la clé du succès pour son plan de transition économique, censé le libérer de sa dépendance au pétrole. Le pays dispose pour cela d'avantages incontestables, notamment d'une énergie abondante et très abordable – grâce au solaire – et de vastes espaces vides. Mais il manque d'un environnement favorable à la recherche pour devenir des "innovateurs", écrit le chercheur libanais Camille Ammoun sur le site de la **Fondation Carnegie**. Tout au plus seront-ils les "hôtes du pilier physique" de ce domaine en pleine expansion.

Une accélération qui menace les ressources

INDE — Les ambitions numériques de l'Inde se développent à une vitesse fulgurante, et les centres de données, considérés comme des infrastructures essentielles pour soutenir l'adoption croissante de l'intelligence artificielle (IA), pullulent à travers le pays, indique **Down to Earth**. Au cours des derniers mois, les investissements se sont multipliés, détaille **The New York Times**. Microsoft a promis 17,5 milliards de dollars, Amazon 35 milliards de dollars et Google s'est engagé, en partenariat avec deux conglomérats indiens, à investir 15 milliards de dollars dans des centres de données. "Cependant, leur expansion rapide pose un sérieux défi : ces installations nécessitent d'énormes quantités d'eau pour refroidir les serveurs, et beaucoup sont construites dans des régions déjà confrontées à un stress hydrique, s'inquiète **Down to Earth**, média indien spécialisé dans les questions environnementales. Dans ces zones, l'eau potable est souvent détournée à des fins industrielles, ce qui rend les habitants économiquement marginalisés encore plus vulnérables." "Les forces et les faiblesses économiques de l'Inde semblent incompatibles avec les investissements dans l'IA. Les centres de données auront

besoin de terrains bon marché, d'électricité et d'eau en abondance", renchérit pour sa part le quotidien américain.

Le futur hub des données en Asie du Sud-Est ?

INDONÉSIE — Avec près de 230 millions d'internautes, une économie numérique de 120 milliards de dollars en 2025 et des coûts de construction relativement bas, l'Indonésie s'impose comme l'un des marchés les plus attractifs pour les centres de données, profitant du reflux des investissements de Singapour, freiné par la rareté du foncier et les limites énergétiques.

Mais alors que la demande explose sous l'effet de l'IA, les capacités nationales ne couvrent qu'environ 10 % des besoins d'hébergement. Depuis 2018, les géants du cloud, chinois (Alibaba Cloud, Tencent) comme américains (Amazon Web Services, Google Cloud, Microsoft Azure), investissent massivement dans l'archipel en y déployant leurs propres "régions de données". Une dynamique qui alimente les inquiétudes en matière de souveraineté numérique : 65 % des données indonésiennes sont hébergées sur des infrastructures étrangères, et 70 % du trafic Internet transite par des câbles sous-marins aux mains de groupes étrangers. **CNBC Indonesia** évoque un "colonialisme numérique", à la fois défi de captation de la valeur ajoutée et enjeu de souveraineté en matière de cybersécurité. En 2024, une attaque du centre de données national avait contraint le gouvernement à migrer en urgence vers le cloud d'Amazon pour rétablir les services d'immigration. L'ouverture en 2025 d'un premier centre de données national à Java-Ouest marque un premier pas, mais elle devra s'accompagner d'un renforcement de l'arsenal réglementaire et des capacités de cybersécurité.

Une bataille de l'électricité s'annonce

PHILIPPINES — Une quarantaine de centres de données sont déjà opérationnels ou prévus aux Philippines. La multiplication de ces infrastructures fait craindre que "les besoins de millions de personnes qui peuvent à peine s'offrir l'électricité ou qui ne sont pas du tout reliées aux réseaux soient éclipsés" au profit de ces complexes gourmands en énergie, assure dans une enquête le **Philippines Center for Investigative Journalism** (PCIJ). Une inquiétude d'autant plus forte que la production électrique dépend des importations de pétrole, donc est susceptible de varier en fonction du coût des hydrocarbures. La facture d'électricité des ménages les plus modestes représente déjà aujourd'hui de 3,5 à 8 % de leur budget et devrait augmenter. En outre, 7 % de la population de l'archipel n'a toujours pas accès à l'électricité.—



← Dessin d'Alice Mollon, Royaume-Uni.

La grogne va monter en France

Les data centers commencent à essaimer partout dans l'Hexagone et suscitent une opposition croissante, constate ce titre suisse.

— **Le Temps**, extraits (Genève)

Les centres de données pourraient bien devenir ces prochaines années un enjeu politique majeur en France, alors que leur nombre est appelé à croître rapidement. Plusieurs intervenants ont proposé un état des lieux lors d'un colloque consacré aux enjeux politiques et stratégiques de l'intelligence artificielle qui s'est déroulé le 21 janvier à l'Assemblée nationale.

L'événement, organisé par Nicolas Bonnet, député écologiste du Puy-de-Dôme, a bénéficié des hasards du calendrier : la veille, députés et sénateurs s'étaient mis d'accord sur une version définitive du projet de loi dit "de simplification de la vie économique".

Le texte octroiera la possibilité à l'État de qualifier de projet d'intérêt national majeur la construction de centres de données. Un statut qui permet de passer outre l'avis des élus locaux et de déroger à certaines règles de protection de l'environnement et de la biodiversité.

Le président de la République, Emmanuel Macron, avait annoncé en février 2025, lors du Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle à Paris, quelque 109 milliards d'euros d'investissements dans de telles infrastructures.

Ces bâtiments peuvent s'étendre sur plusieurs milliers de mètres carrés, augmentant ainsi l'emprise sur le territoire. Les serveurs sont alimentés en électricité et produisent de la chaleur, ce qui nécessite un refroidissement

en continu par des techniques qui impliquent de consommer de l'eau. En cas de panne du réseau électrique, les centres de données sont équipés de batteries qui permettent d'alimenter les machines quelques minutes avant de basculer sur des groupes électrogènes dont les génératrices fonctionnent grâce au fioul.

"La question de savoir si le numérique peut contribuer à atteindre les objectifs de décarbonation est vieille de plusieurs décennies", note [le chercheur Gauthier Roussilhe], qui dirige également la recherche et le développement au sein du cabinet de conseil Hubblo. De nombreux patrons de l'industrie technologique affirment régulièrement que la numérisation permet potentiellement d'éviter des émissions de CO₂.

Dans des conditions optimales, des effets positifs ont pu être documentés, mais il s'agit de contributions très marginales compte tenu des objectifs à atteindre à l'échelle d'un pays.

Des gains américains. La France compte à ce jour au moins 350 centres de données, et 47 sont en cours de déploiement à travers le pays. Il faut ajouter à cela 63 sites mis à disposition par le gouvernement français dans le cadre de sa volonté d'accélérer l'installation de nouvelles infrastructures numériques. Gauthier Roussilhe souligne aussi la mutation des centres de données provoquée par l'essor de l'intelligence artificielle générative, qui s'accompagne d'une hausse marquée des besoins en électricité.

À la une



ÉNERGIVORES !

"Énergivores!" proclame la **MIT Technology Review** à la une de son édition datée de janvier-février.

"Les centres de données pour l'IA, voraces en énergie, sont toujours plus nombreux. Les innovations dans le nucléaire arriveront-elles à temps?" Une des innovations technologiques qui, d'après le bimensuel américain, marqueront 2026, sont les centres de données "hyperscales", des "superordinateurs conçus pour entraîner des grands modèles de langage à une échelle vertigineuse, équipés de leurs propres puces spécialisées, systèmes de refroidissement et sources d'alimentation". Les plus grands équipements en cours de construction "peuvent consommer plus de 1 gigawatt-heure d'électricité, soit suffisamment pour alimenter des villes entières".

Pour la chercheuse à l'Institut des relations internationales et stratégiques Ophélie Coelho, autrice de l'ouvrage remarqué *Géopolitique du numérique. L'impérialisme à pas de géants* (Éd. de l'Atelier), la localisation des centres de données en Europe n'évacue pas les enjeux de souveraineté. "Les entreprises américaines font chauffer le silicium dans des infrastructures européennes, mais la valeur et les gains sont captés par les États-Unis", image-t-elle.

Si des entreprises comme Amazon, Microsoft, Meta ou encore Google surfent sur la notion de "cloud souverain", c'est avant tout pour justifier la construction de nouveaux centres de données à un rythme effréné. Les besoins en intelligence artificielle sont un autre argument systématiquement mobilisé. "En réalité, cette multiplication des infrastructures cache un autre objectif: celui d'accéder au marché africain", estime Ophélie Coelho.

La chercheuse en est convaincue : les géants américains ont besoin de l'Europe pour étendre leur domination en Afrique. "Aucun câble sous-marin ne relie le continent africain aux États-Unis", souligne-t-elle, alors même qu'on dénombre plus de 550 câbles dans le monde pour une distance cumulée qui dépasse 1,5 million de kilomètres.

"Le continent européen va servir de relais à cet impérialisme technologique qui s'appuie sur des dépendances économiques préexistantes", anticipe Ophélie Coelho.

"L'activité des centres de données génère de la pollution localement."

UN REPRÉSENTANT DU COLLECTIF
LE NUAGE ÉTAIT SOUS NOS PIEDS

En France, Marseille souligne le rôle que joue l'Europe dans la carte mondiale des autoroutes de l'information. Aujourd'hui, ce sont 18 câbles sous-marins qui relient la cité phocéenne à quelque 57 pays à travers le monde. Par sa position stratégique, Marseille représente en effet une voie d'accès à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'Asie. La ville figure parmi les principaux nœuds de connectivité.

Si ce développement peut sembler attractif du point de vue économique, il a aussi de lourdes répercussions sur les habitants. Certains d'entre eux se sont réunis au sein d'un collectif baptisé "Le nuage était sous nos pieds" dans le but de lutter contre ces installations. "Les infrastructures numériques ont un fort impact sur le territoire, explique un représentant de l'organisation. "L'activité des centres de données génère de la pollution localement, souligne le représentant du collectif marseillais. De plus, la multiplication des projets de nouvelles infrastructures entre en conflit avec les objectifs d'électrification liés à la transition écologique." Le nuage était sous nos pieds a recensé une quinzaine d'oppositions locales à l'installation de centres de données en France. Un chiffre appelé à augmenter ces prochaines années.

— **Grégoire Barbey**,
publié le 22 janvier

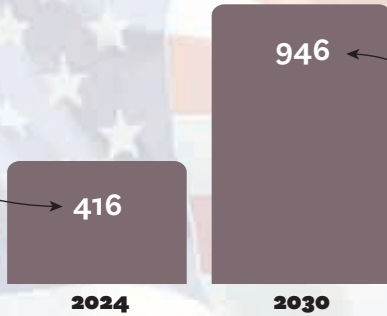
Une expansion mondiale

Le nombre de data centers s'est multiplié ces dernières années dans le monde, et leur consommation d'énergie a suivi. Une tendance qui devrait se poursuivre dans les années à venir.

Projection de la consommation électrique des data centers, en TWh

(1 térawattheure [TWh] correspond à 1 milliard de kilowattheures [kWh])

C'est presque la consommation de la France la même année



C'est plus que la projection de consommation du continent africain en 2027

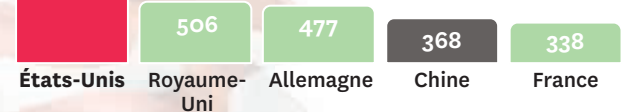
3 984

Top 5 du nombre de data centers par pays

Total mondial : 10 894

Données disponibles en février 2026

Les États-Unis, l'Europe et la Chine représentent aujourd'hui environ 85 % de la consommation mondiale d'électricité des centres de données.

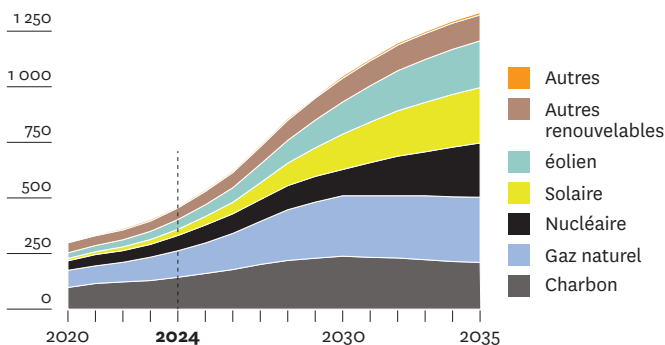


Répartition des data centers dans le monde

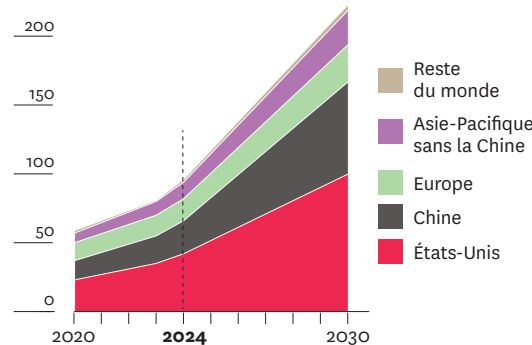
● = 1 data center

Données disponibles en janvier 2026

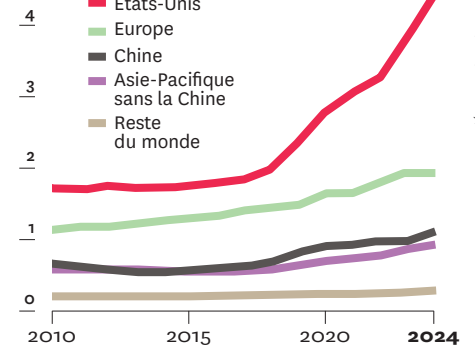
Évolution de la consommation électrique des data centers par sources, en TWh



Évolution de la puissance installée des data centers par régions, en gigawatts (GW)



Part des data centers dans la demande d'électricité par régions, en %



La pire des architectures

Contrairement aux monuments bâtis à la gloire de la révolution industrielle, les centres de données n'ont aucun style. Ces entrepôts sont les premiers d'un nouveau genre d'architecture posthumaine, déplore le spécialiste architecture et design de ce quotidien des affaires.

— **Financial Times** (Londres)

Chaque période possède son type de bâtiment caractéristique. Le XIX^e siècle était celui des gares de chemin de fer, le XX^e siècle avait ses gratte-ciel. Le XXI^e siècle aura semble-t-il les centres de données. Nous vivons une époque formidable.

Si vous doutez que ces entrepôts ternes, sans fenêtres, soient vraiment l'avenir de l'architecture, vous pourriez changer d'avis en découvrant cette étonnante statistique d'un récent rapport du [cabinet de conseil] McKinsey : d'ici à 2030, nous pourrions dépenser jusqu'à 7900 milliards de dollars [6651 milliards d'euros] dans les data centers. C'est environ le double de la valeur de toute l'économie du Royaume-Uni.

Le grand hangar banal, rempli de machines vrombissantes et clignotantes, est sans doute le premier bâtiment posthumain d'importance. Une architecture construite non pas pour nous, mais pour la puissance informatique que nous codons et entraînons pour qu'elle devienne plus intelligente que nous, voire qu'elle nous supplante. Les anciens construisaient d'immenses temples pour les dieux qu'ils voulaient satisfaire et apaiser, pour leur faire des sacrifices et des offrandes. Dans la foulée, ils ont créé l'architecture. D'une certaine manière, nous allons dans la direction opposée, en créant les dieux qui pourraient nous détruire tout en les hébergeant dans les bâtiments les plus quelconques qu'on puisse imaginer.

“Espace blanc”. D'évidence, il y a un énorme décalage entre l'architecture du QG de la tech, sa façade publique, et le centre de données, ses coulisses, son back-office. Les géants du capitalisme de surveillance ont dépensé des montagnes de cash pour leurs bureaux élégants, conçus par des architectes stars : songez au siège d'Apple par Norman Foster à Cupertino, au campus de Facebook signé Frank Gehry à Menlo Park, ou au siège londonien de Google à King's Cross, dessiné par [le studio danois] BIG et [l'architecte britannique] Thomas Heatherwick, longtemps retardé et tourné en dérision [des renards avaient investi le toit végétalisé].

Ces bâtiments ont pour but de projeter une image futuriste de l'entreprise, faite de grandeur et de présence physique. Vivant dans le cloud, toujours présentes dans l'économie de l'attention qui est celle du cyberspace, ces sociétés sont pourtant immatérielles dans l'espace

réel, physique. Leurs sièges cherchent à nous convaincre que les entreprises les plus cotées et la bulle hyperenflée de l'IA ont en fait une présence dans la réalité.

Les data centers cependant ne sont pas tout à fait invisibles (ils sont trop gros pour cela), mais ils sont réalisés dans le langage architectural anonyme du centre de distribution, de l'entrepôt moderne ou de la zone franche, desservis par des autoroutes. L'IA nous est présentée comme la merveille technologique qui va booster la productivité, accroître la richesse, nous faciliter la vie, réduire nos journées de travail, détecter nos cancers plus tôt.

Alors pourquoi son architecture est-elle si sinistre ? Où est l'esprit de la fête ? L'ère victorienne [au Royaume-Uni, qui marque l'apogée de la révolution industrielle] impressionnait avec ses gares et ses usines, les premiers architectes modernistes ont construit des centrales électriques et des tours de communication gigantesques pour célébrer le frisson des nouvelles technologies. Aujourd'hui, la tech a l'air gênée aux entournures – honteuse, presque. C'est en partie précisément parce que ce sont des bâtiments destinés à accueillir des machines et des microprocesseurs, et non des êtres humains. Le jargon de leur conception est révélateur. L'“espace blanc”, ce qui fait très

moderniste, désigne la surface réservée aux machines, aux rangées de serveurs et d'ordinateurs centraux clignotants, aux systèmes de stockage et de réseaux. La lumière est d'un bleu froid, inhumain, sinistre, mais il faut s'interroger aussi sur la nomenclature : espace blanc ? vraiment ? en 2026 ?

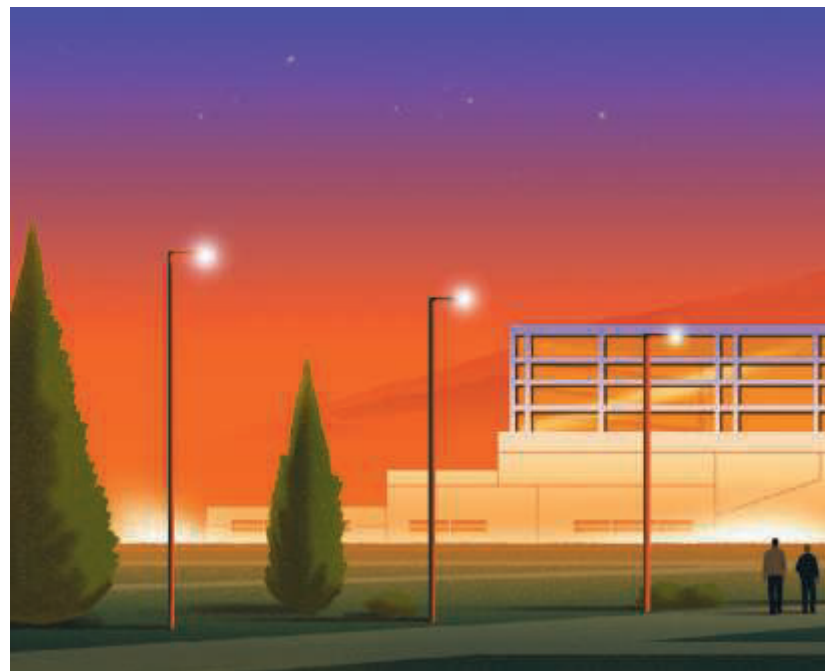
Et puis il y a l'“espace gris” : c'est l'arrière-boutique d'Internet, les énormes amoncellements de refroidisseurs et de disques de sauvegarde. Il existe énormément de “redondance” [enregistrement de doublons] intégrée. Ce matériel lourd, encombrant, servant à faire des copies, occupe la plus grande partie de l'espace. Non seulement on a affaire à une architecture posthumaine, mais ces espaces ne font qu'abriter des machines servant à entretenir d'autres machines.

L'IA risque de nous brûler les doigts. Pas seulement sur le plan des investissements, mais au sens propre. Elle a besoin d'énormément de refroidissement. Une conversation avec ChatGPT pourrait nécessiter un demi-litre d'eau.

Ces boîtes en métal ont l'air silencieuses quand on les observe de Google Earth, mais c'est loin d'être le cas. Le vrombissement incessant



OPINION



Les data centers ne sont pas tout à fait invisibles, mais ils sont réalisés dans le langage architectural anonyme du centre de distribution.

d'un data center est étonnamment fort quand on est à l'intérieur. Les quelques êtres humains qui restent nécessaires à la maintenance des systèmes de communication entre machines doivent porter des casques antibruit pour se protéger du vacarme causé par les immenses unités de refroidissement.

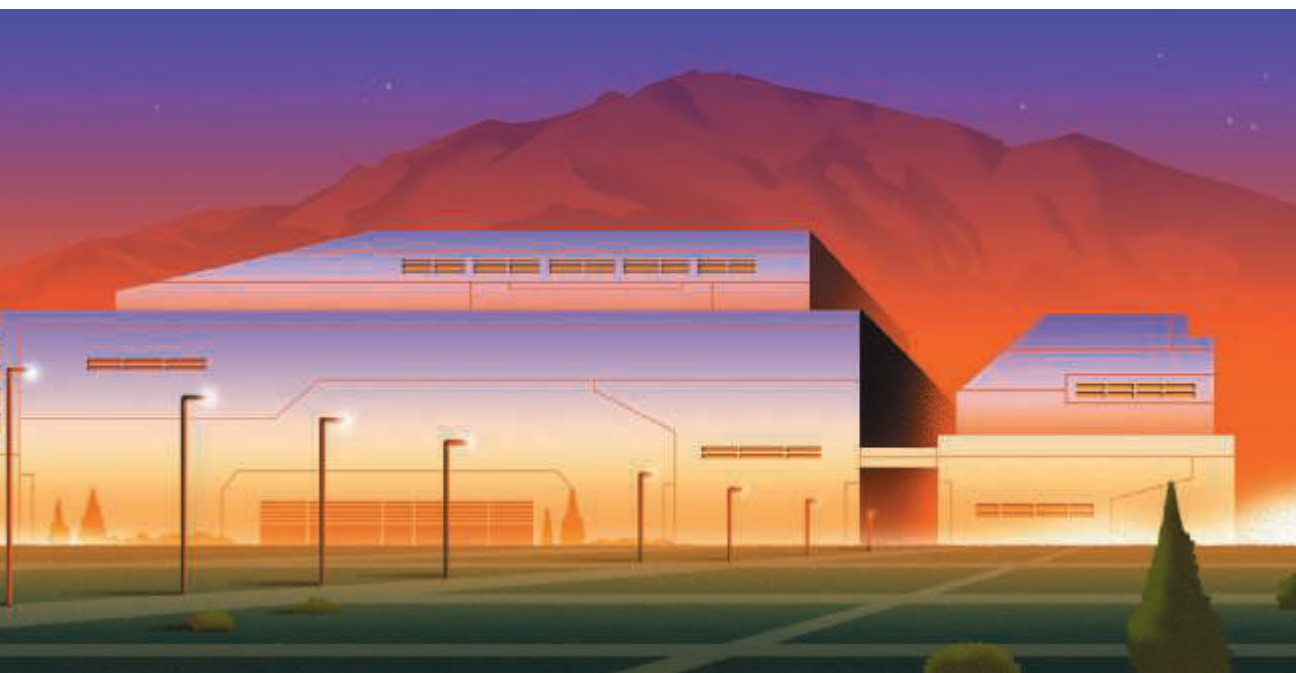
Et où va toute la chaleur ainsi produite ? Nulle part. Ni dans des systèmes de chauffage urbain ni dans des logements locaux. Elle se dissipe, réchauffant lentement la planète. Toutes les réductions d'émissions de CO₂ que nous avons réalisées grâce à des sources durables et à des véhicules électriques seront perdues à cause de la montée inexorable et de l'appétit insatiable de l'IA.

Quand il a été annoncé que Microsoft relançait la centrale nucléaire de Three Mile Island, cela a déclenché quelques froncements de sourcils. Où pourrait être le problème ? Et quelle métaphore parfaite ! Ailleurs, les entreprises de la tech se tournent vers de petits réacteurs nucléaires modulaires (comme ceux qui équipent les sous-marins) pour alimenter cet avenir gourmand en énergie.

Le monde en ligne est souvent perçu comme quelque chose d'éthéré. Avec les énormes ressources investies dans le capitalisme de surveillance, nous, les utilisateurs, nous qui posons des questions idiotes et générons des compagnons en ligne et des sexbots, sommes les vraies terres rares : nous sommes le produit.

Certains des plus gigantesques nouveaux centres de données pour l'IA sont installés dans des bâtiments existants, souvent pour gagner du temps. Elon Musk, par exemple, était pressé

↑ **Dessin de Glenn Harvey, États-Unis, pour Courrier international.**



quand il s'est lancé dans son projet Colossus [le supercalculateur de xAI, son entreprise pour l'IA, lire aussi p.27], si bien qu'il a repris une vieille usine d'Electrolux à Memphis (Tennessee).

Le nom du projet est pompeux, comme ceux des autres géants de la tech : Stargate, Hyperion, et bien sûr le Prometheus de Meta, un "cluster [ensemble de centres de données] titanesque", environ de la taille de Manhattan, en cours de construction dans l'Ohio. Ces noms ressemblent à ceux que des nerds adolescents pourraient adopter comme pseudos. Mais ils ne sont pas virtuels, ce ne sont même pas simplement des bâtiments : ce sont des villes entières, construites purement et simplement pour l'intelligence des machines.

La raison pour laquelle ces centres sont si gros est la densité. Les puces doivent être proches les unes des autres, car cela leur confère un avantage en nanosecondes. La distance conserve aussi de l'importance, et c'est pourquoi des pôles financiers comme Londres ou Manhattan sont truffés de data centers, hébergés dans les carcasses d'immeubles de bureaux qu'on pourrait ne pas remarquer.

Monstres bruyants. C'est une bulle un peu curieuse, parce qu'elle couvre beaucoup de surface, mais en définitive tout se ramène aux processeurs. Ces puces d'IA peuvent être de grande taille – depuis les micro jusqu'aux macro, elles varient entre la taille d'un roman cartonné et celle d'un disque vinyle –, mais elles ne sont pas énormes non plus. Et malgré les milliers de milliards de dollars d'investissements, elles durent environ deux ans avant de devenir obsolètes.

Les répercussions matérielles de ces structures sont considérables. Ce sont des monstres bruyants, gourmands en énergie, polluants. Ils sont peut-être déjà polluants en amont de leurs bâtiments mais, de plus en plus, ils polluent sur place. Certains bâtiments se sont développés si vite que la capacité de production d'énergie ne

suffit pas à les alimenter et qu'ils doivent être équipés à l'extérieur de grands générateurs, bruyants et à faible rendement.

Il n'y a aucun débat sur l'architecture des centres de données, à croire que ce n'est pas important. On en parle souvent en termes d'infrastructure, en les comparant à la bulle spéculative des chemins de fer du XIX^e siècle. Les cycles de surchauffe et de récession des opérateurs privés et les investissements prodigieux ont peut-être provoqué de temps en temps des effondrements économiques, mais ils ont aussi laissé en place une infrastructure, les rails et la signalisation, susceptibles d'être réutilisés – ce qui est un héritage utile.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'infrastructure des câbles de fibre optique, certains posés dès les années 1990, pourrait entrer dans cette catégorie (une bonne partie d'entre eux sont encore utilisés), mais on ne peut pas en dire autant de ces entrepôts fadés remplis de processeurs éphémères : ils n'ont aucune utilité, si ce n'est de satisfaire les rêves mégalomanes de science-fiction de leurs créateurs.

Le nom du mégaordinateur de Musk, entre parenthèses, semble provenir d'une trilogie romanesque publiée entre 1966 et 1977 par l'auteur de SF britannique D. F. Jones. Il y est question d'un supercalculateur construit pour superviser le système d'armes nucléaires des États-Unis, en tant que contrôleur rationnel. Colossus établit le contact avec son équivalent soviétique, Guardian, et quand les deux forces en présence tentent de déconnecter leurs superordinateurs de crainte de divulguer des secrets militaires, les machines se rebellent et tirent des missiles. Elles finissent par réduire l'humanité en esclavage. Apparemment, Musk a appelé son projet Colossus sans la moindre ironie. C'est juste un nom sympa. Personne n'apprend rien.

— **Edwin Heathcote,**
publié le 13 janvier

SOURCE



FINANCIAL TIMES
Londres, Royaume-Uni
Quotidien
ft.com

Fondé en 1888, le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Il n'y a pas une institution financière ou une banque digne de ce nom qui ne reçoive un exemplaire de ce journal britannique immédiatement reconnaissable à son papier rose saumon.

Small is beautiful

●●● Et si demain la puissance de calcul nécessaire à l'intelligence artificielle (IA) tenait dans un "modeste smartphone", comme l'avance Aravind Srinivas, fondateur de Perplexity? L'IA, au lieu de s'appuyer "sur la transmission de données vers et depuis d'énormes centres de données", pourrait fonctionner grâce aux puces intégrées dans nos appareils, explique la **BBC**. Comme c'est déjà le cas de certains modèles haut de gamme d'Apple et de Microsoft. "Des voix s'élèvent dans le secteur de la tech pour remettre en cause la logique du data center gigantesque." Au Royaume-Uni, il en existe un "de la taille d'une machine à laver" qui permet de "chauffer une piscine municipale". Il a été conçu par Deepgreen. Mark Bjornsgaard, le fondateur de cette société, milite pour que "chaque bâtiment public" en soit équipé.

Les emplacements les plus fous

DANS L'ESPACE. En décembre 2025, Sundar Pichai, directeur général de Google, dévoilait Suncatcher. Ce projet de data centers dans l'espace annoncé dès 2027 permettrait de réduire l'empreinte carbone du géant de la tech, explique **Business Insider**. Le 2 février 2026, Elon Musk lui emboîte le pas. Le milliardaire fusionne ses entreprises spatiale SpaceX et d'intelligence artificielle xAI pour développer un data center en orbite.

SOUS TERRE. Dans la campagne anglaise du Kent, un "ancien bunker nucléaire construit" pour l'armée de l'air a été transformé en centre de données par un fournisseur de solutions de cybersécurité, note **The Conversation**. De fait, en Chine comme en France, les abris atomiques sont transformés en data centers. Les sites miniers sont également prisés. À Arras, une poudrière Vauban est devenue une ferme de serveurs, et à Saumur, ce sont des caves troglodytiques qui ont été aménagées en vue de leur installation.

À CÔTÉ (OU SOUS) UNE PISCINE

Dans le Devon, au Royaume-Uni, mais aussi à Marseille, à Dublin ou encore à Stockholm, des centres de données alimentent des réseaux de chauffage urbain ou des équipements publics tels que des piscines dans les grandes métropoles.

BERNARD-L'ERMITE. Stargate, Chevron et Exxon planchent sur des data centers alimentés par des centrales de gaz naturel ou associant la captation et le stockage du carbone.

trans-
versales.

économie

Sciences..... 36
Environnement ... 37

Trump persiste et signe sur les droits de douane

Commerce. Après le désaveu de la Cour suprême sur sa politique douanière, le président américain a dit vouloir imposer des surtaxes de 15 % sur les importations... De nouvelles incertitudes pour l'économie américaine.



—The Wall Street Journal
(New York)

Avant vendredi [20 février], les taxes douanières du président Trump, après des mois de turbulences intermittentes, semblaient enfin stabilisées. Or, maintenant que la plus grande partie de ses droits de douane a été invalidée par la Cour suprême [car fondés sur une loi que Trump n'avait pas le droit d'invoquer] et que de nouveaux droits ont été imposés temporairement à l'ensemble de la planète, de nouvelles incertitudes planent sur l'économie américaine.

Les nouvelles taxes douanières de 15 % de Trump [10 % dès le

24 février] vont-elles notablement changer les flux commerciaux et les activités commerciales? Le gouvernement fédéral va-t-il toujours pouvoir récolter des milliers de milliards de dollars de recettes douanières qui pourraient contribuer à ralentir la hausse de la dette publique? Des milliards de dollars de droits de douane annulés vont-ils revenir aux centaines d'entreprises qui exigent d'être remboursées?

Agressivité. Les réponses à ces questions dépendront largement du degré d'agressivité avec lequel le gouvernement Trump remplacera les barrières douanières supprimées par de nouvelles, et de

la manière dont les partenaires commerciaux des États-Unis et les responsables politiques américains vont réagir. D'un côté, des taxes plus élevées sur les importations permettent à l'État de percevoir davantage de recettes, et donc de réduire une dette publique galopante, tout en contribuant à redynamiser certains secteurs de l'économie américaine. D'un autre côté, des barrières douanières réduites et l'éventuel remboursement des taxes devraient permettre aux entreprises et aux consommateurs américains de récupérer de l'argent, ce qui pourrait stimuler la croissance.

Ces décisions contribueront à déterminer la voie que prendra une

économie secouée par une multitude de changements en 2025 – et qui a démarré l'année mieux que prévu.

Après l'annulation par la Cour suprême de toute la séquence des droits de douane du deuxième mandat de Trump, le président s'est empressé d'imposer 15 % de taxes sur les importations. Compte tenu des accords commerciaux et autres exonérations, la nouvelle politique douanière ramène la moyenne effective des taxes américaines juste en dessous de ce qu'elles étaient avant la décision de la Cour. Le Budget Lab de [l'université] Yale l'estime désormais à 13,7 %, contre 16 % auparavant. Par comparaison, pendant l'année 2025, le taux effectif des taxes douanières avait grimpé de plus de 10 points de pourcentage, atteignant des seuils inédits depuis des décennies.

L'effet économique de cette forte hausse a été loin d'être aussi désastreux que ne l'avaient prévu de nombreux économistes. Mais il n'a pas non plus été négligeable. Les entreprises et les consommateurs [américains] ont absorbé plus de 90 % des coûts des droits de douane de Trump pour l'essentiel de 2025, selon la Réserve fédérale de New York.

Les nouveaux tarifs ne peuvent rester en place que cent cinquante jours maximum, en vertu de la loi [de 1974] que Trump a utilisée pour les imposer [toute prolongation suppose un vote du Congrès]. À supposer qu'ils soient levés après cette période, le Budget Lab de Yale estime que le taux moyen des taxes douanières sera ramené à 9,1 %. Reste à savoir si ce seuil

Les nouveaux tarifs ne peuvent rester en place que cent cinquante jours.

va se maintenir, car Trump s'est engagé à ajouter d'autres barrières douanières en recourant à d'autres moyens juridiques.

Certaines entreprises pourraient décider qu'un plancher de droits de douane est là pour rester et augmenter les prix pour transférer une partie du fardeau aux consommateurs. D'autres pourraient continuer à reporter les investissements et les embauches.

“Toute l'incertitude de la politique des droits de douane est vraiment

défavorable à l'emploi ou à l'investissement dans l'économie réelle, déplore Gary Clyde Hufbauer, économiste au Peterson Institute for International Economics. *La tentation sera grande de remettre à plus tard des décisions commerciales.*”

Ford a récemment signalé un surcoût de 900 millions de dollars [764 millions d'euros] en raison d'un changement inopiné de mesures d'allègement tarifaire.

Clifton Broumand, propriétaire d'une entreprise du Maryland qui assemble des claviers et des souris d'ordinateur étanches pour le secteur de la santé, cherche à s'approvisionner en pièces en silicone au Mexique afin d'éviter les droits de douane sur les produits chinois. “Il n'y a personne qui fabrique aux États-Unis ce dont nous avons besoin”, assure-t-il.

Recettes réduites. Aujourd'hui, il espère que Trump ne modifiera pas l'accord d'exonération de taxes sur de nombreux produits d'importation entre le Mexique et les États-Unis. Les négociations sur les modalités de l'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (Aceum) doivent avoir lieu cet été.

Selon le Bureau du budget du Congrès [agence fédérale], les mesures douanières de Trump prises en vertu de l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA) [une loi qui autorise le président à réguler le commerce en situation d'urgence] auraient rapporté 3 000 milliards de dollars [2 545 milliards d'euros] sur les dix prochaines années si elles n'avaient pas été invalidées par la Cour suprême. L'estimation du Budget Lab de Yale donne un montant légèrement inférieur, à 2 620 milliards de dollars [2 224 milliards d'euros].

Désormais, même avec l'imposition par Trump du taux de 15 %, ces recettes devraient être réduites de moitié environ. Selon les estimations de Yale, les protections douanières de Trump rapporteraient 1 300 milliards de dollars au total si le taux de 15 % reste en vigueur cent cinquante jours. Si ce taux devenait permanent, les barrières douanières rapporteraient 2 200 milliards de dollars.

Le ministre des Finances, Scott Bessent, a déclaré que son administration s'attendait à collecter en 2026 à peu près le même montant de recettes douanières

↳ Dessin d'Ares, Cuba.

qu'auparavant grâce aux nouveaux droits de douane imposés par Trump.

À la mi-décembre, l'administration avait perçu plus de 133 milliards de dollars [113 milliards d'euros] de droits de douane sous le régime de l'IEEPA. La Cour suprême n'a pas abordé la question des remboursements dans son arrêt, et la bataille judiciaire devrait durer "des années", selon Trump. Des centaines d'entreprises ont déjà saisi le Tribunal de commerce international des États-Unis, une cour fédérale qui siège à New York, afin d'accroître leurs chances d'obtenir un remboursement.

Clifton Broumand, avec son entreprise de claviers, a payé 35 000 dollars de droits de douane l'an dernier, mais il ne sait pas encore combien il pourrait se faire rembourser. "S'il y a un recours collectif [pour récupérer l'argent], j'en ferai partie, assure-t-il. Mais le problème, c'est le montant des frais d'avocat. Au lieu de m'occuper de mon entreprise et de chercher à accroître mes ventes, je vais perdre un temps fou à gérer ça."

Avant la décision de la Cour suprême, les taxes de Trump ont été équivalentes en 2025 à une hausse des impôts de 1 000 dollars par foyer en moyenne, selon la Tax Foundation. Cette somme aurait atteint 1 300 dollars en 2026 si [les mesures fondées sur l'IEEPA étaient restées] en vigueur, estime le groupe de réflexion. Après les derniers changements, la charge moyenne par foyer américain devrait s'élever à 700 dollars en 2026, dont environ 250 dollars attribuables aux nouveaux droits de douane temporaires de 15 %.

Scott Bessent, à qui l'on demandait [le 20 février] si un dédommagement des consommateurs [américains] était envisageable, a déclaré : "À mon avis, ce ne sera pas possible." La sénatrice démocrate du Massachusetts, Elizabeth Warren, a réclamé la mise en place d'un mécanisme permettant aux consommateurs et aux petites entreprises de récupérer les sommes versées. "Le ministre des Finances, Scott Bessent, doit tout faire pour que les Américains récupèrent l'argent qu'on leur a pris illégalement, a-t-elle déclaré à CNN. C'est son boulot."

—Chao Deng, publié le 22 février

L'“humiliant” accord de Turnberry est-il caduc ?

En jugeant qu'une partie des droits de douane imposés par Donald Trump étaient illégaux, la Cour suprême américaine a ébranlé l'accord commercial arraché par Washington aux Européens en juillet.

L'économie vit à nouveau dans l'incertitude, mais l'espoir d'un meilleur accord avec Washington est aussi présent." Voilà comment le journal progressiste berlinois **Die Tageszeitung** résume la situation ambivalente dans laquelle se trouve l'Europe depuis l'invalidation par la Cour suprême américaine d'une partie des droits de douane imposés par le gouvernement Trump.

À l'annonce de cette décision judiciaire majeure, nombre d'observateurs se sont réjouis qu'il y ait "encore un semblant de séparation des pouvoirs aux États-Unis", souligne le titre économique allemand **Handelsblatt**. Mais en Allemagne, pays exportateur par excellence, "on a surtout entendu

que l'invalidation de la politique douanière de Donald Trump n'était peut-être pas une si bonne nouvelle". Grâce à une disposition tirée d'une loi de 1974, le président américain a répliqué et mis en place de nouvelles taxes douanières temporaires de 10 % sur presque tous les produits, menaçant de les fixer à 15 %.

"Certaines exportations vers les États-Unis qui étaient jusqu'ici soumises à des droits de douane plus avantageux vont donc devenir plus coûteuses." Pas de quoi ébranler l'économie européenne, mais de quoi s'interroger sur l'avenir du dernier accord commercial entre les États-Unis et l'UE.

"Personne ne sait vraiment comment la situation va évoluer", commente la **Süddeutsche Zeitung**.



Justice. Un président rappelé à l'ordre

●●● "La Cour suprême a donné un blanc-seing à Trump pour exercer son pouvoir présidentiel d'une main de fer... jusqu'à maintenant", observe **Politico** après le jugement rendu contre les droits de douane, le 20 février. Après avoir offert au président une "série de succès quasi immaculée", la plus haute juridiction des États-Unis lui a infligé "le plus important revers de son mandat" en statuant qu'il ne pouvait imposer ses barrières commerciales au nom d'une situation d'urgence. Trump a contre-attaqué en instaurant, dès le 24 février, et sur

un autre fondement juridique, de nouveaux droits de douane de 10 %, menaçant d'aller jusqu'à 15 %. "Les juges ont rappelé à Trump qu'il n'était pas infailible à un moment malencontreux, souligne le média : il a essayé une série de défaites et de déconvenues au Congrès, dominé par les républicains; l'économie montre des signes de faiblesse; les dossiers Epstein, dont il avait tenté d'empêcher la publication, attirent les regards du monde entier; et les démocrates bénéficient d'un appui croissant à l'approche des élections de mi-mandat." Selon un récent sondage commandité

Le Parlement européen était censé statuer le 24 février sur l'"accord de Turnberry", comme on surnomme la conclusion "humiliante" des négociations menées l'année dernière par Ursula von der Leyen sur un terrain de golf écossais appartenant à Donald Trump. Mais le vote – qui avait déjà été repoussé en raison des tensions diplomatiques autour du Groenland – a été remis à plus tard.

"Une grande partie de cet accord s'appuie sur les dispositions légales que la Cour suprême américaine vient d'invalidier", précise le quotidien de gauche munichois. Et à Bruxelles, des voix s'élèvent pour demander le remboursement des droits de douane déjà payés par les firmes européennes.

En Irlande, où sont installées de nombreuses grandes entreprises américaines, **The Irish Times** appelle à ne pas faire de vagues. "Appliquer l'accord signé en Écosse reste probablement la meilleure option, afin d'éviter le courroux américain, plaide le quotidien dublinois de centre gauche. Il vaut mieux éviter une guerre commerciale."

Dans cette perspective, la Commission européenne a enjoint Washington à respecter ses engagements, avec la formule "A deal is a deal [Un accord est un accord]".

"Peut-être est-il temps de mettre en place une stratégie complètement différente", suggère à

l'inverse **Il Foglio**. Le titre milanaise appelle à suivre l'exemple de la Chine, du Canada, de l'Inde ou encore de la Corée du Sud, qui ont refusé de s'incliner devant le chantage des États-Unis. "La Commission pourrait répondre à l'augmentation [des nouveaux droits de douane] avec les mesures de rétorsion commerciales qu'elle avait suspendues l'année dernière et même avoir recours au 'bazooka commercial', l'instrument anti-coercition de l'UE."

Il s'agirait de tenir jusqu'à ce que les nouveaux droits de douane américains deviennent

“Une grande partie de l'accord s'appuie sur les dispositions que la Cour suprême vient d'invalidier.”

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

caducs, soit au maximum cent cinquante jours, continue le journal libéral italien. "Accepter de souffrir pendant cinq mois, tandis que les États-Unis s'enfoncent dans le chaos douanier créé par Donald Trump, pourrait être plus efficace [que la stratégie européenne actuelle] pour garantir un retour à des relations commerciales apaisées avec les États-Unis."

À condition, bien sûr, que Donald Trump n'invoque pas l'état d'urgence pour maintenir sa politique douanière au-delà de cette période, comme l'envisage la banque néerlandaise ING dans un rapport cité par le média économique belge **L'Écho**.

De l'autre côté de la Manche, où l'on se réjouissait jusqu'ici d'avoir évité le pire des droits de douane américains, ces appels à la résistance apparaissent néanmoins futiles. "L'Union européenne a beau l'espérer, il n'y aura aucun retour au système d'antan", tranche **The Daily Telegraph**.

"Il suffit de voir à quel point le commerce international a changé depuis le 'jour de la libération', voilà bientôt un an [lorsque le président américain a annoncé sa nouvelle politique commerciale], poursuit le titre britannique conservateur. L'Europe s'est découplée des États-Unis autant que possible et, dans les secteurs où elle ne le pouvait pas, s'est résolue à faire des concessions. C'est la nouvelle réalité."

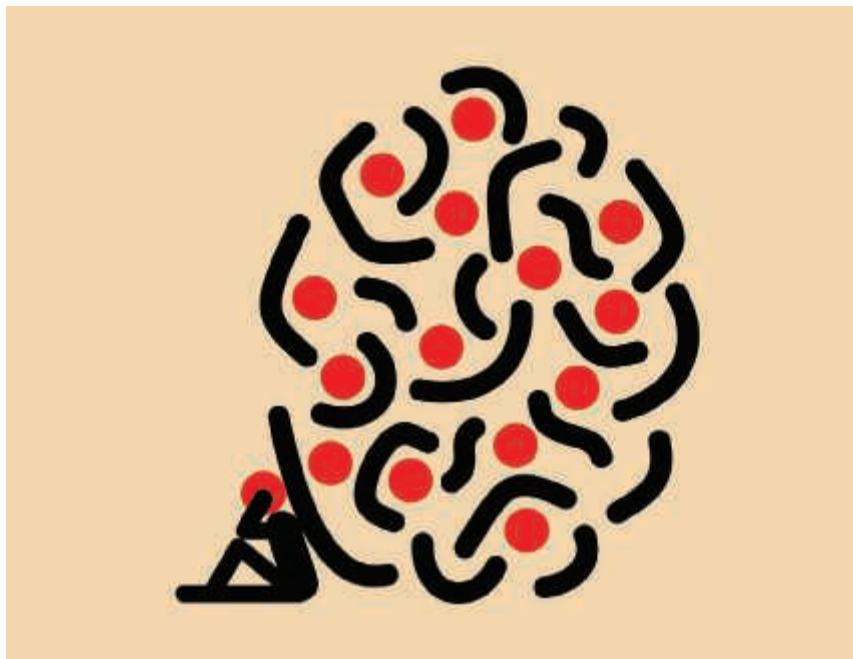
—Courrier international

SCIENCES



Faire taire les acouphènes

Santé. En agissant sur leurs ondes cérébrales, des personnes peuvent reprendre le contrôle sur les bruits fantômes qui leur empoisonnent la vie.



— **Le Temps** (Genève)

Un monde au sein duquel le silence n'existe plus vraiment. À sa place : un sifflement, un bourdonnement ou encore un grésillement qui s'est invité sans prévenir, de manière temporaire ou chronique. Selon une méta-analyse parue en 2022 dans la revue *Jama Neurology*, les acouphènes concernent environ 14 % de la population mondiale, dont un peu plus de 2 % souffrent de formes sévères pouvant amoindrir leur qualité de vie.

“On estime qu'il existe plus de 90 causes pouvant expliquer un acouphène”, relève le professeur Lukas Anshuetz, responsable de la Consultation d'otologie, audiologie et otoneurologie du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV), à Lausanne. Ceux-ci sont, souvent, liés à un endommagement des différentes structures du système auditif, comme les cellules ciliées de la cochlée, qui se dégradent avec le vieillissement ou à la suite d'expositions répétées à des niveaux sonores élevés. Mais d'autres facteurs peuvent également être en cause : des dysfonctionnements mécaniques ou musculaires au niveau de la région craniocervicale, la prise de médicaments ototoxiques (comme certains antibiotiques) ou encore des troubles vasculaires.

Lorsqu'une partie de l'oreille est endommagée, le cerveau fait face à un manque

d'informations sonores, qu'il tente de compenser en générant ses propres signaux interprétés comme des sons réels. Avec le temps, ce mécanisme se fige, le cerveau continue de produire ce bruit même lorsque l'oreille n'est plus en cause, et la chronicité s'installe. “Les acouphènes deviennent alors un phénomène central. Il s'agit d'une perception fantôme, mais qui peut être détectée et mesurée, par exemple à l'aide de l'imagerie fonctionnelle au niveau du cortex auditif”, pointe Lukas Anshuetz.

Signatures cérébrales. Une étude publiée dans la revue *Scientific Reports* en mars 2025, et conduite notamment par Patrick Neff, chercheur en neurosciences auditives à l'université de Zurich, a montré que les personnes souffrant d'acouphènes présentaient des signatures cérébrales spécifiques, notamment une diminution de l'activité des ondes alpha au niveau du cortex auditif. “L'audition n'est pas une simple capture du réel mais le résultat de traitements neuronaux complexes”, détaille Patrick Neff. “C'est pourquoi les acouphènes doivent être compris et traités au niveau cérébral.”

Modifier l'activité cérébrale altérée des personnes souffrant d'acouphènes est justement ce que cherche à faire une nouvelle étude clinique lancée en ce début d'année par Patrick Neff et son équipe, en collaboration avec EPFL + Ecal Lab [une

unité de l'École polytechnique fédérale de Lausanne], l'université de Fribourg et la Haute École spécialisée bernoise. En s'appuyant sur ce que l'on appelle le neurofeedback, l'idée est de fournir à un individu un retour en temps réel sur son activité cérébrale afin de lui permettre de la moduler volontairement. “Nous partons du constat que les profils des patients souffrant d'acouphènes sont très hétérogènes. Notre objectif est donc d'identifier, pour chaque individu, les altérations les plus pertinentes par rapport à un fonctionnement cérébral considéré comme ‘normal’, explique le scientifique. Pour ce faire, nous utilisons l'intelligence artificielle afin de comparer l'activité de chaque patient à celle de personnes sans acouphènes.”

Concrètement, le principe de ce neurofeedback est simple. Installés devant une interface visuelle immersive conçue par l'EPFL + Ecal Lab, les participants n'ont qu'une consigne : se détendre. Grâce à un casque équipé de plusieurs électrodes d'électroencéphalographie, leur activité cérébrale est analysée et immédiatement traduite en images. Un arbre qui pousse ou une forme qui se transforme indique

“Les profils des patients souffrant d'acouphènes sont très hétérogènes.”

Patrick Neff, CHERCHEUR EN NEUROSCIENCES AUDITIVES

que l'activité, notamment des ondes alpha (qui sont associées à un état de relaxation), évolue dans la direction souhaitée au niveau cérébral et se rapproche donc de l'activité cérébrale d'une personne sans acouphènes. L'étude réalisée à Zurich repose sur un protocole incluant 25 participants et comprenant des séances actives ainsi que des séances placebo durant lesquelles l'activité de l'interface visuelle n'est pas réellement corrélée à celle du cerveau.

De précédents travaux s'appuyant sur cette approche ont montré des résultats encourageants, à l'image d'une étude conduite à Genève, qui s'est appuyé sur le neurofeedback en IRM fonctionnelle. Après 15 séances, les participants, interrogés à l'aide d'un questionnaire appelé *Tinnitus Handicap Inventory*, ont noté une amélioration de la qualité de vie ainsi qu'une réduction significative et durable de la gêne liée aux acouphènes mesurés à six mois et à douze mois, comparativement à des séances de thérapies cognitivo-comportementales en groupe.

“Les acouphènes ne relèvent pas uniquement du système auditif”, appuie Christopher Cederroth, professeur associé au Karolinska Institutet et chercheur spécialiste des acouphènes basé à Genève. Ils impliquent aussi des réseaux liés aux émotions, au stress et à l'anxiété. La question sera de savoir dans quelle mesure les effets observés par le

neurofeedback impliquent aussi une action indirecte sur les dimensions non auditives.”

Pour le biologiste, les approches par neurofeedback demeurent complexes à évaluer en essai clinique, notamment en raison d'effets placebo importants difficiles à mesurer. “Parfois une amélioration de la qualité de vie peut déjà survenir du simple fait d'être écouté et suivi médicalement”, souligne-t-il.

Relaxation. “Il ne s'agit pas de promettre une solution miracle”, pointe Patrick Neff. Même si les premiers résultats devaient montrer un effet supérieur au placebo, l'objectif reste une validation rigoureuse, objective et éthique. Dans ce cas, nous pourrions envisager d'intégrer cette approche dans un cadre hospitalier, puis éventuellement dans les recommandations cliniques. Mais le chemin reste long et la prudence demeure de mise.”

Longtemps considérés comme un symptôme mystérieux, les acouphènes font désormais l'objet de recommandations cliniques étayées. Pour l'heure, il n'existe pas de traitement curatif, mais la littérature scientifique s'accorde pour dire qu'il est possible de réduire leur impact sur la vie quotidienne grâce à plusieurs leviers. En la matière, le *gold standard* reste la thérapie cognitivo-comportementale (TCC) individuelle. “C'est le traitement de référence selon les directives européennes”, confirme Christopher Cederroth. Malheureusement, il reste encore trop peu pratiqué en Suisse.”

La TCC est proposée au CHUV comme approche thérapeutique privilégiée. “Concernant les acouphènes, on trouve probablement autant d'opinions différentes que de thérapeutes”, se désole Lukas Anshuetz. D'un point de vue scientifique, seule la TCC présente un vrai bénéfice pour le patient. L'objectif est de collaborer avec le patient pour comprendre la situation dans laquelle il se trouve, l'informer sur la nature des acouphènes et l'aider à gérer différemment la perception de ce bruit fantôme. On met aussi en place des techniques de relaxation et si besoin on propose un support médicamenteux en cas de symptômes associés, comme de l'anxiété ou une dépression.”

Lors d'un acouphène s'accompagnant d'une perte auditive, même légère, les aides auditives ou les implants auditifs font l'objet d'un consensus large. En amplifiant les sons de l'environnement, celles-ci réduisent le contraste avec le bruit perçu, sans pour autant amplifier l'acouphène, qui est un son interne.

Enfin qu'en est-il des bruits bruns ou blancs? “Je recommande aux patients de trouver quelque chose qui leur convient”, explique Lukas Anshuetz. Pour certains cela peut être un bruit blanc, de la musique classique ou encore la télé qui va venir masquer l'acouphène. Il n'y a pas de solution unique.”

— **Sylvie Logean**, publié le 29 janvier

✍ **Dessin de Falco, Cuba.**

ENVIRONNEMENT



En Méditerranée, l'invasion silencieuse du poisson-lézard

Biodiversité. Favorisée par le réchauffement des mers, cette espèce d'origine subtropicale est déjà plus répandue qu'on ne l'imaginait.



—Green & Blue (Rome)

Il y a un envahisseur silencieux en mer Méditerranée. Venu de l'Atlantique, subtropical et autrefois présent de manière sporadique, il semble aujourd'hui y avoir acquis un statut de résident permanent, bien qu'il soit quasiment invisible aux yeux du plus grand nombre. On l'appelle le poisson-lézard, *Synodus synodus* selon son nom scientifique.

Si on le dit invisible, c'est parce qu'il est très discret et vit niché dans les fonds marins. De plus, il ressemble beaucoup à d'autres espèces apparentées, notamment son "cousin" natif de la Méditerranée [la vive], dont il diffère par ses couleurs et quelques caractéristiques morphologiques peu évidentes pour un œil non exercé.

Mais aujourd'hui, pour les biologistes, les doutes sont levés : il s'agit bien d'une espèce qui s'est implantée de manière pérenne

dans la Mare Nostrum. "Ce n'est pas une espèce exogène dans le sens classique, comme les fameux crabes bleus ou la rascasse volante, car elle a étendu spontanément son habitat naturel en tirant un net avantage du changement climatique, notamment de l'augmentation des températures de la mer", explique Antonio Di Franco, chercheur rattaché au Sicily Marine Center de la station zoologique Anton-Dohrn.

Avec l'aide de ses collègues, il a observé 34 individus sur 18 sites différents, situés entre les Cyclades et la Crète, dans les eaux grecques, et la petite île de Linosa, dans l'archipel italien des Pelagie. "La grande majorité des individus étaient des adultes,

"Ce qui est sûr, c'est que l'espèce est présente depuis un certain temps dans la Méditerranée."

Antonio Di Franco, CHERCHEUR

↳ Un spécimen repéré en Espagne. Photo Diego Delso/Wikimedia Commons

un élément clé qui indique la présence de populations structurées et probablement reproductrices, souligne le chercheur. Ce sont des chiffres vérifiés, qui impliquent certainement une diffusion encore plus massive." Il ajoute : "Ce qui est sûr, c'est que l'espèce est présente depuis un certain temps dans la Méditerranée, mais qu'elle n'a pas été reconnue comme telle."

Techniquement, il s'agirait de l'une des espèces néo-indigènes : initialement envahisseuses de la Méditerranée, elles finissent par en devenir des habitantes à part entière – avec la complicité du dérèglement climatique.

Et l'humain n'y est pour rien, du moins, pas directement. Ce sont des espèces, souvent subtropicales, qui profitent de nouvelles

"Nous souhaiterions perfectionner le repérage précoce des espèces exogènes."

Sylvaine Giakoumi, CHERCHEUSE

conditions et du brassage de la biodiversité, en grande partie favorisés par la crise climatique [qui, elle, est bien liée aux activités humaines], pour créer de nouvelles niches écologiques et occuper de nouveaux espaces. Avec quelles retombées sur la biodiversité endémique ? Il est trop tôt pour le savoir.

Les travaux, récemment publiés dans la revue *Mediterranean Marine Science*, mettent par ailleurs en évidence une problématique fondamentale dans l'étude de la biodiversité marine : même dans les mers les plus intensément surveillées, certains changements biologiques peuvent passer sous les radars. "Les environnements marins sont complexes à explorer de manière continue et précise et de nombreuses espèces présentent des comportements énigmatiques, une mobilité réduite ou bien des caractéristiques morphologiques très similaires à celles d'espèces déjà recensées", corroborent les chercheurs.

Souvent, les sciences dites "participatives" ou "citoyennes", viennent en aide au monde de la recherche. Mais cela concerne surtout les espèces facilement reconnaissables, la rascasse volante incarnant naturellement

la situation la plus emblématique. "Le cas du poisson-lézard démontre la nécessité de compléter les signalements spontanés par des programmes de surveillance structurés ainsi que par la présence d'experts directement au large", plaident les scientifiques, qui complètent : "Seule une complémentarité entre observations dispersées et enquêtes scientifiques ciblées peut permettre de saisir ces évolutions de la biodiversité qui, autrement, risquent de rester inaperçues pendant des années."

Outils innovants. D'où, en particulier, la naissance du projet européen CambioMed, qui rassemble des partenaires de cinq pays méditerranéens (l'Espagne, l'Italie, la Croatie, la Grèce et Israël), dans l'objectif d'"harmoniser et d'améliorer les méthodes de surveillance, en valorisant la vaste expérience des programmes nationaux des partenaires, ainsi que l'utilisation d'outils innovants pour l'étude des écosystèmes rocheux de toute la mer Méditerranée".

Sylvaine Giakoumi, chercheuse rattachée au Sicily Marine Center, est la coordinatrice de ce projet : "Avec la définition de protocoles de contrôle standardisés et l'adoption de nouvelles approches méthodologiques, comme l'ADN environnemental, nous souhaiterions perfectionner le repérage précoce des espèces exogènes ou néo-indigènes, comme le poisson-lézard, fournir des informations rapides aux responsables des ressources naturelles et, ainsi, améliorer la gestion de potentielles espèces invasives".

—Pasquale Raicaldo, publié le 24 janvier

SOURCE



GREEN & BLUE

Rome, Italie
greenandblue.it

Depuis 2020, Green & Blue diffuse des actualités, des analyses, des interviews et des enquêtes sur les questions environnementales, notamment la crise climatique. Conçu à l'origine comme une section thématique du journal en ligne *La Repubblica*, ce site d'information spécialisé appartient au groupe Gedi.

SANTÉ

Alzheimer et pollution de l'air

Des travaux parus dans la revue **Plos Medicine** démontrent un lien direct entre l'exposition aux particules fines (PM_{2,5}), émises notamment par les moteurs à combustion des automobiles, et l'apparition de la maladie d'Alzheimer. Jusqu'à présent, on ne connaissait qu'un lien indirect : la pollution atmosphérique augmente le risque d'hypertension artérielle, d'AVC et de dépression, eux-mêmes facteurs de risque reconnus de la démence.

Reposant sur l'analyse de données de santé de 27,8 millions d'Américains âgés d'au moins 65 ans et suivis pendant vingt ans, cette étude "montre que, du point de vue de la prévention de la maladie d'Alzheimer, se débarrasser seulement de maladies [qui sont des facteurs de risque d'Alzheimer] ne suffira pas à résoudre le problème. Nous devons baisser l'exposition aux PM_{2,5}", a expliqué Kyle Steenland, un des auteurs, à **ABC News**.

Le chikungunya peut s'établir en Europe

Ces dernières années, la grande majorité des cas européens de chikungunya étaient des cas importés, c'est-à-dire des voyageurs qui rentraient de pays tropicaux infectés par le virus. Mais d'après une étude publiée dans **Journal of the Royal Society Interface**, l'incubation du virus chikungunya dans les moustiques tigres (*Aedes albopictus*) peut se faire à une température minimale moindre qu'estimé jusqu'à présent, soit entre 13 et 14 °C, et non pas entre 16 et 18 °C. Conséquence : le risque d'être touché par cette maladie tropicale véhiculée par le moustique tigre et caractérisée par de la fièvre et des douleurs articulaires très fortes devient possible "plus de six mois par an en Espagne, au Portugal, en Italie et en Grèce, de trois à cinq mois en Belgique, France, Allemagne, Suisse et dans une douzaine d'autres pays européens", liste **The Guardian**.

360



MAGAZINE

Entretien avec Hartmut Rosa, sociologue • Idées 42
Reuben Kaye, flamboyant • Spectacle 44
Les aventuriers du reliquaire perdu • Histoire . 46



À l'entrée du territoire où évoluent les Hi-Merimã, une communauté indienne isolée, dans le sud de l'État d'Amazonas (Brésil). Toutes les photos datent de novembre 2025. Photos Rogério Assis/Pulitzer Center

SOURCE



FOLHA DE SÃO PAULO

São Paulo, Brésil

Quotidien

folha.com.br

Fondé en 1921, c'est l'un des trois plus grands quotidiens du pays – avec *O Globo*, de Rio, et *O Estado de São Paulo*, son rival

pauliste de toujours. Il appartient au Grupo Folha, qui comprend notamment le portail en ligne UOL et l'institut de sondage Datafolha. Sa ligne éditoriale a fortement évolué au fil des ans. Aujourd'hui conservateur, de centre droit, il s'oppose à la fois à la gauche de Lula et à l'extrême droite de Jair Bolsonaro.

Sur les traces des tribus brésiliennes isolées

Ils décèlent dans la nature la présence de tribus non contactées ou en isolement volontaire. Expédition avec les “indigénistes”, les détectives de l'Amazonie. —*Folha de São Paulo*, extraits [São Paulo]

Dans ce coin d'Amazonie parmi les mieux préservés, la forêt est dense. L'homme qui me précède indique au fur et à mesure un balisage de notre chemin : une *quebrada* [branche pliée] d'un côté de la piste ; plus loin, un signe qui revient en alternance de chaque côté, délimitant le tracé comme le ferait une rambarde. Puis une branche cassée plus ostensiblement nous indique un croisement, et la direction à prendre.

Le guide montre une *tirada* [un morceau d'écorce manquant] sur un *Daphnopsis* [un arbuste à fleurs tubulaires] et une autre sur un *caraiapé* [une espèce d'arbre endémique] et, ça ne fait plus de doute, nous sommes arrivés : ici se trouve le campement laissé par la communauté indienne isolée de Mamoriá Grande, dans la réserve du moyen Purus, qui sera officiellement reconnue en 2026 par la présidence de la Funai, la Fondation brésilienne des peuples indigènes, sous le nom de “Terra indígena Mamoriá Grande”.

Roman fondateur de la littérature brésilienne moderne, *Macounaïma*, de Mário de Andrade [paru en 1928 et

disponible en français aux éditions Cambourakis], commençait par ces mots : “Dans les profondeurs de la forêt vierge.” Sauf que la jungle amazonienne n'existe pas, et qu'il y a des dizaines de milliers d'années que la forêt n'est plus vierge. Avant l'arrivée des Européens, des millions de personnes y vivaient déjà, dont la plupart furent décimées par les épidémies apportées d'Europe dès le premier siècle qui suivit l'arrivée [du navigateur portugais] Pedro Álvares Cabral dans l'actuel État de Bahia [en l'an 1500].

Le balisage des sentiers est une sorte de signalisation routière élaborée. Les *quebradas*, des branches ou des arbustes pliés par une intervention humaine au niveau de la taille d'un adulte, délimitent le chemin comme le ferait une barrière. Les *tiradas*, ce sont les endroits des troncs dont l'écorce a été retirée, pour des usages variés : à partir des *Daphnopsis*, on fabrique de la corde, tandis que les cendres d'écorce de *caraiapé*, mélangées à l'argile, rendent les poteries fabriquées plus solides. Les restes de feux, d'aliments et autres vestiges des campements de chasse font partie des signes que laissent derrière elles les communautés d'indigènes isolées lors de leurs déplacements.

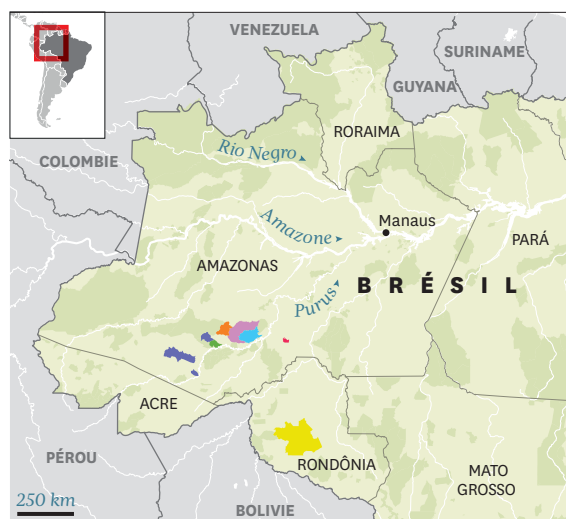


La forêt recèle aussi des signes plus lisibles. La croix en forme de X, faite de flèches ou de branches, interromp la progression de façon impérative : “N’allez pas plus loin, vous n’êtes pas le bienvenu.”

À l’image de notre guide, José Lopes Apurinã, les “indigénistes”, les spécialistes des communautés “indigènes”, en sont souvent issus eux-mêmes : ils décodent sans difficulté tous ces indices, tout comme ils identifient sans mal les traces de pas, qu’elles soient humaines ou animales, et leur ancienneté. Pour eux, tout est porteur de sens. Le tracé de cette piste, ces signes laissés sur les chemins, ces campements que nous découvrons dans le sud de l’État d’Amazonas, dans le bassin moyen du Purus, c’est à la tribu isolée de Mamoriá Grande qu’on les doit.

Les expéditions de suivi comme celles que nous accompagnons se rendent sur les sites fréquentés la saison précédente, puis abandonnés : le campement d’hiver est ainsi visité l’été par la Funai, pour que cette dernière ne croise pas les populations et respecte ainsi leur choix d’isolement. Lors de ces visites, les indigénistes, en vrais Sherlock Holmes de la forêt, parviennent à de nombreuses conclusions sur la taille de la population (grâce au nombre de hamacs, dont les nœuds laissent des marques [sur les troncs]), l’âge des habitants (grands hamacs pour les adultes, petits pour les enfants, et un feu par famille), la culture d’appartenance (reconnaisable aux techniques de tressage et au style des dessins sur les céramiques), les aliments favoris (en fonction des restes de nourriture). Pour autant, il n’est pas possible de connaître leur identité avec certitude. À partir des vestiges des campements, on devine seulement que les individus appartiennent au groupe des langues arawanes, majoritaire dans la région.

Les indigénistes à la tête de notre expédition, Daniel Cangussu et Lucas Mattos, sont coordinateurs des Fronts de protection ethno-environnementale [FPE, Frentes de Proteção Etnoambiental] Madeira et Purus. Daniel Cangussu est l’auteur de *Vestígios da floresta* [“Vestiges de la forêt”, 2024, non traduit], qui cherche à apporter une reconnaissance scientifique aux savoirs traditionnels des *matoqueiros* [fins connaisseurs de la *mata*, la forêt]. La préface est signée [du photographe] Sebastião Salgado [mort en mai 2025], que Daniel Cangussu avait rencontré en 2017 dans cette région du moyen Purus : pour lui, le *matoqueiro* et le photographe font la même chose, produire



Territoires autochtones

- Hi-Merimã
- Jamamadí
- Juma
- Mamoriá Grande
- Suruwahá
- Uru-Eu-Wau-Wau
- Autres peuples

des images des peuples amérindiens. Si le second choisit “quoi révéler parmi d’innombrables images possibles”, le *matoqueiro*, lui, s’emploie à “trouver la présence dans l’absence”.

En août 2021, des employés des FPE Madeira et Purus ont fait état de leur rencontre avec des Amérindiens isolés de Mamoriá Grande. Jair Bolsonaro était au pouvoir, et la direction de la Funai a refusé de reconnaître l’existence de cette communauté, estimant qu’il s’agissait d’individus de l’ethnie déjà connue des Hi-Merimã circulant hors de leurs zones habituelles. Mais, en février 2025, l’indice s’est fait plus péremptoire, car il était humain : un jeune homme visiblement affamé a surgi près de la maison d’un non-indigène. “Il cherchait un village du nom de ‘Bela Rosa’, nous précise Lucas Mattos, du FPE Purus. Nous pensons qu’il cherchait du feu. Il était avec une femme et leur tout jeune enfant. Nous ne savons toujours pas pourquoi eux, précisément, se sont séparés du groupe.”

Le jeune homme s’exprimait dans une langue inconnue, mais ses gestes étaient éloquentes : il avait dans les mains deux petites torches éteintes dont il mettait les extrémités en contact, comme on le fait pour allumer l’une avec l’autre. Quand des non-Indiens ont allumé ses torches à l’aide d’un briquet, il est parti en courant rejoindre sa famille, dans la forêt. Les villageois ont alors appelé la Funai. La scène, filmée par des téléphones portables, peut être vue sur Internet.

Contrairement à ce que l’on pourrait penser, il n’est pas facile de faire du feu pour ces Amérindiens. Dans le sud de l’Amazonas, février est un mois pluvieux, et le jeune homme et sa femme avaient probablement, sans le vouloir, laissé leur feu s’éteindre. Or, quand tout autour dans la nature est mouillé, il est presque impossible de faire du feu. Cela faisait visiblement deux mois que la famille ne se nourrissait plus que d’aliments crus.

Suivie à distance par l’équipe du FPE Purus, la famille continue de vivre seule. Les rares interactions avec eux se font par gestes. La Funai a fait venir à eux plusieurs personnes parlant des langues arawanes. Leur conclusion est que ce couple parle une langue distincte, qui n’est proche ni du suruwahá ni du jamamadí. Même Atxu Marimã, [un employé de la Funai] qui a gardé de son enfance quelques mots de hi-merimã, ne reconnaît pas leur idiome.

“Nul homme n’est une île”, disait le poète anglais John Donne (1572-1631). Il en est cependant qui font le choix de vivre comme de petits archipels, à l’écart de tout continent. Cachés dans des recoins de la forêt, cernés par des fronts pionniers qui se rapprochent sans cesse, beaucoup risquent de mourir sans même avoir été reconnus par l’État brésilien. La Funai reconnaît aujourd’hui 114 peuples isolés. L’existence est confirmée pour 28 d’entre eux,



↑ Né dans une tribu hi-merimã, Atxu Marimã, 44 ans, travaille aujourd’hui pour la Fondation brésilienne des peuples indigènes (Funai).

→ Un ancien campement temporaire des Hi-Merimã, aujourd’hui abandonné.



mais l’on n’a sur les autres que des rudiments d’études ou des informations superficielles.

Le groupe de Mamoriá Grande a vu son existence confirmée en août 2021. Lors d’une expédition de reconnaissance, des employés de la Funai avaient sans le savoir monté leur campement non loin de cette population. En percevant leur présence, les isolés ont commencé à crier et à bouger, si bien que les experts se sont enfuis. Ils sont revenus plus tard étudier les lieux. Depuis 2021, les indigènes reviennent chaque année sur ce camp, en période sèche, et y laissent de nouvelles marques d’usage.

Dans le bassin moyen du Purus vit un autre groupe isolé dont l’existence est confirmée, les Hi-Merimã (autrefois appelés “Marimã”), et dont la terre est officiellement délimitée. Un autre groupe, dit “de contact récent”, les Suruwahá, ou Zuruahã, vit dans un semi-isolement, à huit heures de bateau du poste permanent de la Funai et du Sesai (Secrétariat spécial chargé de la santé indigène) sur leur territoire.

“Presque tous ces peuples sont dans ce que l’on appelle officiellement un ‘isolement volontaire’ : ils n’ignorent nullement



↓ Une quebrada.
Les Hi-Merimã marquent
leurs chemins en pliant
des branches ou des arbustes.



plus difficile d'accès, loin des grands fleuves. Ils vécurent à l'écart près d'un demi-siècle, jusqu'à un contact avec des missionnaires, puis avec la Funai, dans les années 1980. Ils sont aujourd'hui 150.

Les Hi-Merimã, isolés à ce jour, ont vécu une histoire similaire dans la deuxième moitié du xx^e siècle. La mémoire des Jamamadí voisins atteste de relations avec d'autres groupes jusque dans les années 1940, où la tribu comptait un millier d'individus. Ce sont des épidémies et des attaques liées à des conflits fonciers qui les ont fait retourner à leur isolement. Pourtant, certains indices permettent de penser qu'ils ont maintenu des contacts avec des tribus voisines. Employé de la Funai, Atxu Marimã, 44 ans, est le seul survivant d'une famille de 10 personnes qui, à la fin des années 1980, a cherché à entrer en contact avec les habitants de villages riverains. Son père était hi-merimã et parlait une autre langue que sa mère, qui était probablement jamamadí, précise-t-il. Atxu (c'est son nom en hi-merimã) est connu à l'état civil comme "Romerito Marimã". Né dans une tribu d'isolés,

il a une douzaine d'années quand sa famille est victime d'une série de tragédies : son père se fait attaquer par un jaguar, puis sa mère va demander de l'aide à des non-indigènes, et plusieurs membres de la famille meurent de maladies contagieuses.

Tout le monde dormait sur le camp de pêche quand eut lieu l'attaque du félin. "Il y a eu un vacarme terrible. Je pense que le jaguar a eu peur et n'a pas réussi à le tuer. Il a mordu mon père et relâché tout de suite. Il a crié, la bête a lâché. Le cri a réveillé ma mère, et ma tante s'est mise à courir dans tous les sens. Et là, mon père a dit : 'C'était un jaguar ! J'ai vu son sang qui coulait, au niveau de la tête. Le lendemain je suis allé chercher mon frère aîné. On s'est rassemblés autour de mon père en attendant qu'il guérisse. Son état s'est amélioré, mais ensuite il a mangé de la viande de tapir et son état s'est de nouveau dégradé. Ça a été de pire en pire. Il n'y avait plus de solution. Il commençait à sentir mauvais. Alors nous l'avons abandonné."

Sa mère décida d'aller demander de l'aide à des riverains. La famille comptait alors 10 personnes. La mère et la tante attrapèrent immédiatement la grippe. Puis leurs frères. Seuls survécurent quatre enfants, répartis dans des familles non indigènes.

Atxu se souvient encore de mots entendus dans l'enfance : les noms de ses parents, quelques substantifs. C'est lui qui, devenu adulte, a contacté la Funai pour devenir indigéniste. Son but ? Empêcher les isolés de Mamoriá Grande d'attraper les pathologies de non-indigènes. "Mon souhait est de protéger. De prendre soin d'eux. Je ne veux pas qu'il leur arrive ce qui nous est arrivé, à moi et à ma famille, je ne veux pas qu'ils tombent malades. La grippe est un poison quand on ne l'a jamais eue."

Mandéi Juma est l'une des trois dernières représentantes de son peuple. Elle et ses deux sœurs ont perdu leur père, Aruká, du Covid-19, en 2021. Or les Juma, de langue tupi-guarani, sont un peuple de tradition patrilinéaire : la culture se transmet de père en fils. Après des massacres successifs, Aruká était le dernier homme. Ses trois filles se sont mariées avec des membres de l'ethnie Uru-Eu-Wau-Wau, qui parle la même langue. La tradition

voudrait que leurs enfants soient des Uru-Eu-Wau-Wau. Mais la tradition juma n'est pas morte, car plusieurs enfants de cette dernière génération ont décidé d'adopter la culture maternelle et de perpétuer la mémoire et la tradition du grand-père et de la culture juma.

Après la mort de son père, Mandéi a décidé de rejoindre les rangs du FPE de sa région, autour de la commune de Lábrea, dans l'Amazonas. Elle est la seule femme indigéniste, et pour elle aussi sa mission est d'éviter les massacres comme ceux qui ont détruit son peuple. "Depuis que je suis toute petite, nous avons vu que notre peuple pouvait se faire massacrer. On entendait dire que des isolés étaient menacés de vivre la même chose que nous. D'où mon souhait : sauver ces isolés, tout faire pour que leur isolement soit respecté, pour qu'ils ne soient pas massacrés, qu'ils ne disparaissent pas."

La mémoire des Juma est une longue histoire de massacres. Au xviii^e siècle encore, ils étaient près de 15 000. Mais, tout au long du xx^e siècle, ils ont dû faire face à divers "fronts pionniers" et ont subi des attaques incessantes. "Mon père a vécu non pas un massacre, non pas deux, mais de multiples massacres. Il nous les a racontés. Lors de la dernière attaque, des chasseurs blancs l'ont poursuivi jusqu'au hameau en tuant tous ceux qu'ils croisaient." C'était en 1964 ; il n'y eut que 7 survivants. Réduits à un noyau familial, les Juma vivent la fin de leur ethnie. Mandéi, elle, s'emploie à protéger d'autres traditions.

— **Leão Serva,**
publié le 3 janvier

Cet article a été réalisé avec le support du Pulitzer Center's Tropical Forest Research Network.

Document

Des images inédites des Mashco Piro

Armés d'arcs et de flèches, nus, ils sortent de la jungle pour s'approcher d'une rivière. Une pirogue remplie de bananes est poussée vers eux par un membre de l'organisation Junglekeepers, resté en retrait afin d'éviter tout contact physique. Ils baissent leurs armes et se jettent sur la cargaison, affamés. Ces images inédites d'une rencontre en 2024 avec les Mashco Piro, la plus grande tribu isolée du monde, ont été diffusées en janvier par Paul Rosolie, spécialiste américain de l'Amazonie. Si elles ont fasciné le monde entier, elles sont inquiétantes. "Ce peuple est confronté à une escalade des menaces dans la forêt qui sépare le Pérou et le Brésil", rappelle **O Globo**. Déforestation, sécheresses prolongées et incendies "réduisent leurs ressources alimentaires et perturbent leurs déplacements traditionnels", poursuit le quotidien brésilien. Selon l'ONG Survival International, le peuple des Mashco Piro compterait environ 750 personnes. Ils ont choisi l'isolement après avoir été victimes d'exactions et réduits en esclavage, comme d'autres peuples autochtones d'Amazonie occidentale, durant la "fièvre du caoutchouc" des années 1880. Ceux qui ont pu s'échapper ont disparu dans les profondeurs de la forêt.

l'existence d'autres sociétés, mais ils refusent toute interaction substantielle avec elles, et en particulier avec les "Blancs", écrit l'anthropologue Eduardo Viveiros de Castro dans la présentation du livre *Cercos e resistências* ["Sièges et résistances", 2019, non traduit].

Le spécialiste Daniel Cangussu préfère, lui, utiliser le terme "réfugiés". Aujourd'hui à la tête du FPE Madeira, il explique que cet isolement dans les zones les plus reculées de la forêt est une réaction à des massacres et à des persécutions. "Il est essentiel d'en finir avec des erreurs qui perdurent sur les peuples isolés d'Amérique du Sud. Ce ne sont pas des individus ni des communautés coincés dans un passé perdu, ignorants de l'existence des non-indigènes. Les peuples isolés sont de fins connaisseurs des non-indigènes, et ils ont vécu, voire vivent encore, des moments de contact intense."

Les deux groupes du moyen Purus sont caractérisés par la même volonté d'isolement : les Suruwahá, dont la mémoire historique s'appuie sur des récits détaillés, agrémentés de noms et de dates, racontent avoir subi plusieurs massacres entre la fin du xix^e siècle et le début du xx^e. Les survivants cherchèrent refuge dans un hameau



— Der Spiegel, extraits (Hambourg)

DER SPIEGEL : Hartmut Rosa, dans votre nouveau livre, vous dévoilez votre amour profond du football. Qu'est-ce qui vous fascine dans ce sport ?

HARTMUT ROSA : Le côté incontrôlable. Avec un pied, on ne maîtrise le ballon que dans une certaine mesure, même les plus grands joueurs ne le contrôlent jamais totalement. Le hasard joue un grand rôle.

Votre fascination tient-elle aux ratés ?
À la rencontre entre le grand art et les ratés. Et je regarde avec circonspection la mécanique bien huilée de certaines équipes professionnelles, si parfaite qu'elle peut donner l'impression que les joueurs ne font plus qu'exécuter des techniques qu'ils ont apprises. Qu'au lieu de jouer un match, ils appliquent des techniques. L'arbitrage vidéo aussi me laisse circonspect.

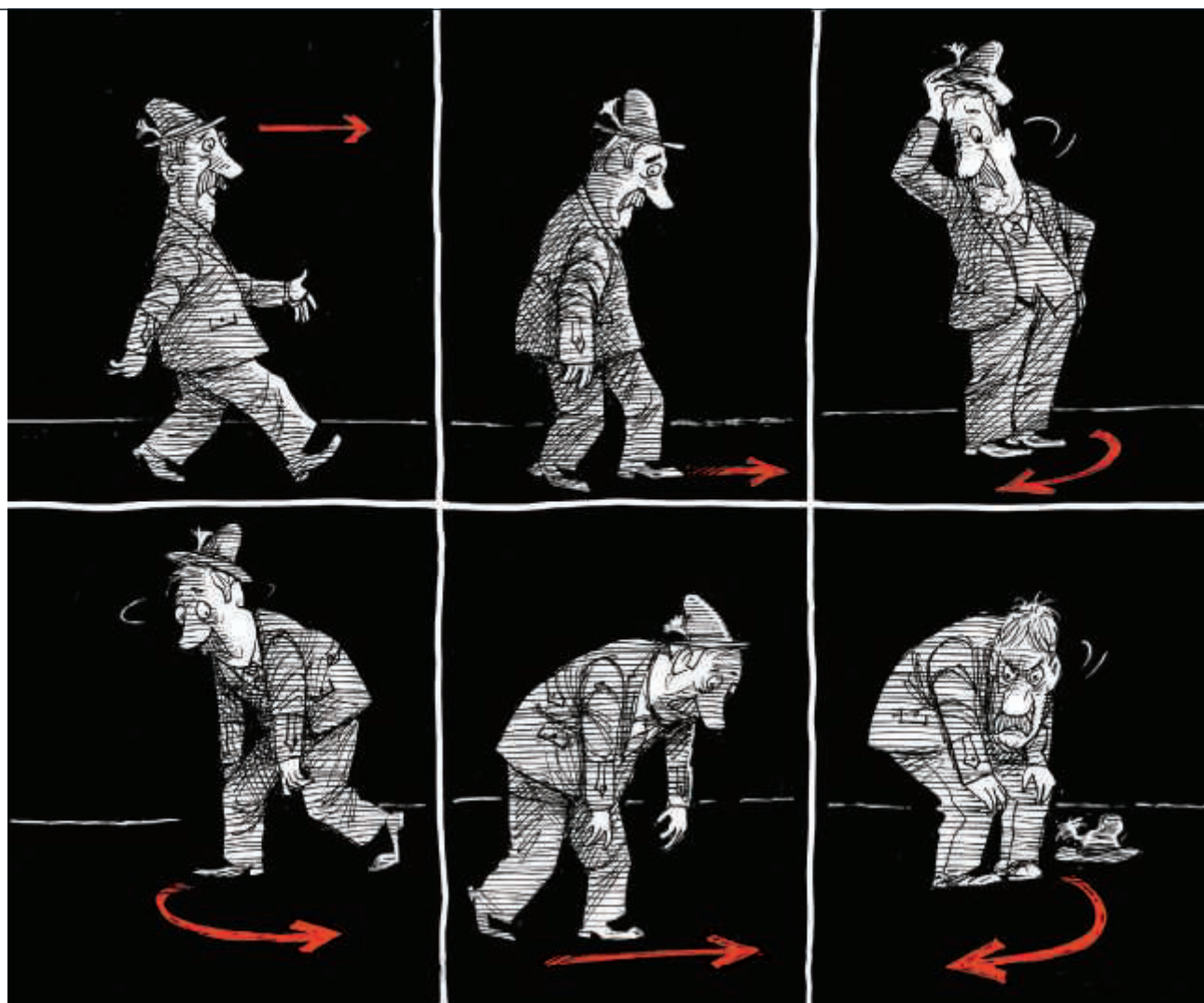
Pourquoi ?

Comme beaucoup de supporters, je trouve dommage que les joueurs, mais aussi les spectateurs dans le stade, aient arrêté de laisser éclater leur joie librement. Maintenant, on attend presque toujours de voir si quelqu'un de ce fichu centre d'arbitrage vidéo, à Cologne [dans le cas de la Bundesliga], ne va pas trouver quelque chose à redire. Il n'y a plus ce phénomène d'effervescence collective que le sociologue français Émile Durkheim a si bien décrit : une explosion éruptive de l'ensemble du stade. Mais, au fond, si je n'aime pas l'arbitrage vidéo, c'est parce que je n'aime pas les règles rigides, qui ne laissent aucune place au jeu.

L'assistance vidéo rend le jeu plus juste. Vous trouvez ? Je vais vous raconter une anecdote. Je suis supporter du SC Fribourg. L'avant-dernier jour de la saison 2022-2023, mon club affrontait le VfL Wolfsburg. À la 70^e minute, l'ambiance était électrique car Nils Petersen, qui est une légende dans la région [de Fribourg], entrait sur le terrain pour la toute dernière fois de sa carrière. Il a marqué un but puis, juste avant la fin du match, un second – un but de la tête, magnifique. Une fin rêvée pour une si grande carrière. Personne ne protestait : de toute façon, le match était déjà plié. C'est là que l'assistance vidéo est intervenue : bien avant le but de Petersen, il y avait eu un infime contact entre deux joueurs en milieu de terrain, et un examen très méticuleux des images montrait qu'il s'agissait d'une faute. Quelle douche froide ! Cela aurait-il vraiment été injuste de valider ce but ?

Cela n'aurait pas été conforme aux règles.

Je me méfie toujours de ces critères absolus censés garantir des vérités



“Nous avons perdu la capacité d'agir”

Le grand sociologue Hartmut Rosa vient de publier, en allemand, l'ouvrage *Situation und Konstellation*, dans lequel il critique l'importance croissante des normes, des directives et des algorithmes. Rencontre.

universelles. Ce qui m'importe, c'est de trouver ce qui est juste dans telle ou telle situation concrète. Et selon cette logique, le but de Petersen aurait dû être comptabilisé. Car la situation, c'est aussi le score, l'atmosphère du stade et toute l'histoire de Nils Petersen. Avant, dans un match, les décisions n'étaient pas totalement rigides, il restait une petite marge de négociation entre les joueurs, les spectateurs et les arbitres. Le système d'arbitrage vidéo occulte la situation. Il ne prend en considération que la constellation [entendue comme un ensemble de données en lien avec la situation] : le ralenti, les arrêts sur image. Puis il applique les règles.

Dans votre livre, vous affirmez que l'assistance vidéo à l'arbitrage est un symptôme. De quoi, exactement ?

L'être humain est prisonnier de directives et de formulaires, d'algorithmes et d'applications qui lui dictent sa conduite. Tout cela apporte une prévisibilité et une fiabilité, la certitude d'être dans les clous juridiquement, et les tâches de planification s'en trouvent facilitées, certes, mais cela a aussi un prix. Dans notre modernité tardive, le sujet prend de plus en plus rarement de décisions en interprétant et en évaluant les situations complexes concrètes en fonction de son expérience et de critères moraux. Il se trouve face à [ce que j'appelle] des constellations et

exécute des protocoles. Il n'agit plus au vrai sens du terme. Sa marge de manœuvre se réduit de plus en plus. En conséquence, il se perçoit comme un être impuissant – et il perçoit les autres comme des êtres impuissants.

Quelle est la différence entre une situation et une constellation ?

Une situation est un ensemble complexe de faits et d'actions aux limites flottantes. Le but de Nils Petersen doit-il être pris en compte en fonction de sa situation ? Pour les fans, oui, sans aucun doute : elle influence la façon dont ils perçoivent ce but. En revanche, une constellation se compose de points distincts clairement identifiables : c'est une situation décomposée en éléments. Or une situation ne peut être entièrement réduite à ses composantes. On perd toujours quelque chose en route.

La situation, c'est une réalité vivante ; la constellation, un schéma artificiel ?

Une constellation est une réalité réduite, figée. Dans le domaine du droit, on est obligé de penser du point de vue des constellations. Par exemple, une personne qui roule à 60 au lieu de 50 en ville dépasse de 10 km/h la limite autorisée. La raison pour laquelle elle roule trop vite n'entre pas en considération – cela fait partie de la situation.

La rationalité bureaucratique – qui fait abstraction des cas particuliers – se

✎ *Dessin de Pismestrovic paru dans Kleine Zeitung, Vienne.*

trouve à la base de la justice, et même de l'émancipation humaine et de l'individualité moderne.

Soit, mais les constellations nous excluent en tant qu'individus agissants. Et, à présent, les individus ont le plus grand mal à développer leur faculté de jugement. Le sens du discernement et la finesse deviennent inutiles dans un monde qui dicte à chacun ce qu'il doit faire jusque dans le moindre détail. En conséquence, nous ne nous considérons plus les uns les autres comme des personnes agissantes, comme des acteurs moraux responsables de leurs actes. Lorsqu'une personne n'est pas d'accord avec une décision, elle ne trouve plus personne à qui adresser sa colère, elle ne peut que blâmer les règles. Rien d'étonnant, donc, à ce que la colère enfle.

Avez-vous une situation concrète en tête?

Il y a quelque temps, je suis allé au ski, j'avais acheté à l'avance un forfait en ligne, mais je m'étais trompé de date. Lorsque je suis arrivé au guichet, la caissière aurait bien voulu m'aider, or elle ne le pouvait pas. Elle ne pouvait pas annuler mon forfait, ni l'échanger ni même me vendre un autre forfait au prix que j'avais payé en ligne. Pour moi, c'était contrariant, évidemment, mais j'avais surtout de la peine pour cette femme. Elle était dépossédée de tout pouvoir, elle ne pouvait rien faire, elle faisait un *bullshit job*. Même à l'université, les marges de manœuvre s'amenuisent.

Enseigner à l'université est-il devenu un "bullshit job"?

La crise des *bullshit jobs* touche tous les secteurs. De plus en plus de personnes ont le sentiment, dans leur vie professionnelle, de n'être plus que des "exécutants". Il y a quelques années encore, quand mes étudiants devaient me rendre des travaux, j'avais la liberté de décider moi-même de la rigueur avec laquelle je sanctionnais ou non les retards. Je disposais d'une marge de manœuvre. Aujourd'hui, les notes doivent être saisies dans un système électronique avant la date butoir, point barre.

Mais les marges de manœuvre peuvent aussi donner lieu à des abus.

Bien sûr. Un jour, dans un séminaire, une étudiante m'a dit : "Les puissants veulent des marges de manœuvre. Les impuissants, non, parce qu'elles sont toujours utilisées à leurs dépens." À l'origine, l'idée de privilégier la prise de décisions à partir de constellations visait à l'émancipation des individus, c'était une promesse d'équité, d'impartialité, de justice. Mais n'y a-t-il pas un problème lorsque même les puissants, ayant eux-mêmes les mains liées, ne peuvent plus agir en faveur des impuissants?

Votre théorie de la modernité serait-elle, au fond, une philosophie de vie?

Tout à fait ! Les êtres humains sont heureux lorsqu'ils se trouvent dans une situation dans laquelle ils peuvent agir, lorsqu'ils peuvent mobiliser leur capacité de jugement, leur sens du discernement et leur sensibilité. Ils sont malheureux lorsqu'ils n'ont aucune marge de manœuvre, qu'ils ne font qu'exécuter, qu'ils deviennent les organes exécutifs de règles bureaucratiques ou les agents d'algorithmes. Vivre, c'est agir ! C'est-à-dire réagir à des situations – et non exécuter des programmes.

L'individu moderne a mis en place des règles et des techniques constellatives pour se libérer et pouvoir agir de façon autonome. De facto, c'est l'inverse qui se produit. Au sein des différents systèmes, l'individu n'a plus la capacité d'agir. Il perçoit son individualité et ses émotions au mieux comme insignifiantes, au pire comme des éléments perturbateurs. Elles l'empêchent d'exécuter correctement les instructions conçues pour être optimales.

Or les émotions sont ce qui nous apporte l'énergie d'agir. Si, dans nos activités constellatives quotidiennes, nous devons oblitérer ces émotions, il ne faut donc pas s'étonner que le burn-out soit aujourd'hui une maladie de société : nous n'avons plus l'énergie d'agir. C'est pour cette raison que je plaide pour une nouvelle culture de la confiance en l'individu et en ses capacités.

La société moderne doit donc, au nom même de la raison, brider le rationalisme moderne?

Nous devrions, au nom de la raison, nous garder de fragmenter les situations en constellations, qu'elles soient bureaucratiques ou techniques. Ce n'est qu'ainsi que nous conserverons notre capacité d'agir. Et notre humanité. L'idée que les constellations puissent tout régler est une illusion de l'Occident moderne. Elle n'est pas rationnelle. Au contraire, elle a accouché d'irrationalités monstrueuses. D'ailleurs, le constellationisme ne contribue-t-il pas au succès de Trump?

Vous dépeignez Trump comme une idole de l'action débridée?

En effet. Ses partisans le voient comme un homme qui agit, un fonceur. L'exigence de contrôle de nos sociétés modernes, notamment par le biais de constellations, a provoqué un grand sentiment d'impuissance, un sentiment auquel Trump semble apporter une réponse. Il ne demande pas de règles pour agir, ni d'instructions ni d'accords. Il agit. Point.

Cette thèse n'est pas sans évoquer les travaux des [chercheurs en sciences

Bio
HARTMUT ROSA



Né en 1965, ce sociologue et philosophe fait partie des intellectuels allemands les plus influents de ce début de XXI^e siècle. Il dirige actuellement le Max-Weber Kolleg d'Erfurt et est professeur à l'université Friedrich-Schiller d'Iéna. Il s'est notamment fait connaître avec l'ouvrage *Accélération* (2013, éd. La Découverte) qui s'intéresse à la temporalité de nos sociétés modernes. Une traduction en français de *Situation und Konstellation* est annoncée pour août 2027 (même éditeur).

sociales allemands] Carolin Amlinger et Oliver Nachtwey, selon qui l'hyper-réglementation de notre quotidien est l'une des causes du "désir de destruction" des droites actuelles.

Oui. Aux États-Unis, par exemple, le département de l'Efficacité gouvernementale [Doge] a voulu opérer un grand nettoyage de l'appareil bureaucratique, et faire table rase de toutes les règles de décence morale et de conduite politique. Donald Trump, Elon Musk, Javier Milei (en Argentine) et bien d'autres incarnent la promesse de reconquête d'une capacité d'action. Qu'ils abusent éhontément de cette capacité d'action est une autre histoire.

En mécanique, le "jeu" est un espace entre deux pièces qui permet un léger mouvement. Lorsqu'il y a du jeu, cela signifie qu'une pièce a encore une certaine liberté de mouvement, qu'elle n'est pas totalement fixe. Certaines choses ont précisément besoin de ce jeu pour pouvoir réagir à ce qui passe. C'est le cas d'une porte, qui doit avoir du jeu pour ne pas se bloquer lorsque le bois se dilate sous l'effet de la chaleur. Et c'est ce jeu que je trouve important. Ce qui dérange certaines personnes dans le discours actuel sur les genres, d'ailleurs, c'est qu'il n'y a plus de jeu.

Vous voulez dire que la liberté dans le domaine des identités et des modèles de vie a progressé, mais qu'elle a pratiquement disparu dans les discours? Peut-être. Sur les questions de sexualité, la plupart des gens sont bien plus tolérants qu'autrefois. [Le sociologue allemand] Steffen Mau et ses collègues l'ont clairement montré dans leur ouvrage *Triggerpunkte* ["Points de crispation", écrit avec Thomas Lux et Linus Westheuser, inédit en français]. Ce qui fait vriller les gens, ce sont toutes ces règles, par exemple celles de l'écriture inclusive : astérisque ou deux-points? Qu'a-t-on le droit de dire ou

non? Ce qui les énerve, en fin de compte, c'est peut-être que l'on cherche à leur faire adopter des schémas constellatifs dans des situations complexes.

Aujourd'hui, beaucoup de gens semblent réfractaires à l'ambiguïté et aux contradictions. Cela tient-il au constellationisme? Ou, au contraire, le constellationisme est-il une réponse à notre moindre tolérance à l'ambiguïté? Je crois que cette intolérance et le constellationisme s'amplifient mutuellement dans un effet boule de neige. Si on ne nous propose plus que des constellations, un jour ou l'autre, nous ne sommes plus capables de nuances. Et ce manque de tolérance à l'ambiguïté et à la nuance marque aujourd'hui de nombreux débats politiques.

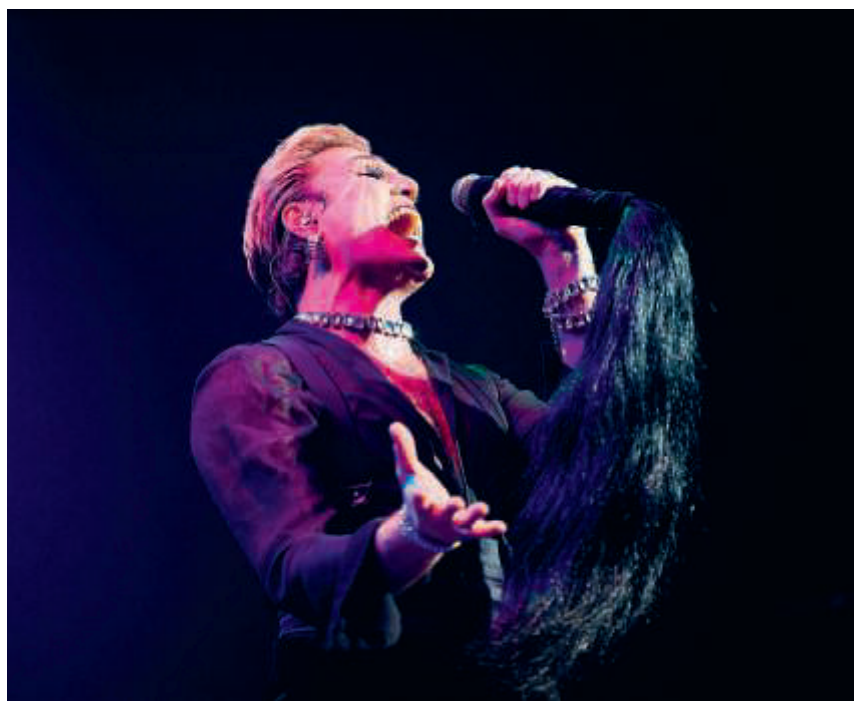
Qu'est-ce à dire? Nous parlons de moins en moins de situations concrètes et de plus en plus d'options constellatives : des missiles pour l'Ukraine, oui ou non? Un quota de réfugiés, oui ou non? La fin des moteurs thermiques, oui ou non? Beaucoup trop de débats sont posés de la sorte. Et, souvent, les problèmes concrets qui se trouvent derrière sont totalement perdus de vue.

Face à des problèmes complexes et abstraits, le monde politique doit prendre des mesures spécifiques concrètes. N'est-il alors pas normal que les débats se focalisent sur ces mesures?

Oui, il est nécessaire de décomposer une situation complexe en plusieurs éléments pour pouvoir prendre des mesures ciblées – le fait est que la politique façonne la réalité en élaborant de nouvelles lois. Mais lorsque les discussions adoptent d'emblée une logique purement constellative, c'est désastreux. D'une part parce que cela conduit à des débats creux. D'autre part parce qu'il existe parfois une opposition insurmontable entre ce qui est correct théoriquement, d'un point de vue constellatif, et ce qui est approprié concrètement, si l'on considère la situation.

Par exemple, avant les élections fédérales, on n'a cessé de demander au [dirigeant chrétien-démocrate allemand] Friedrich Merz s'il excluait de contracter de nouvelles dettes ou bien d'augmenter les impôts. Les journalistes l'ont enfermé dans une logique constellative et il s'est lui-même laissé avoir. À présent, il passe pour un menteur. Les situations concrètes sont bien plus complexes que les constellations rigides. Vous avez remarqué? Jamais je n'aurais cru le faire un jour, mais je suis en train de défendre un chancelier de la CDU!

— **Propos recueillis par Tobias Becker,** publié le 10 janvier



Reuben Kaye et ses flamboyants numéros

C'est au Royaume-Uni qu'il a découvert l'univers du cabaret. Reuben Kaye est actuellement en tournée dans son pays natal, l'Australie, avec pas moins de trois spectacles queers empruntant au stand-up, à la chanson et à la performance drag.

—The Sydney Morning Herald, extraits (Sydney)

L'artiste de cabaret Reuben Kaye s'est fait connaître pour son art du travestissement, mais aussi pour son travail artistique qui mélange et bouscule les genres, il nous a donc paru logique de lui demander quel pronom il préférerait voir employé dans notre article pour le décrire. "Écrivez que je suis talentueux", répond-il, pince-sans-rire. Comme Oscar Wilde, il n'a apparemment rien d'autre à déclarer que son génie. "C'est sûr que je devrais peut-être réfléchir à la question, poursuit-il. Je pourrais changer de pronom, mais j'arrive déjà à peine à me souvenir d'un nouveau mot de passe. En tant que personne queer, ce sont si souvent les autres qui décident qui nous sommes que j'ai fini par me dire que les définitions n'étaient pas pour moi. Je me contente de faire ce que j'ai à faire."

Kaye est partout en ce moment [dans les théâtres australiens, voir encadré ci-contre], avec ses reprises très théâtrales de

chansons populaires et un numéro comique très osé. Actif sur le circuit du stand-up et du cabaret, et après avoir récemment effectué une tournée avec la dernière production de *Jesus Christ Superstar* où son roi Hérode volait la vedette à Jésus, Kaye [était le 16 janvier] au Sydney Festival avec son spectacle *Engorged* [titre qu'on pourrait traduire par "turgescence"]. Accompagné d'un orchestre de 12 musiciens dans la grande salle de l'Opéra de Sydney, Kaye [a offert] un spectacle haut en couleur avec des numéros [sur des chansons] comme *I Am a Photograph* d'Amanda Lear et *Dude (Looks Like a Lady)* d'Aerosmith.

Kaye a inauguré ce spectacle [en 2023] avec son collaborateur de longue date, Shanon Whitelock, au Festival de cabaret

“Quand une certaine catégorie de personnes sort de ses gonds, c'est qu'on fait du bon boulot.”

Reuben Kaye

d'Adélaïde, dont il prendra les rênes en tant que directeur artistique en juin.

Pour lui, le cabaret est avant tout transgressif, aussi bien sur la forme que sur le fond. Il se décline à l'infini et ne s'arrête pas à un simple récital consistant à "chanter du Sondheim assis sur un tabouret", plaisante-t-il [en référence à Stephen Sondheim (1930-2021), une légende de la comédie musicale américaine, parolier entre autres de *West Side Story*]. "Le cabaret, c'est un peu comme une pie voleuse qui prendrait à droite et à gauche ce qui l'intéresse dans les arts de la scène, et c'est pour cette raison qu'il est d'emblée transgressif, parce qu'il casse tous les codes." Il poursuit : "Il est transgressif parce que, par nature, c'est une forme d'art très politique. Il reconfigure le monde à travers son prisme queer décalé, il confisque le pouvoir à ceux qui en ont trop et remet à leur juste place les voix marginalisées – c'est pour cela qu'il fait partie du 'demi-monde', de l'underground."

Aucune règle. D'autres genres musicaux s'inspirent eux aussi du cabaret pour se donner une touche avant-gardiste ou créer une rupture de rythme, par exemple quand un acteur sort de son personnage pour s'adresser au public. "Maintenant, et c'est nouveau, toutes les comédies musicales ont un passage où les acteurs s'adressent au public et cassent le quatrième mur, ou alors un deuxième acte qui s'ouvre sur un numéro de cabaret. Disney fait ça tout le temps, poursuit Kaye. Et si ce n'est pas l'esthétique du cabaret qui est recherchée, c'est au moins sa manière de faire, parce que le cabaret ne suit aucune règle."

Personne ne risque de reprocher à Kaye de rester dans les clous. En 2023, une de ses blagues sur Jésus à la télévision australienne avait fait scandale. Il ne fait pas pour autant son autocritique : "Quand une certaine catégorie de personnes sort de ses gonds, c'est la preuve qu'on fait du bon boulot."

Reuben Kaye a plus que mérité ses galons d'artiste de cabaret. Il a grandi à Melbourne dans une famille d'artistes, même si sa mère a essayé de le décourager de s'engager dans cette voie. "Il n'y a jamais eu aucun doute sur le fait que je deviendrais artiste, même si mes parents ont essayé de m'en dissuader. Ma mère me disait : 'Fais-moi plaisir s'il te plaît, pour quoi tu ne ferais pas plombier, comptable ou entrepreneur de pompes funèbres ? Au moins tu auras toujours du boulot.'"

Après des études au Victorian College of the Arts, Kaye n'a pas trouvé de travail en Australie et il a alors déménagé à Londres, où il a connu ses premiers succès. Grâce à un rôle dans *Iolanthe* de Gilbert et Sullivan [un opéra-comique datant de 1882], et sa participation à la tournée européenne d'*Evita* [la comédie musicale de Broadway], il a découvert le milieu des cabarets londoniens, où il s'est

En janvier, Reuben Kaye a ravi l'Opéra de Sydney avec son spectacle *Engorged*.

Photo Claudio Raschella

Agenda

SUR LES ROUTES D'AUSTRALIE

●●● À la fin du mois de janvier, Reuben Kaye a lancé à Perth son nouveau spectacle, *Hard to Swallow* ("Difficile à avaler"). Il combine à nouveau chanson et comédie pour parler de l'actualité brûlante – et donnera des représentations dans toute l'Australie jusqu'en mai. En parallèle, il propose des dates jusqu'au printemps pour un autre spectacle de cabaret, *The Kaye Hole* ("Le Trou de Kaye", un jeu de mots avec l'expression signifiant "trou de serrure" en anglais), créé en 2023 et que l'édition de Melbourne de **Time Out** avait adoré à l'époque, vantant "un cocktail irrésistible, à la fois doux, épique et sexy", et un spectacle "plein de trouvailles hilarantes". La représentation d'*Engorged* à l'Opéra de Sydney, le 16 janvier, venait (provisoirement?) conclure la tournée australienne de ce spectacle, également créé en 2023 et actualisé avec quelques chansons supplémentaires. **The Scoop** avait pu assister à une représentation à Brisbane, en novembre 2025. "Reuben est charmeur, vif et provocateur. Il a l'énergie et la joie contagieuses, on ressort de son spectacle gonflé à bloc", décrivait le site australien.

mis à se produire et à assurer la direction artistique, notamment au célèbre Café de Paris, dans le West End [le quartier des théâtres de la capitale britannique]. "J'y suis resté cinq ans en résidence. Ce que j'adorais à Londres, c'était de pouvoir découvrir des salles chargées d'histoire qui s'inscrivaient dans la continuité directe de ce que je faisais en tant qu'artiste."

C'est dans *Engorged*, armé de faux cils démesurés et de talons tout aussi impressionnants, que Kaye a créé le cabaret qui est le plus à son image. "Bizarrement, je me livre beaucoup plus que d'habitude dans ce spectacle. C'est parce que la musique me porte vraiment et que je suis ravi de pouvoir chanter et discuter avec le public. Je crois que j'y montre une version de Reuben Kaye légèrement différente, mais je ne renie pas pour autant l'autre Reuben, qui reste toujours cette grande gueule, dévergondée et militante."

Les amateurs de Sondheim sur tabouret peuvent passer leur chemin.

—Matthew Westwood, publié le 9 janvier



Abonnez-vous et retrouvez :

- Le magazine papier livré chez vous chaque semaine
- L'accès en illimité à tous les contenus du site et de l'application : articles, vidéos, stories, chroniques, archives...
- Le Réveil Courrier, chaque matin un résumé de l'actualité du jour
- Les newsletters abonnés



Scannez ce code QR

ou rendez-vous sur :
www.courrierinternational.com/abos/2026/auto2



Courrier international

Les aventuriers du reliquaire perdu

xx^e siècle — République tchèque

Comment un homme d'affaires américain, un noble autrichien et des policiers tchécoslovaques se sont lancés sur les traces d'un trésor médiéval disparu. Un véritable thriller.

—Die Welt, extraits (Berlin)

En 1984, la situation économique est déjà désastreuse en Tchécoslovaquie socialiste quand un citoyen américain se présente au consulat tchécoslovaque de Vienne. À l'époque âgé de 46 ans, l'homme d'affaires Danny Douglas propose aux autorités un arrangement aussi étrange que douteux : pour la somme de 250 000 dollars, il dit vouloir exporter de Tchécoslovaquie un objet d'art dont il ne définit pas la nature. Un objet, affirme-t-il, que personne ne cherche et qui ne manquera à personne.

En pleine crise des euromissiles entre l'Est et l'Ouest, les autorités tchécoslovaques se montrent intéressées. Par l'argent, mais aussi par le mystérieux objet. Une unité spéciale de la police est discrètement lancée sur la piste de quelque chose dont personne n'a signalé la disparition.

Tandis que les négociations se poursuivent, Douglas s'efforce de donner le moins d'indices possible sur ce qu'il convoite. En Tchécoslovaquie, on l'oriente vers une entreprise d'État qui s'occupe du commerce des arts. À la table des discussions, de prétendus historiens de l'art ou fonctionnaires du ministère des Finances sont toujours présents – en réalité, ce sont des membres de l'unité spéciale. Le refus de l'Américain de fournir de plus amples détails sur l'objet éveille les soupçons des policiers. Il doit s'agir de quelque chose de très important !

L'affaire traîne en longueur. Pendant quatorze mois, les enquêteurs sous couverture cherchent quelque chose sans vraiment savoir quoi. Mais, au cours des négociations, Danny Douglas finit par lâcher un ou deux détails. Comme le fait que l'objet aurait été enterré à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et que depuis personne n'aurait touché à sa cachette. L'unité de la police remonte cette piste jusqu'à des nobles déposés en 1945 et qui, pour la plupart, auraient quitté le pays. Par ailleurs, Douglas doit promettre de déterrer l'objet en compagnie d'experts locaux et avec l'aide d'outils spéciaux.



Par conséquent, il s'agit de quelque chose "de grand". Les enquêteurs continuent à progresser, à tâtons. Jusqu'à ce qu'ils obtiennent une autre pièce du puzzle, décisive.

On est désormais en 1985, à l'automne. Et il convient de s'entendre sur un lieu pour entamer les fouilles. Douglas propose un rendez-vous à Karlovy Vary, ville censée être proche de la cachette. La police n'a que peu de temps pour agir. Les travaux d'excavation doivent bientôt commencer. Mais où ? Peut-être sur les domaines expropriés de grandes familles de la région, comme le château de Becov, lequel appartenait auparavant aux Beaufort-Spontin, famille noble qui descend du chambellan de l'empereur François II ?

Les enquêteurs s'adressent alors à Dagmar Hejdova (1920-2009), médiéviste et historienne de l'art. C'est elle qui prend une décision cruciale : elle se plonge dans un inventaire des monuments artistiques réalisé en 1932 sur le territoire tchèque. "Et c'est là que, soudain, je l'ai vue, je l'ai contemplée." La chasse de Saint-Maur, un reliquaire en or d'environ 1,4 mètre de longueur créé

Pendant quatorze mois, les enquêteurs sous couverture cherchent quelque chose sans vraiment savoir quoi.

entre 1225 et 1230 dans la région entre le Rhin et la Meuse, dans le style des orfèvres de Cologne. Elle recelait les reliques attribuées aux martyrs du III^e siècle Maur, Timothée et Apollinaire.

Il est probable qu'une version plus ancienne de l'œuvre ait été acquise au XI^e siècle par l'évêque de Cambrai, qui en aurait fait don au monastère bénédictin de Florennes, en Wallonie. Ses héritiers auraient payé les travaux pour que l'ossature en bois du reliquaire soit recouverte d'or et ornée de pierres précieuses, de reliefs, de statues et d'émaux. Après la dissolution de l'abbaye et sa destruction pendant la Révolution française,

Alfred de Beaufort-Spontin, seigneur du château de Florennes, l'acquiert à son tour, en 1838. Un demi-siècle plus tard, le reliquaire est transféré à Becov, en Bohême occidentale, où la famille possède également un château. Après une exposition d'artisanat à Bruxelles en 1885, personne ne le reverra pendant un siècle. À l'exception de la famille, qui le dissimule en 1945 avant de fuir la Bohême occidentale, sans doute avec l'intention de le récupérer plus tard.

Armés de détecteurs de métaux et de pelles, les membres de l'unité spéciale se mettent à creuser à Becov. Jusqu'à ce que, dans la nuit du 5 novembre 1985, sous la chapelle gothique du château, les chercheurs d'or tombent sur le reliquaire de Saint-Maur. Lequel ne sera évidemment jamais remis à Danny Douglas. L'objet, qui a souffert de ses quarante années passées dans le sous-sol, est déposé dans un coffre de la Banque nationale tchécoslovaque pendant six ans. Du point de vue des spécialistes de la conservation, c'est une mesure discutable, mais grâce à elle le reliquaire survit aux dernières années du régime communiste. À partir de 1991, il fait l'objet d'une restauration méticuleuse.

Il faudra attendre février 2015 pour que Danny Douglas révèle qui était son commanditaire et d'où il tenait ses informations, quand il vendra son histoire au *Daily Mail*, un tabloïd britannique : son contact était l'historien de l'art Christian Beaufort-Spontin, frère cadet de Friedrich-Christian, septième duc de Beaufort-Spontin. L'objectif, affirme-t-il, n'était pas l'enrichissement personnel, mais de protéger des communistes un élément du patrimoine culturel. Christian Beaufort lui-même met cette entreprise, qu'il juge aujourd'hui d'une naïveté insensée, sur le compte de sa jeunesse. Restauré en 2002, le reliquaire de Saint-Maur est désormais exposé au château de Becov. Il est considéré comme la deuxième œuvre d'art la plus précieuse de la République tchèque, après les bijoux de la couronne du royaume de Bohême.—

Publié le 9 janvier

➤ La chasse de Saint-Maur, photographiée en 2015, lors d'une exposition à Prague.

Photo Draceane/
Wikimedia Commons

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2026



GOODBYE AMERICA

En un an à la Maison-Blanche, Donald Trump a sapé les fondements de la démocratie américaine. Une dérive autoritaire accompagnée d'une révolution culturelle qui bouleverse les États-Unis.



**Courrier
international**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

“ AVEC CE LIVRE,
QUELQUE CHOSE
D'IMPORTANT
EST ARRIVÉ À
LA LITTÉRATURE.
UN ROMAN GRANDIOSE. ”
Clémentine Goldszal, *ELLE*

“ Un grand roman, difficile à reposer,
plus encore à oublier. ”
Le Monde des Livres

“ Dès les premières pages, on est sûr
de tenir entre ses mains un grand livre. ”
Les Échos

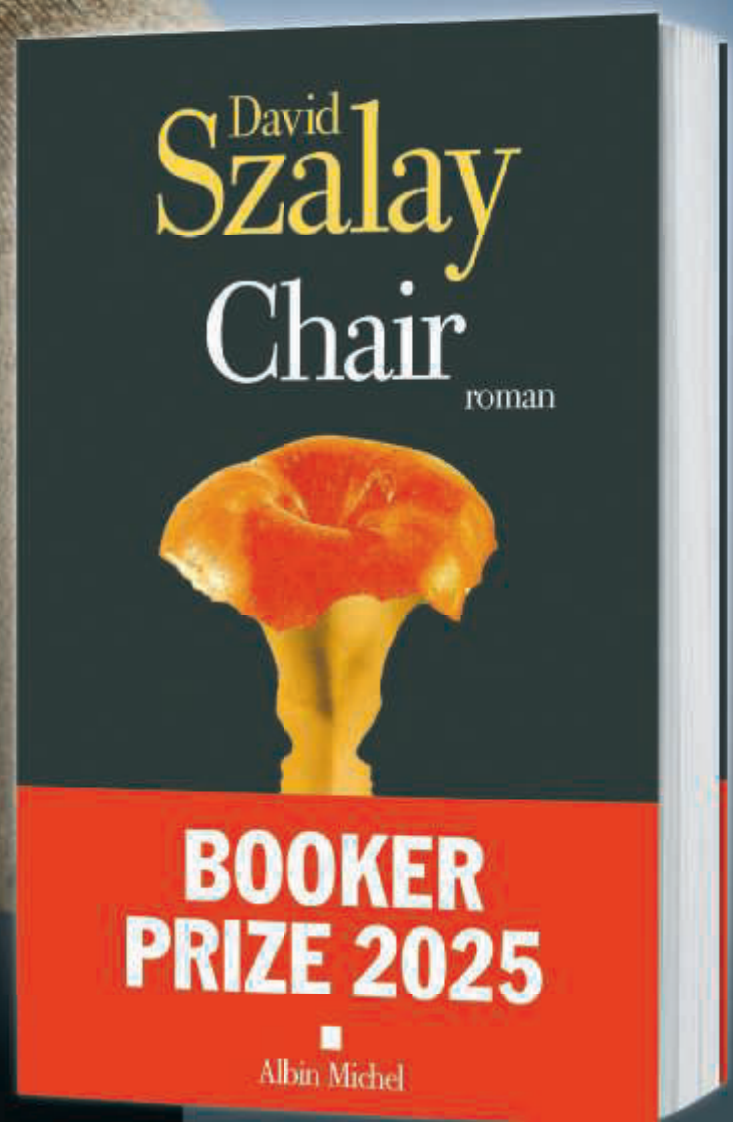
“ Une expérience de lecture sensuelle
et dépouillée, addictive et déstabilisante. ”
LIRE Magazine

“ Singulier et fascinant. ”
Le Figaro littéraire

“ Un grand roman hypnotique
sur l'homme européen contemporain. ”
Paris-Match

“ Si prenant qu'on n'a pas envie de le quitter. ”
Libération

“ Radical et paradoxal. ”
Télérama



■ ALBIN MICHEL